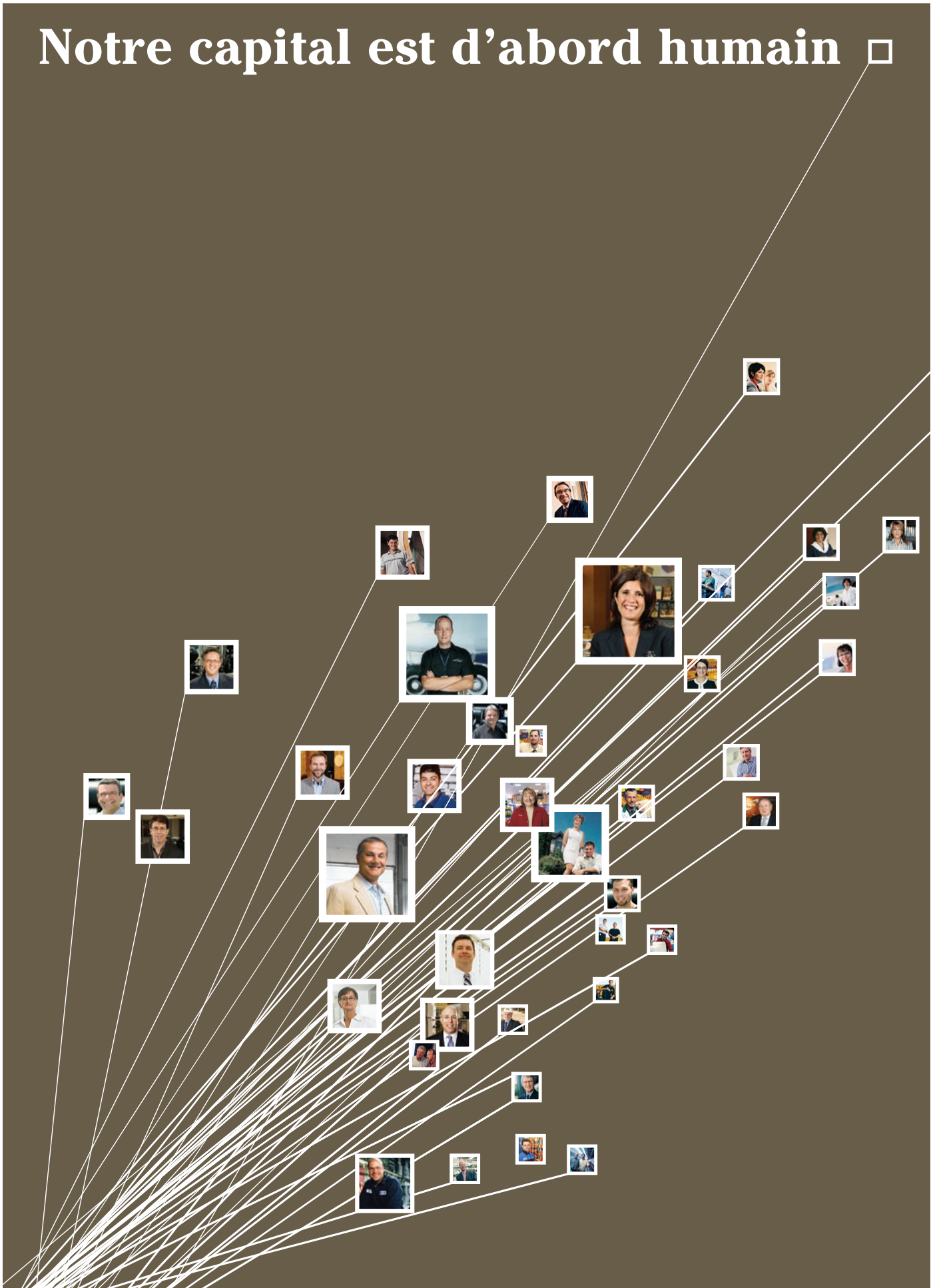


# Notre capital est d'abord humain □



## Créer, maintenir ou sauvegarder des emplois

Investir dans des entreprises à impact économique québécois et leur fournir des services en vue de contribuer à leur développement et de créer, de maintenir ou de sauvegarder des emplois.

## Former les travailleuses et les travailleurs

Favoriser la formation des travailleuses et travailleurs dans le domaine de l'économie et leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec.

## Développer l'économie du Québec

Stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleuses et travailleurs, de même qu'aux entreprises québécoises.

## Préparer la retraite

Sensibiliser et inciter les travailleuses et travailleurs à épargner pour leur retraite et à participer au développement de l'économie par la souscription aux actions du Fonds.

1  
FAITS SAILLANTS

2  
MESSAGE DU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4  
MESSAGE DU  
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

6  
ACTIONNARIAT

10  
FORMATION

12  
INVESTISSEMENTS

17  
INFORMATIONS FINANCIÈRES

86  
GLOSSAIRE

88  
LE CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

89  
LE COMITÉ DE DIRECTION  
LES CONSEILS SECTORIELS  
LES COMITÉS  
LE SYNDICAT

90  
LE PERSONNEL  
PERMANENT

## FAITS SAILLANTS

### Chiffres clés<sup>1</sup>

Exercices terminés les  
(en millions de dollars, sauf les actions catégorie A en milliers)

	30 JUIN 2003	2004 (11 MOIS)	31 MAI		
			2005	2006	2007
<b>Résultats</b>					
Produits	(209,1)	347,0	372,5	463,3	588,9
Bénéfice net (perte nette)	(325,5)	247,3	271,1	366,5	475,0
<b>Bilan</b>					
Actif net	4 620,2	5 233,3	5 955,2	6 607,1	7 239,0
Actions catégorie A en circulation	225 956	243 946	264 845	277 466	284 628
<b>Ratio<sup>2</sup></b>					
Charges d'exploitation/Actif net moyen	1,8 %	1,8 % <sup>3</sup>	1,5 %	1,4 %	1,4 %

1. Les données comparatives ont été retraitées afin de refléter les nouvelles normes comptables touchant les sociétés de placement.

2. Le ratio des charges d'exploitation exclut la taxe sur le capital.

3. Donnée annualisée.

Aux 31 mai  
(sauf 2003, au 30 juin)

#### VALEUR NETTE PAR ACTION (EN DOLLARS)

2003	20,36
2004	21,37
2005	22,41
2006	23,74
2007	25,36

#### RENDEMENT DU FONDS<sup>1,2</sup> (EN POURCENTAGE)

2003	(6,9)
2004*	5,2
2005	5,0
2006	6,0
2007	7,1

\* (11 mois)

Rendement annuel moyen depuis le début des activités : 5,1 %

#### ÉMISSIONS D' ACTIONS (EN MILLIONS DE DOLLARS)

2003	724,7
2004*	554,2
2005	706,5
2006	613,8
2007	570,7

\* (11 mois)

#### NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS, MAINTENUS OU SAUVEGARDÉS AU QUÉBEC PAR LE FONDS ET SES PARTENAIRES

2003	91 694
2004	96 000
2005	105 596
2006	116 644
2007	122 460

#### NOMBRE D' ACTIONNAIRES

2003	550 119
2004	554 796
2005	568 383
2006	573 086
2007	574 794

#### NOMBRE D'ENTREPRISES PARTENAIRES (FONDS ET RÉSEAU)

2003	1 666
2004	1 722
2005	1 683
2006	1 681
2007	1 696

#### RACHATS (EN MILLIONS DE DOLLARS)

2003	313,0
2004*	188,5
2005	255,6
2006	328,7
2007	402,3

\* (11 mois)

#### JUSTE VALEUR DES INVESTISSEMENTS DANS NOS ENTREPRISES PARTENAIRES<sup>3</sup> (EN MILLIONS DE DOLLARS)

2003	2 633,5
2004	2 695,4
2005	2 900,8
2006	3 342,5
2007	3 741,9

#### INVESTISSEMENTS<sup>3</sup> (EN MILLIONS DE DOLLARS)

2003	368,5
2004*	404,7
2005	492,2
2006	642,8
2007	667,7

\* (11 mois)

1. Le bénéfice (perte) par action sur le prix de l'action au début de l'exercice.

2. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés aux actionnaires.

3. Ces investissements incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

# Des efforts soutenus pour créer et maintenir des emplois



*De gauche à droite*

**LOUISE ST-CYR**

Titulaire, Chaire de développement et de relèvement de la PME, HEC Montréal, et présidente du comité de vérification, Fonds de solidarité FTQ

**RENÉ ROY**

Secrétaire général, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et secrétaire du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

**HENRI MASSÉ**

Président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et président du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

## MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'exercice 2006-2007 du Fonds de solidarité a été remarquable : nous avons pleinement joué notre rôle d'investisseur dans les PME et avons eu un impact significatif sur l'économie québécoise. Nos efforts s'inscrivent dans notre volonté de construire une économie québécoise plus forte et de garder nos emplois ici, chez nous, au Québec.

Investir, pour nous, fait partie d'une démarche d'enrichissement collectif axée sur les emplois de qualité : ceux que nous pouvons créer et ceux que nous devons maintenir. C'est pourquoi nous investissons partout au Québec; nous avons fait ce choix dès le départ, et nous sommes ainsi devenus les pionniers du développement local et régional. Grâce à notre réseau de SOLIDE (Sociétés locales d'investissement dans le développement de l'emploi), de fonds régionaux et des autres fonds spécialisés, nous avons, avec nos collaborateurs et nos partenaires, investi dans des projets porteurs pour toutes les régions. Ensemble, nous avons créé un modèle d'investissement unique, responsable, et fondé sur l'importance de soutenir le développement de l'économie partout au Québec.

### Travailler ensemble

J'ai toujours insisté sur le rôle économique crucial des sociétés d'État. Je tiens ainsi à souligner les efforts réalisés par certaines d'entre elles. Même si, à mon avis, ces efforts sont encore trop timides, les sociétés d'État sont au moins de plus en plus en « mode économie »; en ce sens, le travail de la Caisse de dépôt et placement, par exemple, doit être salué. En lançant, en mai dernier, en concertation avec d'autres organismes, le Centre international sur la prospérité des entreprises du Québec, la Caisse a vu juste, car le succès de nos entreprises exige qu'elles adaptent leurs plans d'affaires au contexte de la mondialisation. J'ai fait partie du groupe de travail qui a mis sur pied ce centre, et Yvon Bolduc, le président-directeur général du Fonds, a pris le relais et va maintenant s'assurer que toute cette prospérité économique se transforme aussi en emplois de qualité pour les Québécois.

Pour favoriser la croissance de nos entreprises, il faut des efforts concertés. La situation économique difficile que nous traversons, notamment dans le secteur manufacturier, nous interpelle tous. Nul n'y échappe. Notre secteur manufacturier s'est irrémédiablement affaibli : depuis 2002, au Québec seulement, plus de 100 000 emplois ont été emportés par le raz-de-marée de la mondialisation. Personne ne peut prétendre se placer au-dessus de cette situation désastreuse; de plus, avec la vigueur du dollar canadien, sur le point d'atteindre la parité avec le dollar américain, la volatilité du prix du pétrole, le ralentissement économique mondial, la concurrence asiatique qui ne fléchit pas, et le vieillissement de la population, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Nous devons faire preuve d'ouverture, travailler ensemble : patrons, syndicats, gouvernements, sociétés d'État et toutes les organisations concernées.

Nous devons appuyer toutes les initiatives porteuses de solutions qui permettront aux entrepreneurs de ce secteur de s'adapter au contexte actuel — c'est-à-dire se moderniser, développer de nouveaux marchés, accroître leurs exportations. La création de la richesse est cruciale, mais il faut que cette richesse soit bien distribuée et qu'elle accorde la priorité à l'emploi.

Notre priorité collective doit donc être l'économie du Québec. Aussi, une fois de plus, je m'explique mal que nos gouvernements n'aient pas encore pris toutes les mesures qui s'imposent pour soutenir les entrepreneurs et favoriser la restructuration et la modernisation de notre parc industriel. Mis à part celles qui concernent le secteur de la forêt, aucune mesure concrète n'a été mise en place pour les travailleurs qui sont aux prises avec les conséquences de la mutation que vit le secteur manufacturier.

### Une vision à moyen et à long terme

Ce n'est un secret pour personne : je m'oppose aux investissements purement spéculatifs de certains fonds privés — américains, notamment. Derrière ces investissements, il n'y a pas de vision à moyen et à long terme; les investisseurs ne sont nullement préoccupés de la survie des entreprises. Leur unique motivation est l'appât immédiat du gain. Bien sûr, nous n'avons rien contre la recherche de bons rendements, pour accroître la richesse — mais elle ne doit pas se faire au détriment de nos valeurs sociales ni de notre mission axée sur l'emploi et le développement économique.

D'ailleurs, depuis 2003, le Fonds a investi des centaines de millions de dollars dans plus de 30 fonds privés, présents dans plusieurs secteurs. Nous le faisons quand ces investissements ont des retombées économiques concrètes au Québec, quand ils aident les entrepreneurs québécois à bâtir des entreprises solides, à créer des emplois et à relever le défi de la concurrence internationale.

En terminant, je tiens à féliciter l'ensemble des employés du Fonds pour leur travail remarquable, qui nous a permis d'obtenir d'excellents résultats. Je remercie également nos responsables locaux, dont la contribution est immense.

Merci enfin à vous, chers actionnaires, de votre confiance. Elle est précieuse, et nous vous en sommes extrêmement reconnaissants.



HENRI MASSÉ  
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

# Une réussite basée sur l'expertise et le travail d'équipe



*De gauche à droite*  
**YVON BOLDUC**  
Président-directeur général  
**GAÉTAN MORIN**  
Premier vice-président  
aux investissements  
**DENIS LECLERC**  
Premier vice-président  
à l'actionnariat

## **MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL**

L'année dernière, vous vous souviendrez, avait été marquée par des records de rentabilité et d'investissements. Eh bien, cette année, ces records, nous les avons battus! En effet, l'exercice 2006-2007, qui s'est terminé le 31 mai dernier, a été fertile, et c'est donc un grand plaisir pour moi de vous livrer nos résultats. Mais je veux d'abord souligner l'excellent travail des employés du Fonds de solidarité FTQ. Si nos investissements ont été aussi nombreux, si nos transactions sont de grande qualité, si nos partenaires et nos actionnaires sont aussi satisfaits de nos services, c'est grâce à l'engagement, à l'expertise et au professionnalisme de nos employés. Je les en remercie sincèrement.

Ainsi, la valeur de notre action, établie à 25,36 \$ le 5 juillet dernier, a augmenté pour une neuvième fois d'affilée. Notre bénéfice net a été de 475 millions de dollars, ce qui nous a permis d'obtenir notre meilleur rendement des sept dernières années, c'est-à-dire 7,1 %, et notre actif net a atteint 7,2 milliards de dollars. Et ce n'est pas tout! Nous avons établi un nouveau record : 668 millions de dollars d'investissements. Le rendement brut de notre portefeuille d'investissement a été de 10,1 % durant ce dernier exercice. Ce succès est le fruit du travail colossal qu'ont réalisé, dans un contexte économique toujours plus compétitif, nos équipes multidisciplinaires à l'investissement. Grâce à ces investissements, le Fonds assure un soutien croissant dans tous les secteurs de l'activité économique au Québec. Par exemple, durant l'année, nous avons investi 20 millions de dollars dans Spectra Premium et 75 millions dans Van Houtte. Ces deux transactions stratégiques nous permettent, entre autres, de nous démarquer en matière de rachat et de relève d'entreprises et d'étendre notre rôle à de nouvelles étapes dans la chaîne de financement des entreprises québécoises. Je tiens également à préciser que 47 % de nos investissements ont été faits dans des entreprises manufacturières. Contribuer à l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises manufacturières, particulièrement fragilisées par la concurrence mondiale et la montée du dollar canadien, reste prioritaire pour nous; compte tenu de ces défis supplémentaires, nous sommes d'autant plus fiers du rendement obtenu au cours du dernier exercice.

Permettez-moi d'ailleurs de féliciter les entrepreneurs québécois qui ont fait preuve d'adaptabilité, de créativité et d'audace, ces dernières années, pour relever de nombreux défis et convertir leurs bonnes idées pour accroître leur compétitivité.

### **La force de nos réseaux**

Je voudrais maintenant souligner l'apport de tous ceux et celles qui, de près ou de loin, contribuent aux succès du Fonds. Le Fonds, c'est un ensemble de réseaux, formés de centaines de milliers de personnes qui adhèrent à nos valeurs et à notre mission de développement économique. Tout d'abord, notre réseau d'investissement, composé de nos équipes multidisciplinaires d'investissement au siège social du Fonds, de nos fonds spécialisés et de nos fonds d'investissements régionaux et locaux, couvrant l'ensemble du Québec.

Ensuite, notre réseau d'actionnaires : au 31 mai dernier, le Fonds comptait 574 794 actionnaires. Nous sommes particulièrement fiers de leur contribution, car ce sont plus de un demi-million de personnes au Québec qui se serrent les coudes pour assurer un meilleur développement du Québec et pour rendre son économie plus compétitive. Le Fonds, c'est aussi, bien sûr, notre vaste réseau de 2 127 responsables locaux (RL) qui, bénévolement, font connaître la mission et le REER du Fonds dans leurs milieux de travail respectifs. Ce réseau exceptionnel, indissociable du succès du Fonds, est indispensable. Je remercie donc tous les RL pour cet immense travail.

Enfin, le Fonds de solidarité est un réseau d'entrepreneurs, de chefs d'entreprise et de travailleurs qui ont décidé de profiter de la valeur ajoutée que leur apportent notre approche et nos services — y compris notre programme unique de formation économique. Ils ont choisi le Fonds parce qu'il leur offre plus que simplement de l'argent : nous les accompagnons dans leur croissance en leur apportant du capital patient, à la mesure de leurs ambitions et de leurs projets, et en mettant toute notre expertise à leur disposition. C'est tout cela — ce sont eux qui nous le disent — qu'ils apprécient, et c'est pour cela qu'ils nous ont choisis comme partenaire pour contribuer au développement de leur entreprise.

L'année 2006-2007 a été une année très satisfaisante pour moi, et je vous remercie toutes et tous très sincèrement d'avoir participé à ce succès.



**YVON BOLDOC**  
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



**Jocelyne Bourget**

TRAVAILLEUSE, PRATT & WHITNEY,  
ET CONJOINTE DE CLAUDE BOURGET

« C'est vrai que le Fonds de solidarité offre un service à la clientèle impeccable. Ce ne sont pas que des mots, et nous sommes bien placés pour en témoigner ! »

**Claude Bourget**

TRAVAILLEUR, PRATT & WHITNEY,  
ET ACTIONNAIRE DU FONDS

« Acheter une maison est une expérience importante, mais aussi un peu stressante ! Je suis bien heureux d'avoir pu racheter mes actions du Fonds pour « rapper » et faire cette belle acquisition. C'est formidable, d'autant plus que tout s'est déroulé facilement et rapidement. »

**Daniel Grisé**

RESPONSABLE LOCAL DU FONDS  
ET TRAVAILLEUR, PRATT & WHITNEY

« C'est toujours une grande fierté pour moi de faire connaître les avantages du REER du Fonds à mes collègues. Et ce fut un grand plaisir d'aider Jocelyne et Claude à se prévaloir du Régime d'accèsion à la propriété en se servant de leurs actions du Fonds. »

**Votre contribution  
est riche de possibilités**

### Le Carnet de l'actionnaire a 10 ans !

Lancé en 1997, le Carnet de l'actionnaire est un outil de communication qui s'est distingué au fil des ans par sa qualité et par le caractère personnalisé de l'information qu'il contient. Cet outil connaît un rare succès depuis sa création, et les actionnaires l'apprécient toujours plus chaque année. Ils sont extrêmement attentifs aux informations que le carnet leur fournit sur la performance de leur portefeuille et sur les scénarios de croissance de leurs économies en vue de la retraite, mais ils sont aussi très sensibles à la qualité du carnet lui-même. C'est précisément grâce à l'attention et au soin que nous avons apportés à cet outil de communication privilégié que le carnet s'est avéré l'un des éléments stratégiques de la fidélisation des actionnaires du Fonds ces 10 dernières années.

Cette réussite nous a encouragés à poursuivre nos efforts de personnalisation du carnet, ce qui a donné lieu à une toute nouvelle génération de carnets, entièrement personnalisés et qui possèdent, en plus, une dimension régionale. Ce nouvel élément nous permet de rappeler aux actionnaires l'engagement du Fonds dans la région qu'ils habitent et de réaffirmer l'importance que nous accordons à cet engagement.

Enfin, dans un souci d'efficacité et d'économie, nous avons fusionné trois envois en un : en recevant leur carnet, nos actionnaires ont aussi reçu leur Relevé 10 ainsi que des extraits des plus récents états financiers du Fonds.

### « Mon compte en ligne »

Une autre des préoccupations de la première vice-présidence à l'actionnariat était d'offrir à l'ensemble des actionnaires un site Internet, entièrement sécurisé et permettant de faire encore plus de transactions. C'est chose faite depuis le 2 avril 2007. En plus d'y consulter leur compte, les actionnaires du Fonds peuvent maintenant profiter plus facilement des modes de souscription que sont la retenue sur le salaire et les prélèvements bancaires; le site permet de faire commencer ou de modifier les retenues sur le salaire et les prélèvements bancaires. C'est donc un autre moyen d'encourager l'épargne systématique, grâce à laquelle 74 % des souscriptions totales ont été faites durant le dernier exercice.

Comme la majorité des transactions est traitée électroniquement, cela nous permet, entre autres, de faciliter l'accès à ces modes de souscription, tout en réduisant les formulaires administratifs et les délais de traitement. Nous contribuons ainsi à maintenir nos standards de qualité de service à un niveau élevé. Mais l'une des plus grandes qualités de notre nouveau site est d'être davantage en appui au travail réalisé par les RL sur le terrain.

### Le Service aux actionnaires

Au 31 mai 2007, le Fonds de solidarité comptait 574 794 actionnaires. Il est important de souligner que, durant le dernier exercice, les agents du Fonds ont traité près de 340 000 appels d'actionnaires, dont plus de 134 000 durant notre campagne REER. Ce travail de première ligne, de personne à personne (sans l'intermédiaire de boîtes vocales) et adapté aux besoins de nos actionnaires, fait toujours partie de nos priorités.



### Carine Bonnardeaux

ACTIONNAIRE DU FONDS

« QUAND J'AI REÇU MON CARNET D'ACTIONNAIRE, J'AI EU UN VRAI SENTIMENT DE FIERTÉ ! C'EST UN DOCUMENT BIEN FAIT, UN BON OUTIL DE COMMUNICATION EN FINANCES PERSONNELLES. LES RENSEIGNEMENTS SUR MES TRANSACTIONS ET SUR MON PORTEFEUILLE D'ACTIONS REER ET NON-REER SONT CLAIRS. DE PLUS, IL CONTIENT DIFFÉRENTS SCÉNARIOS PERSONNALISÉS DE CROISSANCE DE MON PORTEFEUILLE POUR LES PROCHAINES ANNÉES. ÇA M'INDIQUE, DE MANIÈRE SIMPLE ET TRÈS CONCRÈTE, LES SOMMES DONT JE POURRAI DISPOSER POUR AMÉLIORER MA QUALITÉ DE VIE À LA RETRAITE. C'EST VRAIMENT UTILE ! »

## ACTIONNARIAT

### Notre premier réseau

Au 31 mai 2007, le Fonds comptait 2 127 responsables locales et responsables locaux (RL). Ce réseau, le premier de nos réseaux, est l'une de nos grandes fiertés. Et, si autant d'actionnaires profitent de la retenue sur le salaire avec économie d'impôt immédiate à chaque paie, c'est grâce à nos RL, qui expliquent clairement les avantages de l'épargne systématique. Grâce au travail de promotion fait par les RL, des milliers d'actionnaires du Fonds ont pu profiter d'une retraite plus confortable, mais aussi du populaire Régime d'accession à la propriété (RAP) pour acheter leur première maison (voir tableau ci-dessous).

C'est parce que les RL sont présents dans les milieux de travail qu'ils ont pu faire apprécier la mission économique du Fonds et l'importance du rôle de ses actionnaires dans le développement économique du Québec.

### Des gens solidement formés

Le réseau des RL a été créé en même temps que le Fonds de solidarité FTQ. Les fondateurs du Fonds et ses syndicats affiliés tenaient à ce que ce soit des militants syndicaux qui fassent, dans leur milieu de travail, la promotion du Fonds, de sa mission et de son REER, et ils ont vu juste : aujourd'hui, ce réseau fait l'envie de plusieurs institutions financières.

Pour remplir leur mandat et représenter le Fonds, les RL reçoivent une solide formation et un soutien permanent. En plus de la formation de base qui leur est donnée au moment où ils se joignent au réseau, les RL participent, dans les six mois qui suivent cette formation, à des rencontres de suivi qui leur permettent de revoir ce qu'ils ont appris et de clarifier certains points.

Par la suite, les RL profitent annuellement de trois activités de formation puisque le Fonds a mis sur pied un programme de formation continue qui leur est exclusivement destiné. Ainsi, ils ont participé en septembre 2006 à un atelier sur les impacts fiscaux des régimes d'épargne en vue de la retraite. En janvier 2007, ils ont reçu une formation pointue sur le Régime d'accession à la propriété et le Régime d'encouragement à l'éducation permanente. Durant les rencontres régionales qui se sont déroulées au printemps dernier, ils ont reçu une formation sur l'environnement des revenus de retraite et, plus particulièrement sur le Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR).

De plus, le Fonds offre aux RL un appui quotidien et soutenu. Ils sont encadrés par les coordonnateurs au Développement de la souscription du Fonds. Ces « coordos » sont leurs interlocuteurs privilégiés. En complément des nombreux outils de référence que leur procure le Fonds, les RL peuvent communiquer en tout temps par téléphone avec le Service aux RL pour obtenir sur-le-champ toutes les informations et les documents dont ils ont besoin. Un centre d'appels leur est entièrement réservé.

### La solidarité avant tout

Les RL du Fonds sont motivés par un désir sincère d'aider leurs collègues de travail en les sensibilisant à l'importance d'épargner en vue de la retraite. Ils croient en la mission du Fonds et veulent encourager les travailleurs à la soutenir.

Essentiellement, les RL sont des militants, des gens tournés vers les autres, qui ont le goût d'apprendre et de maîtriser toutes les subtilités des actions et du REER du Fonds pour en faire bénéficier leurs proches.

Nous sommes heureux de pouvoir compter sur eux.

### Répartition des rachats par critère

Exercice terminé le 31 mai 2007

CRITÈRES	NOMBRE	MILLIONS \$	%
Retraite et préretraite	33 337	321	80
Accession à la propriété	4 418	34	8
Situations exceptionnelles (perte d'emploi et autres)	4 816	16	4
Décès, invalidité, rachat 60 jours	2 026	23	5
Retour aux études	399	2	1
Autres critères (injection de capitaux dans une entreprise, émigration, rachat de crédits de rente et inadmissibilité aux crédits d'impôt)	627	6	2
<b>Total</b>	<b>45 623</b>	<b>402</b>	<b>100</b>

### Profil des actionnaires

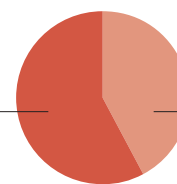
Au 31 mai 2007

#### NOMBRE D'ACTIONNAIRES

574 794

#### STATUT

SYNDIQUÉS  
332 184  
58 %



NON SYNDIQUÉS  
242 610  
42 %

EFFECTIF  
DE RESPONSABLES  
LOCAUX À VOTRE  
SERVICE :

2 1 27



MELVIN MARQUIS  
RESPONSABLE LOCAL

« VIVE L'ÉPARGNE SYSTÉMATIQUE !  
UN JOUR, J'AI ÉTÉ TÉMOIN DE MISES À PIED ET J'AI VU DES COLLÈGUES PRENDRE  
LEUR RETRAITE AVEC TROP PEU D'ÉCONOMIES POUR ARRIVER. JE ME SUIS DIT :  
" PLUS JAMAIS ! " DEPUIS PLUS DE 15 ANS MAINTENANT, JE FAIS LA PROMOTION  
DU REER DU FONDS COMME COMPLÉMENT IDÉAL À UN RÉGIME DE RETRAITE.  
JE SUIS UN INCONDITIONNEL DE LA RETENUE SUR LE SALAIRE PARCE QUE ÇA REND  
L'ÉPARGNE-RETRAITE FACILE : ÇA DEVIENT UNE HABITUDE ! DE PLUS, GRÂCE À LA  
RÉDUCTION D'IMPÔT IMMÉDIATE, LES GENS NE REMARQUENT MÊME PAS LA  
DIFFÉRENCE SUR LEUR PAIE NETTE ! »

### Gabriel Charky

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
ALLIANZ MADVAC

« Le programme de formation économique du Fonds est un outil très performant, qui gagne à être connu car, en investissant de cette façon dans la main-d'œuvre, nous investissons dans l'avenir de l'entreprise. »

### Guy Croteau

CONSEILLER EN FORMATION,  
FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ

« La formation économique permet, à la direction et aux employés, de communiquer et de parler le même langage, à partir d'une compréhension commune des enjeux de l'entreprise. »

### Diane du Tremble

CONSEILLÈRE EN FORMATION,  
FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ

« Les entrepreneurs sont nombreux à nous témoigner leur réaction extrêmement positive face à la formation économique. »

# La formation : un avantage distinctif du Fonds

## FORMATION

La formation offerte par le Fonds de solidarité s'adresse à l'ensemble du personnel des entreprises partenaires et s'inscrit dans la volonté du Fonds de contribuer à la croissance de ces entreprises.

En misant sur la transparence et sur de bonnes pratiques de communication entre la direction et les employés dans l'entreprise où elle est offerte, la formation économique vise, entre autres, à établir, sur le terrain de l'analyse financière, une compréhension commune des enjeux auxquels l'entreprise fait face et des défis qu'elle doit relever. Tous parlent donc le même langage et se trouvent mieux outillés et mobilisés pour proposer des solutions visant à assurer l'avenir de l'entreprise, tout en permettant la création ou le maintien d'emplois de qualité.

Depuis 2006, on parle véritablement d'un *programme* de formation et durant l'année écoulée, le programme a été appliqué dans son intégralité. Il ne s'agit donc plus simplement de cours, mais bien d'un « programme » de formation économique qui s'étend sur trois ans et qui est conçu à partir des besoins exprimés tant par les entrepreneurs que par les employés.

Aux cours portant sur le plan d'affaires, l'analyse de la santé financière et les pratiques de communication sur le terrain financier s'ajoute cette année un cours traitant de la réalité des entreprises dans le contexte de la mondialisation.

Plusieurs entrepreneurs ont constaté qu'à chaque nouvelle formation les questions des travailleurs se font toujours plus pointues. L'explication réside dans le fait que les cours sont bien adaptés à la réalité des participants et qu'ils les motivent à prendre part au succès de l'entreprise.

### Formation continue des RL

La Fondation de la formation économique a également continué de développer, durant l'année écoulée, ses activités de formation continue offertes aux RL en étroite collaboration avec les coordonnateurs à la souscription du Fonds (détails, voir à la p. 8).

Enfin, la Fondation a aussi lancé une démarche d'évaluation globale de la formation offerte aux RL. Cet exercice a pour but de s'assurer que le contenu des formations demeure toujours le plus complet possible et qu'il continue de répondre adéquatement aux besoins et à la réalité des RL.

### Activités de formation

Exercice terminé le 31 mai 2007

	PARTICIPANTS	COURS
Responsables locaux	3 111	212
En entreprise	2 264	132
Membres du réseau	570	26
Étudiants	396	21
<b>Total</b>	<b>6 341</b>	<b>391</b>



### Manon Bélec

DIRECTRICE RÉGIONALE DES VENTES, EST DU CANADA, LAURA SECORD

« LE PROGRAMME DE FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS ÉTAIT BIEN ADAPTÉ AUX BESOINS ET À LA RÉALITÉ DE NOS EMPLOYÉS. IL A AMENÉ LES PARTICIPANTS À UN MÊME NIVEAU DE COMPRÉHENSION DES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE L'ENTREPRISE. CETTE FORMATION A SUSCITÉ UN RÉEL INTÉRÊT CHEZ LES EMPLOYÉS, ET LEUR A DONNÉ UNE VISION D'ENSEMBLE DE LAURA SECORD, AU-DELÀ DES RÉSULTATS DES VENTES DE CHAQUE SUCCURSALE. ILS ONT COMPRIS QUE CHAQUE GESTE A UN IMPACT SUR LA RENTABILITÉ GLOBALE DE L'ENTREPRISE. CE COURS A ÉTÉ UN VÉRITABLE DÉCLENCHÉUR ET A STIMULÉ LEUR SENS DU TRAVAIL EN ÉQUIPE. »



**Charles Dutil**

PRÉSIDENT ET CHEF  
DE L'EXPLOITATION, MANAC

« L'investissement du Fonds nous  
a permis de repositionner notre  
gamme de produits afin de maintenir  
notre rythme de croissance  
dans l'environnement compétitif  
de notre industrie. »

**Richard Cloutier**

CONSEILLER PRINCIPAL  
EN MARKETING

**Sonia Lévêque**

CONSEILLÈRE JURIDIQUE

Deux des membres de l'équipe  
multidisciplinaire du Fonds de  
solidarité qui ont participé  
étroitement au positionnement  
de l'entreprise et à sa réussite.

**Raynald Aubin**

DIRECTEUR DE PORTEFEUILLE  
À L'INVESTISSEMENT, SECTEUR  
MATÉRIEL DE TRANSPORT  
ET AUTOMOBILE, FONDS DE  
SOLIDARITÉ FTQ

« Manac est un bel exemple  
de développement économique  
régional, et l'expertise de nos  
équipes sectorielles a contribué  
à ce succès. »

**Nos équipes  
vous appuient sur  
tous les plans**

## INVESTISSEMENTS

### La base de notre réussite : expertise et capital patient

Pour leur permettre de faire face à de nombreux défis, nous offrons à nos partenaires du capital patient : du capital avec lequel ils pourront véritablement réaliser leurs projets de modernisation ou d'expansion, et rendre leurs entreprises plus compétitives. Nos conseillers ont une grande expertise en investissement. Ce sont des gens d'affaires compétents, qui parlent le même langage que les entrepreneurs. D'ailleurs, les chiffres le prouvent, puisque, au 31 mai 2007, le Fonds a effectivement établi un autre record annuel d'investissements. Durant l'exercice qui s'est terminé à cette date, le Fonds a, à lui seul, investi 668 millions de dollars. En incluant les investissements réalisés par nos fonds régionaux, ce sont 145 entreprises, dont 92 nouvelles, qui ont bénéficié de notre appui au cours du dernier exercice. Par ailleurs, notre portefeuille d'investissements nous a procuré un rendement brut de 10,1 % au cours de la dernière année. Comme nous pouvons le constater, les réussites que nous avons connues au cours du dernier exercice le montrent : notre capital est non seulement patient, mais également payant !

De plus, nous nous sommes démarqués sur le marché du financement privé des PME au Québec, dont nous sommes l'un des chefs de file. À nous seuls, nous réalisons près du tiers des investissements de capital de risque et de développement au Québec. Et, grâce à notre approche patiente et à notre positionnement unique, les entrepreneurs québécois connaissent maintenant très bien les atouts du Fonds. Ils nous choisissent comme partenaire pour notre grande capacité financière, mais aussi pour notre vaste connaissance des PME et du tissu économique québécois. Ainsi, le Fonds devient, de plus en plus, le partenaire de premier choix des entrepreneurs québécois.

La spécialisation de nos équipes de l'Investissement et les ressources impressionnantes de nos équipes multidisciplinaires (analyse de marché, évaluation d'entreprise, fiscalité,

soutien juridique, placements, vérification diligente, bilan social) sont bien connues de nos partenaires. Ceux-ci savent que, pour moderniser leurs équipements, conquérir de nouveaux marchés, concevoir et lancer de nouveaux produits, ou encore pour innover, croître et faire de nouvelles acquisitions, ils ont besoin d'un partenaire solide, qui saura adapter ses produits financiers et son offre de financement à leurs besoins. Et c'est ce que nous faisons. De plus, puisque notre taille et notre mission nous le permettent, nous pouvons accompagner nos partenaires pendant les périodes difficiles, c'est-à-dire au moment où ils ont le plus besoin de soutien pour relever des défis en matière de positionnement concurrentiel et de croissance.

Par ailleurs, une étude réalisée par SECOR<sup>1</sup> indique clairement que, dans les entreprises dans lesquelles le Fonds a investi, le niveau d'emploi a augmenté de 31 %, comparativement à 23 % dans les autres entreprises; nos entreprises partenaires exportent trois fois plus que la moyenne des entreprises canadiennes, et investissent en recherche et développement presque quatre fois plus que leurs concurrents.

### Des partenaires prospères

Le succès du Fonds, c'est d'abord et avant tout le succès de nos partenaires. Sur ce plan, les témoignages sont sans équivoque : grâce au Fonds, « nous avons pu faire des acquisitions » (CVTech), « nous avons réussi à nous faire une place sur le marché américain » (Allianz Madvac), « nous avons construit des réseaux d'affaires, conçu de nouveaux produits et conquis de nouveaux marchés » (Manac). Certains entrepreneurs nous ont aussi affirmé que le Fonds avait grandement contribué à bonifier leur plan de relève (Groupe environnemental Labrie).

1. SECOR et Regional Data Corporation, février 2005.



### Gilles Fradette et Dany Dumont

COPRÉSIDENTS, GLENDYNE, SAINT-MARC-DU-LAC-LONG

« CHEZ GLENDYNE, LES DÉBUTS ONT ÉTÉ DIFFICILES. UNE CARRIÈRE D'ARDOISE, EN 1995, ÉTAIT QUELQUE CHOSE DE COMPLÈTEMENT NOUVEAU AU QUÉBEC, ET PERSONNE N'AVAIT VRAIMENT DE FORMATION APPROPRIÉE. IL A DONC FALLU APPRENDRE À FAIRE CE MÉTIER. BEAUCOUP DE GENS ÉTAIENT SCEPTIQUES, MAIS LE FONDS DE SOLIDARITÉ A CRU EN NOUS ET, GRÂCE À CELA, NOUS AVONS PU DÉPASSER TOUS LES OBJECTIFS QUE NOUS NOUS ÉTIIONS FIXÉS. C'EST PARCE QUE LE FONDS A ÉTÉ PATIENT QUE NOUS SOMMES DEVENUS UN LEADER DANS CE MARCHÉ ET QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI AUTANT DE SUCCÈS. ÇA, C'EST CLAIR ! »

## INVESTISSEMENTS

D'autres soulignent l'apport du Fonds dans la structuration de leur entreprise ou dans l'élaboration de leur conseil d'administration; ce sont là des services qui leur apportent une valeur ajoutée, et qui les ont convaincus d'opter pour le Fonds quand ils ont eu à choisir un partenaire financier.

### Des transactions majeures

Permettre le démarrage de nouvelles entreprises, en acheter de plus grandes et stimuler la croissance de nos PME est absolument indispensable pour assurer à l'économie du Québec un avenir meilleur.

L'année 2006-2007 nous aura permis de nous positionner en tant qu'acteur économique important dans certaines transactions majeures, comme les 20 millions de dollars investis dans Spectra Premium, l'accompagnement qui a permis à Kruger de faire l'acquisition de la Maison des Futailles ou, plus récemment, l'investissement majeur de 75 millions de dollars dans Van Houtte, le géant du café. Ces investissements permettent, entre autres, à certains de nos « fleurons » québécois de maintenir leurs activités au Québec, d'y conserver des emplois ou encore de passer à une autre étape de leur croissance.

De plus, pour nous assurer que notre industrie de capital de risque soit en santé, diversifiée et dynamique, nous avons investi dans des fonds privés spécialisés québécois ou étrangers. Ces investissements ont non seulement stimulé l'industrie québécoise du capital de risque en permettant la création de nouveaux fonds (MSBI II et GO Capital, par exemple) et la venue de fonds étrangers au Québec, mais ils donnent aussi un accès à des capitaux aux nouvelles entreprises, et plus particulièrement à celles qui sont justement au stade de prédémarrage ou de démarrage. Ils permettent également à nos entreprises partenaires d'avoir accès à des expertises pointues et à un réseau de contacts qui faciliteront leur expansion sur les marchés étrangers.

Nous investissons aussi directement dans des entreprises qui percent dans des niches commerciales à fort potentiel, comme Cellfish Media, Bluestreak Network, Oz Communications, Réseaux Trellia, Envivio et Coveo Solutions.

En matière de capital patient, ajoutons que l'importance que nous accordons à cette pratique s'est effectivement révélée particulièrement appropriée dans le domaine des biotechnologies, et nous en sommes fiers. Depuis 10 ans, nous avons investi des centaines de millions de dollars dans ce secteur de pointe, où nous sommes partenaires de plus de 50 entreprises, dont 18 sont cotées en Bourse. Le Québec est aujourd'hui l'une des plaques tournantes les plus importantes d'Amérique du Nord en sciences de la vie, et ce secteur procure des emplois de qualité à des milliers de Québécois.

Nous sommes présents à toutes les étapes de financement (prédémarrage, démarrage, consolidation, expansion, exportation, émission publique) ainsi que dans tous les secteurs d'activité. De plus, notre taille nous permet de jouer un rôle fondamental en région. Au 31 mars dernier, notre réseau de fonds régionaux de solidarité comptait 261 entreprises partenaires au Québec.

En conclusion, peu importe le secteur dans lequel nous investissons, notre stratégie d'investissement est la même : soutenir la croissance économique de nos entreprises partenaires. Et les résultats de cette année nous montrent bien que c'est une stratégie gagnante.



DE GAUCHE À DROITE

**Oz Communications**  
SKULI MOGENSEN

**MethylGene**  
DONALD F. CORCORAN

**CVTech**  
MONIA CÔTÉ

INVESTISSEMENTS  
DE L'EXERCICE :

668 M\$



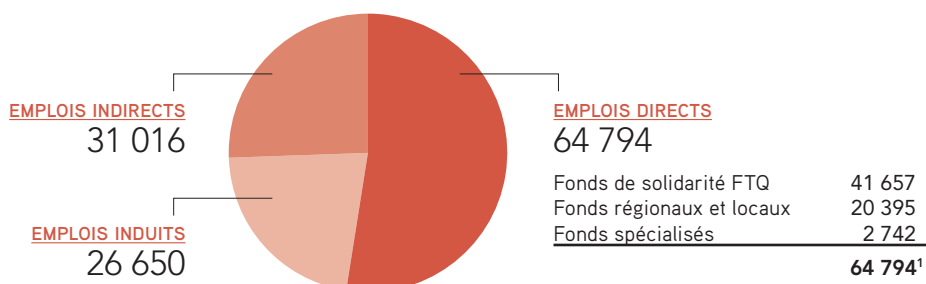
JEAN BOURGEOIS  
CHEF DE LA DIRECTION  
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE  
SAINT-NICOLAS

« GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER DU FONDS, NOUS AVONS PU FACILITER LE PROCESSUS DE RELÈVE DE L'ENTREPRISE ET FAIRE UNE ACQUISITION IMPORTANTE AUX ÉTATS-UNIS. NOUS AVONS ÉTÉ LES PREMIERS À INTRODUIRE LES CAMIONS DE COLLECTE SÉLECTIVE DE REBUTS SUR LE MARCHÉ, ET NOTRE GAMME DE PRODUITS A RÉVOLUTIONNÉ L'INDUSTRIE. NOUS AVONS MISÉ SUR L'INNOVATION ET LA CROISSANCE, ET NOUS SOMMES MAINTENANT DANS LE PELOTON DE TÊTE DE NOTRE SECTEUR. »

## 122 460 emplois créés, maintenus ou sauvegardés au Québec par le Fonds et ses partenaires

Au 31 mai 2007

### RÉPARTITION



1. Avec ses partenaires, le Fonds de solidarité FTQ a contribué à créer, maintenir ou sauvegarder plus de 102 000 emplois directs depuis sa création.

### Évolution des investissements (au coût) 2006-2007<sup>1</sup>

RÉGIONS <sup>2</sup>	SOLDE AU 31 MAI 2006 <sup>2</sup>			INVESTISSEMENTS			DÉSINVESTISSEMENTS			SOLDE AU 31 MAI 2007		
	Nbre	M\$	%	Nbre	M\$	%	Nbre	M\$	%	Nbre	M\$	%
Ouest du Québec	15	82	3	3	2	0	4	10	2	14	74	2
Région de Montréal	138	1 222	39	47	313	47	39	142	29	146	1 393	42
Centre du Québec	17	112	3	8	25	4	7	9	2	17	128	4
Région de Québec	32	363	12	5	12	2	14	32	6	28	343	11
Est du Québec	31	215	7	2	19	3	11	98	20	29	137	4
Ensemble du Québec	43	869	28	8	143	21	16	79	16	45	933	28
Hors Québec	34	264	8	12	154	23	14	120	25	37	297	9
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>3 127</b>	<b>100</b>	<b>85</b>	<b>668</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>490</b>	<b>100</b>	<b>316</b>	<b>3 305</b>	<b>100</b>

SECTEURS												
Immobilier	9	295	9	3	43	6	2	23	5	10	315	9
Développement régional <sup>4</sup>	29	377	12	1	17	3	3	7	1	23	386	12
Industries, services, ressources naturelles et consommation	146	1 530	49	46	474	71	66	376	77	157	1 628	49
Investissements technologiques <sup>5</sup>	126	925	30	35	134	20	34	84	17	126	976	30
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>3 127</b>	<b>100</b>	<b>85</b>	<b>668</b>	<b>100</b>	<b>105</b>	<b>490</b>	<b>100</b>	<b>316</b>	<b>3 305</b>	<b>100</b>

1. Cette liste exclut le portefeuille de titres détenus dans Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation et inclut les fonds engagés mais non déboursés, ainsi que les fonds pour garanties et cautionnements.
2. La distribution par région et par secteur au 31 mai 2006 a changé pour tenir compte des réorganisations survenues dans les entreprises en portefeuille.
3. Groupements régionaux : Ouest du Québec : Abitibi-Témiscamingue/Outaouais. Région de Montréal : Montréal/Laval/Laurentides/Montérégie/Lanaudière. Centre du Québec : Estrie/Mauricie/Centre-du-Québec. Région de Québec : Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches. Est du Québec : Bas-Saint-Laurent/Saguenay-Lac-Saint-Jean/Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine/Côte-Nord/Nord-du-Québec. Ensemble du Québec : investissements qui ont des impacts dans plus d'une région. Hors Québec : investissements dans des entreprises dont le siège social est à l'extérieur du Québec.
4. Fonds régionaux, fonds locaux et sociétés régionales d'investissement.
5. Sciences de la vie, technologies de l'information, télécommunications, innovations industrielles et bioalimentaire.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

### FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

19  
RAPPORT DE GESTION

ÉTATS FINANCIERS  
AUX 31 MAI 2007 ET 2006

33  
RAPPORT  
DE LA DIRECTION  
ET RAPPORT  
DES VÉRIFICATEURS

34  
BILANS

35  
RÉSULTATS

36  
ÉVOLUTIONS  
DE L'ACTIF NET

37  
FLUX DE TRÉSORERIE

38  
NOTES  
COMPLÉMENTAIRES

INVESTISSEMENTS  
AU 31 MAI 2007

54  
RAPPORT  
DES VÉRIFICATEURS

55  
RELEVÉ DES  
INVESTISSEMENTS AU COÛT

INVESTISSEMENTS  
DES FONDS SPÉCIALISÉS  
AU 31 MAI 2007

62  
RÉPERTOIRE DES  
INVESTISSEMENTS AU COÛT  
EFFECTUÉS PAR LES FONDS  
SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ)

### FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

ÉTATS FINANCIERS  
AUX 31 MAI 2007 ET 2006

80  
RAPPORT  
DES VÉRIFICATEURS

81  
BILANS

82  
RÉSULTATS

83  
ÉVOLUTIONS  
DES ACTIFS NETS

84  
NOTES  
COMPLÉMENTAIRES

# Les finances : un rôle stratégique dans l'organisation



*De gauche à droite*

**MICHEL PONTBRIAND**  
Premier vice-président  
aux finances

**ANDRÉ McDONALD**  
Directeur des services  
financiers

**SYLVAIN PARÉ**  
Vice-président,  
gestion et stratégie financière

## RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2007

Le présent rapport de gestion vise à permettre au lecteur d'évaluer la situation financière du Fonds ainsi que les changements importants survenus à l'égard de celle-ci pour l'exercice terminé le 31 mai 2007. Afin d'acquérir une compréhension approfondie des événements et des incertitudes, le lecteur doit lire ce rapport de gestion en parallèle avec nos états financiers et ses notes complémentaires.

Le présent rapport contient certains énoncés prévisionnels sur les activités, les résultats et les stratégies du Fonds. Du fait de leur nature, les énoncés prévisionnels comportent des hypothèses, des incertitudes et des risques et il est donc possible, en raison de plusieurs facteurs, que ces prévisions ne se réalisent pas. Par exemple, des changements d'ordre législatif ou réglementaire, les conditions économiques et commerciales et le degré de concurrence constituent une liste non exhaustive des facteurs importants qui peuvent influencer sur la justesse des énoncés prévisionnels contenus dans ce rapport. Le rapport de gestion est daté du 21 juin 2007.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Les résultats de 2006 présentés dans cette section ont été retraités afin de refléter les nouvelles normes comptables touchant les sociétés de placement. Ainsi, les participations dans des sociétés de placement sont évaluées et présentées à la juste valeur et ne sont plus consolidées. Cette modification n'affecte pas le bénéfice net, le bénéfice par action ni la valeur nette par action, mais a pour effet d'amener des reclassements aux états financiers.

#### RÉSULTAT GLOBAL

Une solide performance a caractérisé l'exercice terminé le 31 mai 2007, au cours duquel le Fonds a amélioré son bénéfice net record de 366 millions \$ de l'exercice précédent en affichant un bénéfice net de 475 millions \$, en hausse de 109 millions \$ ou 30 %. Ce résultat a permis au Fonds de générer un rendement de 7,1 % pour l'année, un résultat supérieur au rendement de 6,0 % réalisé lors de l'exercice précédent et supérieur aux attentes prévisionnelles formulées l'an dernier. Ce résultat constitue la meilleure performance du Fonds depuis l'éclatement de la bulle technologique au tournant du siècle.

Les deux grands secteurs du Fonds, les investissements et les placements, ont tous deux contribué de manière importante aux très bons résultats affichés pour l'exercice. L'actif géré par le secteur des investissements se compose essentiellement des investissements réalisés, conformément à notre mission, en actions, parts ou prêts auprès de nos entreprises partenaires privées et publiques. Le rendement brut de ce secteur pour l'année 2006-2007 atteint 10,1 %, un résultat supérieur au rendement de 8,2 % généré l'an dernier. L'actif moyen de ce secteur correspond à 36 % de l'actif moyen sous gestion du Fonds, soit 2,5 milliards \$.

Le secteur des placements gère le solde des actifs non investis auprès de nos entreprises partenaires, lequel est constitué d'obligations, de titres du marché monétaire, d'actions sectorielles, de fonds de fonds de couverture et d'un portefeuille de titres à revenu élevé<sup>1</sup>. Le rendement brut de ce secteur pour l'exercice terminé le 31 mai 2007 est de 7,9 %, un résultat qui est également supérieur au rendement réalisé l'an dernier, lequel s'est élevé à 7,1 %. Quant à l'actif moyen de ce secteur, il correspond à 4,3 milliards \$ ou 64 % de l'actif moyen sous gestion du Fonds.

Notre souci de l'efficacité opérationnelle et du contrôle de nos charges d'exploitation a également contribué de façon significative à nos résultats, ce dont témoigne le ratio des charges d'exploitation sur l'actif net moyen qui se situe à 1,4 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2007, le même que l'an dernier. En incluant les impôts et la taxe sur le capital, le ratio des charges sur l'actif net moyen est de 1,7 %. Ce léger recul par rapport au ratio de 1,6 % affiché pour l'exercice 2005-2006 s'explique par une charge d'impôts plus élevée comparativement à l'an dernier.

#### Rendement par secteur

Exercices terminés les 31 mai

	2007				2006 RETRAITÉ			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION	PONDÉRATION	RENDEMENT	CONTRIBUTION	ACTIF MOYEN SOUS GESTION	PONDÉRATION	RENDEMENT	CONTRIBUTION
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements	2 452	36,2	10,1	3,7	2 217	35,7	8,2	3,0
Placements	4 327	63,8	7,9	5,1	3 986	64,3	7,1	4,6
	6 779	100,0	8,8	8,8	6 203	100,0	7,6	7,6
Charges d'exploitation			(1,4)	(1,4)			(1,4)	(1,4)
Impôts et taxe sur le capital			(0,3)	(0,3)			(0,2)	(0,2)
<b>Rendement du Fonds</b>			<b>7,1</b>	<b>7,1</b>			<b>6,0</b>	<b>6,0</b>

1. Le portefeuille de titres à revenu élevé est composé d'actions privilégiées, d'actions à dividendes élevés et de parts de fiducies de revenu.

## RÉSULTAT PAR SECTEUR

La performance du secteur des investissements est influencée par différents facteurs, dont le comportement des marchés financiers, les conditions économiques et commerciales dans lesquelles évoluent les entreprises partenaires, ainsi que la gestion active de nos investissements. Le rendement de 10,1 % du secteur des investissements pour l'exercice venant de se terminer s'explique principalement par :

- l'amélioration significative des résultats obtenus sur notre portefeuille de titres privés et de fonds spécialisés, laquelle s'est poursuivie au cours du dernier exercice financier alors qu'un rendement de 9,9 % a été généré sur un portefeuille moyen de 1,7 milliard \$, comparativement à un rendement de 2,8 % enregistré lors de l'exercice précédent. Avec un rendement de 14,6 % pour l'exercice, comparativement à un rendement de 5,2 % généré lors de l'exercice précédent, le portefeuille de titres privés a été le principal artisan de la performance du secteur des investissements lors de la dernière année. Les volumes d'investissements annuels étant en progression constante et importante depuis quatre ans, cette performance témoigne de nos efforts et de notre rigueur dans la gestion de notre portefeuille au cours des dernières années;
- la solide performance du marché boursier lors de la dernière année, laquelle a permis à notre portefeuille de titres cotés du secteur des investissements de réaliser un rendement de 10,4 % sur un actif moyen de 736 millions \$. Cette très bonne performance fait suite au rendement exceptionnel de 21,6 % généré par ce portefeuille l'an dernier au sein d'un marché boursier en effervescence.

Les stratégies mises en place combinées à l'évolution des taux d'intérêt et à la performance des marchés boursiers représentent les facteurs déterminants pour analyser la performance du secteur des placements. Ainsi, les résultats obtenus par ce secteur sont influencés par le comportement des marchés financiers et par les conditions affectant l'environnement économique dans lequel évolue le Fonds. Le rendement de 7,9 % du secteur des placements pour l'exercice terminé le 31 mai 2007 s'explique principalement par :

- la performance des marchés boursiers, qui a permis de bonifier les résultats de la stratégie sectorielle mise en place il y a trois ans, laquelle visait la conversion de nos actions grands marchés en titres boursiers de quatre secteurs particuliers<sup>2</sup>, pour ainsi dégager un rendement de 18,3 % sur des actifs se chiffrant en moyenne à 1,0 milliard \$. Cette stratégie, mise en place afin de réduire la volatilité de notre portefeuille global, a donné les résultats escomptés et la solide performance des marchés boursiers a permis de générer un rendement supérieur à nos attentes, alors que cette performance a fait suite à des rendements de 21,0 % et de 20,3 % ayant été enregistrés sur ce portefeuille lors des deux derniers exercices financiers terminés les 31 mai 2006 et 2005, respectivement;
- un rendement de 4,4 % réalisé sur notre portefeuille de titres à revenu fixe au cours de la dernière année sur un encours moyen de 3,2 milliards \$, et ce, dans un marché financier canadien caractérisé par une certaine volatilité des taux d'intérêt avec une baisse de ceux-ci au cours de la première moitié de l'exercice financier, suivie d'une hausse de manière accentuée en deuxième moitié. La stratégie de protection mise en place pour mitiger l'effet éventuel d'une hausse anticipée des taux d'intérêt a été fructueuse, notamment en fin d'année financière, en permettant de réduire l'impact de la perte de valeur alors enregistrée sur le portefeuille obligataire, conséquemment à la hausse des taux d'intérêt. Cette performance de 4,4 % pour l'exercice représente une amélioration par rapport au rendement de 3,0 % généré l'an dernier dans un environnement caractérisé par une hausse des taux d'intérêt.

### Rendement par catégorie d'actifs

Exercices terminés les 31 mai

	2007				2006 RETRAITÉ			
	ACTIF MOYEN SOUS GESTION	PONDÉRATION	RENDEMENT	CONTRIBUTION	ACTIF MOYEN SOUS GESTION	PONDÉRATION	RENDEMENT	CONTRIBUTION
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements								
Titres privés et fonds spécialisés	1 716	25,3	9,9	2,6	1 578	25,4	2,8	0,7
Titres cotés	736	10,9	10,4	1,1	639	10,3	21,6	2,3
Placements								
Titres à revenu fixe	3 186	47,0	4,4	2,1	3 036	49,0	3,0	1,5
Actions sectorielles <sup>2</sup> et autres placements <sup>3</sup>	1 141	16,8	17,8	3,0	950	15,3	20,0	3,1
	<b>6 779</b>	<b>100,0</b>	<b>8,8</b>	<b>8,8</b>	<b>6 203</b>	<b>100,0</b>	<b>7,6</b>	<b>7,6</b>

2. Ces secteurs sont ceux des matériaux, de l'énergie, de la consommation de base et des services aux collectivités.

3. Les autres placements incluent les fonds de fonds de couverture et le portefeuille de titres à revenu élevé (composé d'actions privilégiées, d'actions à dividendes élevés et de parts de fiducies de revenu).

## ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE, DU BILAN ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de financement ont totalisé 355 millions \$ en 2006-2007, en baisse comparativement au total de 433 millions \$ enregistré en 2005-2006. Cette réduction s'explique principalement par l'effet combiné d'une diminution des émissions d'actions à 571 millions \$ au cours de l'exercice, dans le respect de la réduction de la limite de souscription en vigueur à cet égard, et d'une augmentation du montant des actions rachetées, lequel a totalisé 400 millions \$ pour l'exercice sur une base de trésorerie. Les émissions d'actions et les actions rachetées totalisaient 614 millions \$ et 324 millions \$, respectivement, en 2005-2006.

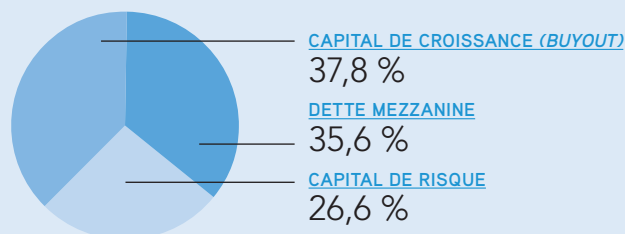
Avec un volume d'investissements directs de 668 millions \$ réalisé par le Fonds dans des entreprises partenaires au cours de l'exercice, en hausse par rapport aux investissements records de 643 millions \$ enregistrés l'an dernier, le secteur des investissements a encore une fois surpassé ses jalons historiques ainsi que les objectifs qu'il s'était établis en début d'exercice. Incluant le réseau des fonds régionaux, des investissements ont été réalisés dans 145 entreprises partenaires, dont 92 nouvelles. Quant aux produits de cessions d'investissements directs (désinvestissements), le montant de 459 millions \$ en 2006-2007 est supérieur au montant de 248 millions \$ enregistré l'an dernier. Cette augmentation s'explique en bonne partie par la vente de nos trois participations détenues conjointement avec Hydro-Québec International, lesquelles ont contribué pour 126 millions \$ aux désinvestissements de l'année.

Le montant des investissements au bilan est passé de 2,7 milliards \$ au 31 mai 2006 à 3,1 milliards \$ au 31 mai 2007. Cette augmentation s'explique par les investissements nets réalisés en cours d'année (investissements réalisés moins cessions) mais de manière tout aussi importante, par la plus-value enregistrée au cours de l'année sur le portefeuille.

L'Association canadienne du capital de risque et d'investissement (ACCR) propose une classification pour les placements privés, lesquels sont répartis en trois catégories, soit les investissements en capital de croissance (*buyout*), en capital de risque ou en dette mezzanine<sup>4</sup>. En appliquant cette définition à notre portefeuille d'investissement<sup>5</sup>, au coût de 2,3 milliards \$, on constate que, au 31 mai 2007, 37,8 % du portefeuille était investi en capital de croissance (*buyout*), alors que 26,6 % était investi en capital de risque. La dette mezzanine représentait alors 35,6 % du portefeuille.

### Répartition du portefeuille d'investissement<sup>5</sup> par catégorie (au coût)

Au 31 mai 2007



Par ailleurs, les placements ont augmenté de quelque 300 millions \$ au cours du dernier exercice pour s'établir à 4,5 milliards \$ au 31 mai 2007. Cette hausse provient principalement des flux de trésorerie liés aux entrées nettes de fonds (émissions d'actions moins rachats) ainsi que des intérêts et dividendes encaissés sur les actifs du Fonds et de la plus-value enregistrée sur les actions grâce à la bonne performance du marché boursier.

Ainsi, l'actif net a augmenté de 632 millions \$ pour atteindre 7,2 milliards \$ au 31 mai 2007. La valeur nette par action de catégorie A en circulation a poursuivi sa progression cette année et augmenté de 1,62 \$, pour se chiffrer maintenant à 25,36 \$.

4. Sur la base de la classification proposée par l'ACCR, un investissement en capital de croissance (*buyout*) est réalisé par l'achat d'actions d'une entreprise établie, privée ou publique, qui cherche à se développer par croissance organique ou par le biais d'une acquisition. Un investissement en capital de risque est réalisé par l'achat d'actions d'une entreprise généralement non cotée en Bourse et qui est en phase de démarrage ou dans les premiers stades de son développement. La dette mezzanine correspond à la dette subordonnée ou aux actions privilégiées, accompagnée ou non d'une portion variable en droits de souscription aux capitaux propres de l'entreprise.

5. Sur la base des fonds déboursés, en excluant les investissements dans les fonds immobiliers et les investissements dans des titres cotés ayant été acquis sur le marché secondaire.

## Variation de la valeur nette par action de catégorie A

Exercices terminés les 31 mai  
(en dollars)

	2007	2006 RETRAITÉ
<b>Valeur nette au début</b>	<b>23,74</b>	22,41
Modification de convention comptable	(0,04)	—
Augmentation attribuable à l'exploitation		
Intérêts et dividendes	0,87	0,85
Gains sur investissements et autres placements	0,61	0,04
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	0,60	0,82
Charges d'exploitation	(0,33)	(0,33)
Impôts et taxe sur le capital	(0,07)	(0,03)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	1,68	1,35
	(0,02)	(0,02)
<b>Valeur nette à la fin</b>	<b>25,36</b>	23,74

### ÉVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

Les investissements et les placements sont présentés au bilan à leur juste valeur. Les placements ont fait l'objet d'une détermination de leur juste valeur au 31 mai 2007 en fonction du cours acheteur des titres à la clôture des marchés boursiers et obligataires ou, dans le cas des instruments financiers non cotés, par des professionnels utilisant des modèles d'évaluation appropriés et reconnus.

Quant aux investissements, les titres cotés font également l'objet d'une évaluation en fonction de leur cours acheteur à la clôture des marchés au 31 mai 2007. En ce qui concerne les titres privés ou les titres cotés dont la cote, exceptionnellement, n'est pas représentative de leur juste valeur, leur évaluation repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation reconnues et est exécutée par des évaluateurs spécialisés en évaluation d'entreprises et possédant l'expérience et la compétence nécessaires. Ces techniques d'évaluation s'appuient sur des lignes directrices internationales qui veillent à ce que la détermination de la juste valeur<sup>6</sup> soit faite de façon fiable. Les évaluateurs spécialisés relèvent hiérarchiquement de la première vice-présidence aux finances, et leurs travaux sont appuyés par un processus structuré comportant plusieurs étapes de vérification et de validation. Ce cadre permet d'attester la qualité, l'uniformité, l'intégrité du travail effectué et ainsi la juste valeur établie.

La juste valeur de nos investissements dans des fonds spécialisés est établie à partir des derniers états financiers vérifiés de ces fonds, laquelle est ajustée par les évaluateurs spécialisés à l'emploi du Fonds, s'il y a lieu, pour tenir compte d'informations financières plus récentes mises à leur disposition.

### CONVENTIONS COMPTABLES

De nouvelles normes comptables émises par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) ont entraîné des modifications aux conventions comptables du Fonds, lesquelles sont décrites à la note 3 de nos états financiers.

Le 1<sup>er</sup> juin 2006, le Fonds a modifié la base d'évaluation des instruments financiers afin d'utiliser le cours acheteur et non plus le cours de clôture. Ceci a eu pour effet de réduire de 11,5 millions \$ le portefeuille d'investissement et de placement ainsi que l'actif net. Cette modification n'affecte pas la comparaison entre les exercices terminés le 31 mai 2006 et le 31 mai 2007, même si l'année comparative n'est pas retraitée, car l'impact n'est pas significatif sur le bénéfice net et le bénéfice par action, ni sur la valeur nette par action au 31 mai 2007.

En mars 2007, l'ICCA a publié de nouvelles normes touchant les sociétés de placement que le Fonds a adoptées par anticipation. Les participations dans des sociétés de placement sont donc présentées à la juste valeur sous la rubrique Investissements et ne sont plus consolidées. Pour fins de comparabilité, l'exercice précédent a été retraité. Cette modification n'a aucun impact sur le bénéfice net, sur le bénéfice par action ni sur la valeur nette par action aux 31 mai 2006 et 2007.

Le Fonds n'entrevoit pas l'adoption de nouvelles conventions comptables qui auraient pour effet d'affecter sensiblement le bénéfice net de son prochain exercice financier ou la valeur de son actif net au 31 mai 2008.

### CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Le contexte économique ne s'est guère amélioré en 2006-2007, notamment pour les entreprises du secteur manufacturier. En effet, avec une demande américaine et un dollar américain s'étant affaiblis, les coûts des matières premières et de l'énergie ayant poursuivi leur remontée ainsi qu'une concurrence étrangère de plus en plus omniprésente, les PME manufacturières du Québec connaissent des bouleversements profonds. Plusieurs entreprises doivent se repositionner et rationaliser leurs opérations afin de demeurer concurrentielles.

6. L'utilisation de la juste valeur correspond aux meilleures pratiques reconnues par les sociétés de capital de risque et les fonds de capitaux privés. En résumé, la juste valeur se définit comme le montant pour lequel un élément d'actif pourrait être échangé entre parties compétentes agissant en toute liberté dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance.

Par ailleurs, une vague de fusions-acquisitions se poursuit également au niveau mondial, alimentée par certains grands fonds spécialisés dans ce type d'opération. Ces fonds sont souvent à l'origine même de ces transactions et prennent une place de plus en plus importante sur les marchés financiers. Certaines de nos meilleures entreprises risquent ainsi d'être acquises à défaut de pouvoir se retrouver elles-mêmes du côté des acquéreurs.

Le Fonds demeure sensible à ces changements structurels de notre économie, lesquels affectent de manière importante les entreprises du secteur manufacturier. Cette préoccupation a contribué significativement à générer un volume d'investissements records de 668 millions \$ en 2006-2007 alors que 47 % de cette somme, soit 314 millions \$, a servi à soutenir le développement de nos PME québécoises du secteur manufacturier.

Toujours soucieux d'encourager les efforts d'entrepreneuriat au Québec, le Fonds continue d'appuyer les entreprises en démarrage avec 119 millions \$ investis en 2006-2007 pour plus de 550 millions \$ investis au cours des quatre dernières années. Le soutien accordé par le Fonds aux fonds spécialisés en démarrage d'entreprises a contribué de manière importante à cet apport en multipliant l'accès à des sources de financement et à de l'expertise pour nos entrepreneurs québécois.

Dans le cadre de son programme relatif aux investissements stratégiques<sup>7</sup>, le Fonds compte donner un nouvel élan à nos PME de plus grande taille en appuyant les entreprises dominantes dans leurs marchés ou œuvrant dans les secteurs stratégiques de notre économie ou alors, celles qui tentent d'accroître leur productivité. Un investissement de 75 millions \$ a été autorisé en avril 2007 afin d'appuyer les dirigeants de Van Houtte inc. dans la transaction visant à privatiser l'entreprise et à lui permettre la mise en œuvre d'une stratégie d'expansion qui favorisera le maintien et la création d'emplois au Québec.

De plus, un nouvel investissement de 20 millions \$ permettant la privatisation de Les Industries Spectra Premium inc., un fabricant de pièces automobiles, et son acquisition par des membres de la direction a permis d'assurer le maintien de ces emplois au Québec et même, d'appuyer la mise en œuvre d'une stratégie afin d'accroître la compétitivité de cette entreprise dans un secteur où la concurrence internationale est vive.

Par ailleurs, les investissements réalisés par le Fonds au fil des années en vertu de la Politique d'investissement hors Québec<sup>8</sup> ont eu d'importantes retombées économiques pour le Québec, en conformité avec les exigences de cette politique. En ce qui concerne les investissements dans des entreprises à impact économique, au cours de l'exercice 2006-2007 le Fonds a investi une somme équivalente à 88 millions \$ CA par le biais de cinq investissements qui ont des retombées économiques importantes et immédiates pour le Québec. Le Fonds a également vendu cette année ses participations dans les trois entreprises qu'il détenait conjointement avec Hydro-Québec International. Ces investissements ont généré des retombées économiques intéressantes pour le Québec, tout en contribuant au rendement du Fonds.

Au cours de l'exercice 2005-2006, la Politique d'investissement hors Québec avait été amendée pour ajouter deux nouvelles catégories d'investissements étrangers admissibles, soit les investissements dans certains fonds privés hors Québec qui investissent au Québec, et les investissements dans des projets importants réalisés au Québec par certaines entreprises hors Québec.

Les investissements effectués par le Fonds dans des fonds privés étrangers sont donc conditionnels à un réinvestissement dans des entreprises québécoises d'un montant au moins équivalent aux sommes reçues. Ils devraient aussi apporter à leurs entreprises partenaires une expertise pointue et un réseau d'affaires international nécessaire à leur développement. Le Fonds a investi, au cours de la dernière année, dans quatre fonds privés hors Québec une somme équivalente à 57 millions \$ CA et prévoit que chacun de ces fonds, en plus de soutenir les efforts du Fonds sur le plan du développement économique du Québec, investira dans des entreprises québécoises un montant au moins équivalent aux sommes reçues du Fonds.

Quant à la deuxième nouvelle catégorie d'investissements admissibles, le Fonds n'a pas encore effectué d'investissement dans des entreprises hors Québec qui réalisent des projets importants au Québec.

## **LE RÉSEAU DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ**

Depuis sa fondation en 1983, le Fonds a bâti un solide réseau d'investissement qui permet aux entrepreneurs à l'écoute de leur ambition d'avoir accès à du capital patient selon leurs besoins. Véritable carrefour d'affaires où regorgent idées, talents et connaissances, ce réseau donne la possibilité aux entreprises partenaires du Fonds de partager avec d'autres PME des préoccupations communes, de tirer profit des expériences passées et d'amorcer de nouvelles relations d'affaires. Le réseau d'investissement du Fonds de solidarité FTQ se déploie essentiellement sur quatre piliers d'investissement :

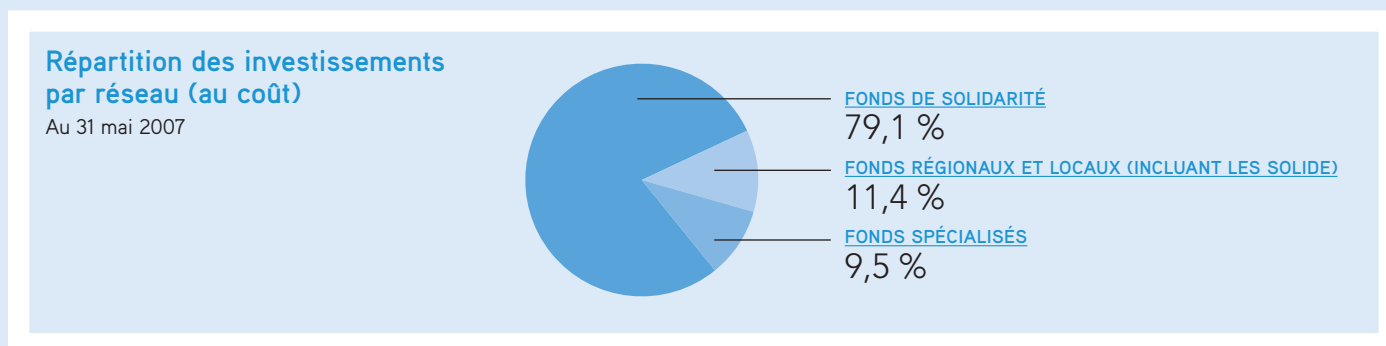
- Le Fonds de solidarité FTQ répond aux besoins des entreprises de taille importante en offrant un niveau d'investissement de 2 millions \$ et plus.

7. Le budget du Québec de 2003-2004 a accordé au Fonds la possibilité de procéder à des investissements stratégiques dans des entreprises importantes au Québec dont l'actif est inférieur à 500 millions \$ ou l'avoir net inférieur à 200 millions \$.

8. Depuis 1998, le Fonds est autorisé par le ministre des Finances du Québec à investir à l'extérieur du Québec dans la mesure où certaines conditions bien définies sont respectées, notamment en ce qui a trait aux retombées économiques. Les principaux groupes d'investissements admissibles sont les entreprises à impact économique, les fonds privés et les projets d'investissements importants (financement d'une expansion, modernisation, accroissement de la productivité).

- Les 16 fonds régionaux de solidarité FTQ offrent du capital allant de 100 000 \$ à 2 millions \$ par entreprise pour répondre à leurs besoins, et ce, dans chacune des régions du Québec. Le Prêt Équité et le Prêt Croissance représentent les deux principaux produits offerts par les fonds régionaux.
- Les 84 SOLIDE créées par le Fonds et par la Fédération québécoise des municipalités répondent aux besoins des petites entreprises qui désirent obtenir du financement variant entre 5 000 \$ et 100 000 \$.
- Les fonds spécialisés forment un réseau d'investissement autant au Québec qu'à l'étranger, et ce, dans plusieurs secteurs d'activité. L'engagement du Fonds envers ce réseau s'est poursuivi en 2006-2007, ce qui lui a permis d'ajouter à la profondeur de ses différents réseaux et de faciliter l'accès aux capitaux des PME québécoises à tous les stades de leur développement. Les investissements du Fonds dans les fonds spécialisés couvrent tous les principaux secteurs de l'économie avec une prépondérance dans les secteurs des technologies de l'information et des télécommunications ainsi que des sciences de la vie.

Le graphique suivant présente la répartition des investissements du Fonds en fonction de ses différents réseaux :



## INDUSTRIE DU CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT, TENDANCES ET CONCURRENCE

La reprise, amorcée en 2005, semble maintenant largement confirmée. En effet, l'année 2006 et le début de l'année 2007 ont été marqués par une nette progression de l'activité de l'industrie québécoise du capital de développement. Les chiffres indiquent une hausse de 9 % des montants investis entre 2005 et 2006. Pour le premier trimestre 2007, la progression est encore plus importante par rapport à la période correspondante en 2006.

Conformément à ce que montrent ces statistiques, l'année 2006 et le début de 2007 ont été marqués par une recrudescence de l'activité de capital de développement sur le marché québécois. Par ailleurs, les principaux acteurs québécois ont maintenant terminé leur réorientation en matière de cibles d'investissement et ils prévoient continuer d'investir significativement.

En matière de levée de fonds, on peut noter que les fonds de capital de développement établis au Québec ont attiré près du deux tiers des fonds levés à l'échelle nationale. Le Fonds, de par ses campagnes de souscriptions, a largement contribué à positionner le Québec en tête des provinces canadiennes dans ce domaine.

La présence accrue des fonds spécialisés et notamment des fonds étrangers — présence soutenue et favorisée par les investissements du Fonds dans plusieurs de ces fonds — est aussi un fait marquant à souligner pour l'année 2006. Ainsi, les investisseurs étrangers ont augmenté leurs investissements au Québec de 63 % entre 2005 et 2006, démontrant ainsi leur intérêt pour les entreprises québécoises. La présence de ces fonds permet notamment aux entreprises québécoises financées par ces derniers d'avoir accès à un réseau et à des expertises pouvant favoriser leur croissance sur l'échiquier international.

À l'échelle nationale, on constate une augmentation importante de l'activité de capital de croissance (*buyout*), en partie au détriment de l'activité de capital de risque. Cette situation s'explique, d'une part, par l'activité de quelques très grands fonds américains ayant réalisé des transactions dans ce domaine dont les valeurs unitaires dépassaient le milliard de dollars. D'autre part, cette augmentation d'activité s'explique par l'augmentation des fonds disponibles pour ce type d'activité. En effet, de nombreuses caisses de retraite ont récemment augmenté de façon significative le pourcentage de leurs actifs dédié à ces activités de placement privé, plus particulièrement vers les activités de capital de croissance qui ont récemment offert des rendements supérieurs à ceux du capital de risque. À moins d'un changement important dans les perspectives de rendement des différentes classes d'actif accessibles aux caisses de retraite, il y a toutes les raisons de penser que la tendance devrait se maintenir. Pour le Fonds, qui investit lui aussi une large part de son actif dans le capital de croissance, soutenant ainsi nos entrepreneurs québécois et contribuant au développement de leurs entreprises, cela signifie une concurrence accrue dans ce segment de marché dans les années à venir.

D'une manière générale, la vigueur de l'activité en matière d'investissement mais aussi l'importance des capitaux disponibles sont autant d'éléments positifs pour nos entrepreneurs québécois à la recherche de capitaux pour couvrir leurs besoins, du démarrage de leur entreprise jusqu'à leurs projets d'expansion ou d'acquisition.

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS FINANCIERS

### REVUE DE L'ANNÉE 2006-2007

La croissance économique pour l'année terminée le 31 mai 2007 était attendue avec une certaine appréhension. Du moins, c'est ce que les autorités monétaires nord-américaines anticipaient après avoir augmenté les taux d'intérêt et instauré des conditions de crédit plus restrictives en 2005. Rétrospectivement, la croissance s'est cependant poursuivie, bien qu'à un rythme moindre. Il y a bien eu un ralentissement, mais il a été moins prononcé que prévu et s'est orchestré plus tard qu'anticipé. La correction du marché immobilier, qui devait miner l'optimisme des ménages et mener à une baisse des dépenses de consommation, a mis un certain temps à se matérialiser à grande échelle. Bien que les entreprises aient vu leurs bénéfices progresser de 12 % en 2006 comparativement à 22 % l'année précédente, ceux-ci ont été suffisamment élevés pour justifier une augmentation des dépenses d'investissement de l'ordre de 4,3 %.

Avec une croissance économique qui ne ralentit pas autant qu'anticipée et l'augmentation du prix de certains biens énergétiques et alimentaires, l'inflation ne pouvait qu'être à la hausse en 2006, notamment dans les derniers mois de l'année. C'est d'ailleurs ce qui a amené les autorités monétaires nord-américaines à envisager des hausses éventuelles de taux d'intérêt, et à se questionner sur le synchronisme et l'amplitude du ralentissement. Mis devant le choix entre stimuler l'économie ou contrôler l'inflation, il n'est pas surprenant de voir que la Réserve fédérale de même que la Banque du Canada aient opté pour la stabilité de leurs politiques monétaires respectives. Ainsi, au cours de la période de 12 mois terminée le 31 mai 2007, les taux directeurs sont passés de 5,0 % à 5,25 % aux États-Unis et sont demeurés inchangés à 4,25 % au Canada. En raison de l'anticipation des hausses de taux de la part des banques centrales, les taux obligataires de courte échéance ont subi une hausse plus marquée que celle des titres de longue échéance. Les taux deux ans canadiens sont ainsi passés de 4,18 % à 4,58 %, tandis que les taux dix ans sont passés de 4,45 % à 4,49 % au 31 mai 2007.

Le Canada a toujours possédé des ressources naturelles en abondance, faisant l'envie de plusieurs pays. Cette situation est d'autant plus enviable que plusieurs pays émergents ont une soif inépuisable de matières premières, ce qui place bon nombre d'entreprises canadiennes dans la ligne de mire d'investisseurs internationaux disposant de capitaux importants. Outre l'escalade effrénée du prix de ces acquisitions et le nombre décroissant d'entreprises canadiennes faisant partie de l'indice S&P/TSX, la conséquence la plus probante de cette chasse aux actifs canadiens est la hausse vertigineuse du dollar canadien. Cependant, l'appréciation de notre devise vient affecter le pouvoir concurrentiel des entreprises canadiennes s'efforçant à demeurer compétitives dans un contexte international. La force du dollar canadien peut ainsi être interprétée comme une mesure restrictive non volontaire de la politique monétaire.

Ajoutons que les marchés boursiers ont généré des rendements exceptionnels au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2007. Plus spécifiquement, le marché boursier canadien a profité de la tendance mondiale favorisant les fusions et acquisitions d'entreprises. Dans ce contexte, le marché boursier canadien (S&P/TSX composé) a enregistré une performance de 22,7 %, les titres technologiques américains (NASDAQ composé) ont généré un rendement de 16,0 % (19,5 % en monnaies locales) et le marché boursier mondial (MSCI World) a augmenté de 20,8 % en dollars canadiens (23,3 % en monnaies locales). Traduisant la hausse des taux d'intérêt de court terme et la stabilité des taux de plus longue échéance, le marché obligataire canadien a fait moins bien que le marché boursier canadien puisqu'il a offert un rendement de 4,6 % au cours de la période de 12 mois terminée le 31 mai 2007.

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Alors que la croissance économique mondiale devrait être à la hausse en 2007, celle des États-Unis pourrait ralentir après une période faste tant pour les consommateurs que pour les entreprises. L'effet de contagion sur les autres économies d'un tel ralentissement n'est plus ce qu'il était. Il ne fait aucun doute que le poids démographique et économique des États-Unis à l'échelle mondiale ne fait que diminuer depuis les 20 dernières années et que cette tendance lourde ne devrait qu'être amplifiée au cours des prochaines décennies. Ainsi, il faudra s'attendre à un ralentissement de l'économie américaine en 2007 puisque les hausses de taux d'intérêt orchestrées par les autorités monétaires durant les dernières années commencent à peine à freiner la croissance. Le consommateur américain devra faire face dans les prochains mois à des conditions de crédit resserrées, des coûts énergétiques et alimentaires en hausse et, dans certains cas, à une valeur immobilière en baisse. Cependant, la situation est différente au Canada puisque les ménages canadiens sont en meilleure santé financière que leurs pairs américains et ne souffrent pas d'une correction du marché immobilier. De plus, bien que les entreprises canadiennes doivent faire face à une concurrence internationale accrue, un dollar qui demeure fort et des coûts de production à la hausse, il ne faut pas sous-estimer leurs capacités à augmenter leur niveau de productivité. En conséquence, il faudrait s'attendre à ce que la croissance économique nord-américaine se poursuive à un rythme moindre en 2007, à environ 2,0 % pour les États-Unis et 2,5 % pour le Canada.

Avec la hausse de certains biens énergétiques et alimentaires jumelée à l'augmentation du prix des loyers (influencé par un marché immobilier vigoureux) et à un taux de chômage historiquement bas (justifiant des salaires horaires plus élevés), l'inflation canadienne est passée de 2,0 % en moyenne pour 2005 à 2,8 % en 2006. La tendance haussière observée au cours du premier trimestre de 2007 a placé les autorités monétaires canadiennes sur le qui-vive et dans une position précaire puisqu'elles veulent éviter une conjoncture économique qui se détériore et, en même temps, s'assurer que l'inflation est bel et bien maîtrisée. Ainsi, la Banque du Canada et la Réserve fédérale pourraient attendre encore quelques mois avant d'entreprendre les actions nécessaires. Cependant, des hausses de taux préventives sont probables à ce moment-ci afin d'éviter une escalade inflationniste. La conjoncture est plus critique aux États-Unis puisque l'économie ralentit. L'inflation, autant américaine que canadienne, devrait osciller autour de 2,5 % pour 2007.

Du côté du marché obligataire canadien, les taux de long terme devraient demeurer relativement stables pour se situer autour de 4,45 % en mai 2008. Les écarts de crédit (provinciaux, de corporation) sont à des niveaux historiquement bas puisque plusieurs investisseurs ont un grand appétit pour ces titres générant un rendement supérieur aux obligations fédérales. Avec un ralentissement aux États-Unis et un nombre grandissant de fusions et acquisitions (notamment celles financées en grande partie par de la dette), on pourrait observer une hausse de la prime de risque liée au crédit.

Propulsé par les fusions et acquisitions ainsi que par les secteurs de l'énergie et des matériaux au cours des deux dernières années, le marché boursier canadien apparaît surévalué en ce moment. Compte tenu des niveaux d'évaluation actuels, d'une croissance prévue des bénéfices oscillant autour de 5 % et des taux d'intérêt de court terme à la hausse, le marché boursier ne devrait qu'offrir un rendement anémique pour l'exercice financier se terminant en mai 2008. Cependant, la vague de fusions et acquisitions pourrait entraîner à la hausse le prix de plusieurs titres visés de près ou de loin par ces transactions. Ce faisant, elle maintiendrait artificiellement le marché boursier canadien à des niveaux élevés pour encore plusieurs mois et augmenterait le risque d'une correction future et d'autant plus sévère du marché boursier.

Deux éléments pourraient venir modifier le scénario principal. Dans un premier temps, la chute du marché immobilier pourrait s'avérer plus drastique et plus douloureuse pour l'ensemble de l'économie américaine, notamment au chapitre de la consommation des ménages et des effets sur les emplois indirects. Dans un deuxième temps, les autorités monétaires pourraient surestimer le ralentissement économique et, du même coup, sous-estimer l'inflation prévue. Dans un tel cas, d'autres hausses des taux d'intérêt pourraient s'avérer nécessaires pour contrôler les pressions inflationnistes.

## PERSPECTIVES 2007-2008<sup>9</sup>

Compte tenu de ces perspectives économiques, le Fonds a mis en place une stratégie utilisant des produits dérivés afin d'amoinrir l'impact des hausses prévues des taux d'intérêt sur son portefeuille obligataire, lequel représente plus de 42 % de l'actif du Fonds. Étant donné la protection que cette stratégie procure, nous devons concéder une partie de la hausse des prix des obligations de notre portefeuille advenant une baisse des taux d'intérêt. Cette stratégie se veut une réponse aux attentes de nos actionnaires afin d'éviter une baisse du prix de l'action. D'autres mesures ayant pour objectif de réduire les probabilités d'une baisse du prix de l'action sont également utilisées. Ce risque ne peut toutefois être éliminé.

Pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008, le Fonds prévoit un rendement inférieur au rendement de 7,1 % réalisé pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mai 2007, de même qu'aux rendements de 6,0 % et 5,0 % respectivement réalisés au cours des deux exercices précédents. Cette baisse sera principalement attribuable à la réduction prévue des rendements sur les marchés boursiers. Le rendement des titres privés pourrait aussi être inférieur au rendement réalisé au cours de la dernière année, notamment en raison des effets d'un environnement de taux d'intérêt plus élevés, d'une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, d'un ralentissement de la croissance économique nord-américaine et des effets de la concurrence étrangère. Par ailleurs, le Fonds vise un ratio des charges d'exploitation (avant impôts et taxe sur le capital) sur l'actif net moyen de 1,4 % pour cet exercice, un niveau correspondant à celui de l'exercice terminé le 31 mai 2007.

En ajoutant aux bénéfices prévus les émissions d'actions projetées de 534 millions \$<sup>10</sup> moins les rachats d'actions d'une valeur estimée à 465 millions \$, l'actif net devrait augmenter au cours de la prochaine année, passant de 7,2 milliards \$ au 31 mai 2007 à environ 7,5 milliards \$ au 31 mai 2008. Par ailleurs, les volumes d'investissements réalisés par le Fonds pourraient être inférieurs à ceux enregistrés au cours des deux derniers exercices financiers, soit de 668 millions \$ en 2006-2007 et de 643 millions \$ en 2005-2006.

À plus long terme, en fonction des perspectives économiques et financières prévisibles et compte tenu de notre mission et de nos stratégies d'investissement, nous pouvons anticiper un rendement annuel moyen aux environs de 4 % au cours des prochaines années. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés à l'actionnaire lors de l'achat d'actions du Fonds.

## NORME DE 60 %

La norme de 60 % est prescrite par la loi constitutive du Fonds et stipule que l'investissement moyen du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter au moins 60 % de son actif net moyen de l'exercice précédent. Le solde peut être placé dans d'autres véhicules financiers afin de diversifier les actifs et d'assurer une saine gestion. La méthode de calcul de cette norme repose sur la valeur des actifs du Fonds qui est tributaire, entre autres, de l'évolution des taux d'intérêt et de la performance des marchés boursiers ainsi que de celle de l'économie en général.

9. Les perspectives mentionnées dans le présent rapport annuel reflètent les attentes du Fonds quant à des événements futurs, se fondent sur l'information dont le Fonds disposait au 21 juin 2007 et supposent certains risques, incertitudes et hypothèses. Bon nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels du Fonds diffèrent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou implicites anticipés.

10. Ce montant est limité en fonction des règles régissant la norme de 60 %.

Au 31 mai 2007, la valeur des investissements moyens admissibles s'élevait à 3 445 millions \$, soit 55,5 % de l'actif net moyen de l'exercice précédent (comparativement à 53,2 % au 31 mai 2006). L'amélioration enregistrée cette année est en bonne partie attribuable au plein effet sur le ratio de l'augmentation des investissements admissibles enregistrée en 2005-2006. Les investissements admissibles ont augmenté de 602 millions \$ en 2006-2007, pour atteindre 3 746 millions \$ au 31 mai 2007.

Comme le pourcentage minimal de la norme n'a pas été atteint, le Fonds devra limiter ses émissions d'actions en 2007-2008 pour les souscriptions par voie forfaitaire ainsi que les nouvelles adhésions par retenue sur le salaire (RSS) à 75 % de la valeur des actions émises en 2006-2007 pour ces souscriptions. Au total, au cours de l'exercice 2007-2008, la valeur des actions émises donnant droit aux crédits d'impôt pour fonds de travailleurs devrait être d'environ 534 millions \$. Le Fonds ne prévoit pas atteindre la norme de 60 % au 31 mai 2008 mais en vise l'atteinte à moyen terme.

## VISION ET PRIORITÉS

Au début de l'exercice 2006-2007, nous avons identifié trois priorités au cœur de nos opérations : maintenir notre rentabilité, relever nos défis de marchés ainsi que mobiliser et communiquer. Voici un résumé des principales actions que nous avons menées à ce chapitre au cours de l'exercice.

### MAINTENIR NOTRE RENTABILITÉ

Avec un bénéfice net record de 475 millions \$, l'année 2006-2007 a permis au Fonds de présenter un rendement de 7,1 %, une performance supérieure à ses attentes exprimées en début d'exercice ainsi qu'au rendement annuel moyen prévu sur une base à long terme. Une conjoncture favorable des marchés boursiers, une très bonne performance du portefeuille de titres privés et un souci constant du contrôle des charges d'exploitation ont contribué de manière importante à ce résultat, témoignant du succès des stratégies déployées au cours des dernières années ainsi que des efforts combinés de tous les secteurs d'activité du Fonds.

Avec pour objectif l'optimisation du rapport risque-rendement des actifs financiers du Fonds, nous avons commencé à constituer, vers la fin du dernier exercice financier, notre portefeuille de titres à revenu élevé, lequel a représenté un poids de 2 % des actifs financiers totaux du Fonds au 31 mai 2007. Ce portefeuille, constitué d'actions privilégiées, d'actions à dividendes élevés et de parts de fiducies de revenu, a été créé dans la foulée d'un exercice de diversification des actifs financiers du Fonds qui devrait se poursuivre également au cours de la prochaine année.

### RELEVER NOS DÉFIS DE MARCHÉS

Les défis de marchés du Fonds s'articulent principalement autour des secteurs Actionnariat et Investissement.

À l'Actionnariat, nous avons poursuivi nos efforts pour favoriser la croissance de l'épargne systématique et nous avons réalisé des activités de recrutement de nouveaux actionnaires en favorisant la retenue sur le salaire (RSS) dans les milieux de travail. Grâce au travail remarquable de notre réseau de RL, nous avons atteint des résultats inégalés en recueillant 427 millions \$ en épargne systématique. De plus, nous avons poursuivi nos activités prévues dans le plan de relance des cessations RSS développé lors de notre exercice précédent, avec notamment un envoi postal personnalisé incitant les actionnaires à reprendre leur épargne systématique. Cette stratégie a porté fruits, car près d'un actionnaire sollicité sur quatre reprend sa RSS à la suite de notre envoi.

Un des grands projets de cette année a été sans contredit la révision complète du carnet de l'actionnaire afin d'en faire un outil d'information et de promotion de l'épargne systématique hautement personnalisé et très axé sur les régions. Il s'agit d'une première technologique de personnalisation en Amérique du Nord. Ce nouveau carnet permet maintenant de regrouper trois envois en un. Par ailleurs, nous offrons, depuis le printemps dernier, un tout nouveau site Internet transactionnel permettant de commencer ou de modifier une retenue sur le salaire ou un prélèvement bancaire pour faire l'acquisition d'actions du Fonds.

Comme par les années passées, nous avons réussi à gérer efficacement la limite que nous devons respecter pour les souscriptions recueillies de façon forfaitaire. Pour ce faire, nous avons continué de parfaire nos outils informatisés de suivi afin de permettre à un comité de pilotage d'obtenir quotidiennement, en temps de campagne, les données voulues pour suivre l'évolution de nos entrées de fonds.

À l'Investissement, l'année 2006-2007 a constitué un nouveau record puisque c'est 668 millions \$ que le Fonds a investis dans l'économie du Québec. Ce résultat remarquable démontre concrètement la position de chef de file qu'occupe le Fonds dans le marché du capital de développement au Québec et le rôle structurant qu'il joue dans l'économie. Les montants investis ont contribué à améliorer notre position par rapport à la norme de 60 % puisque le ratio est passé à 55,5 % au 31 mai 2007, comparativement au ratio de 53,2 % affiché l'an dernier. Cette performance pose également les jalons qui devraient permettre au Fonds d'améliorer ce ratio au cours du prochain exercice.

Plus qu'un simple investisseur, le Fonds s'affirme de plus en plus comme un partenaire à valeur ajoutée qui met son capital humain au service des entreprises. Le développement de ce capital humain a cette année encore été au cœur de nos priorités et nous sommes conscients qu'il s'agit là d'un avantage concurrentiel de plus en plus reconnu dans le marché. À cet égard, toutes les équipes multidisciplinaires ont élaboré chacune un plan d'action visant à accroître encore plus leur efficacité pour bénéficier au maximum de la synergie des compétences de tous les membres de l'équipe. Nous avons également poursuivi la mise en marché de nos produits financiers adaptés et flexibles comme le Prêt Marque de commerce et le Prêt Productivité.

## **MOBILISER ET COMMUNIQUER**

La mobilisation et le développement de notre personnel sont des préoccupations constantes puisqu'il constitue notre plus grand actif à la réalisation de notre mission. Pour renforcer la culture de développement à l'interne, nous avons réalisé différentes activités, dont une formation à l'intention de toutes les équipes multidisciplinaires travaillant dans les dossiers d'investissement et la poursuite de deux groupes de co-développement à l'intention de nos gestionnaires. Nous nous sommes entendus sur la mise en place de plans de développement pour le personnel technique et de bureau axés sur le service à la clientèle.

Nous avons réalisé plusieurs activités de communication interne dont la tenue d'un colloque à l'intention de tous les employés, pour parfaire leurs connaissances de l'organisation et pour qu'ils intègrent bien les enjeux auxquels elle est confrontée. Nous avons lancé un programme de reconnaissance des années de service de nos employés, et de nombreux articles d'information mettant de l'avant des réalisations particulièrement intéressantes de nos employés ont été diffusés à l'interne.

Pour soutenir et maintenir notre réseau de RL, nous avons développé un plan stratégique triennal qui s'articule autour de trois grands objectifs : favoriser la reconnaissance des RL dans leur milieu, former et informer adéquatement les RL, ainsi qu'appuyer, être à l'écoute et donner du *feed-back* aux RL, le tout dans un objectif d'amélioration continue du rôle crucial qu'ils jouent dans leur milieu de travail. Une toute nouvelle approche de formation a également été déployée lors de notre tournée régionale annuelle auprès de notre réseau. Cette dernière a connu un franc succès.

Pour ce qui est de l'externe, nous avons réalisé différentes interventions auprès des autorités gouvernementales fédérale et provinciale, ainsi qu'auprès de différents acteurs de la société civile et économique afin d'affirmer le rôle essentiel joué par le Fonds dans le développement économique du Québec. Nous avons aussi intensifié nos liens avec les autres acteurs en capital de risque à titre de membre de Réseau capital et de l'Association canadienne du capital de risque dans le but de contribuer directement à la bonne santé de cette industrie au Québec.

## **LA VISION**

*Le Fonds est animé par une vision : prioriser la création et le maintien d'emplois de même que le rendement à nos actionnaires en devenant le meilleur partenaire des entreprises à impact économique québécois.*

Pour faire image à l'interne, nous avons résumé le libellé de cette vision en une seule expression, soit la **Vision Partenaires** :

- partenaire avec nos employés en quête d'un objectif commun;
- partenaire avec les PME du Québec à titre d'accompagnateur de croissance;
- partenaire de nos actionnaires pour encourager l'épargne en vue de la retraite et leur donner un rendement raisonnable;
- partenaire des gouvernements et de la société québécoise par la création de richesse pour le Québec;
- partenaire avec les RL et la structure FTQ pour que le Fonds demeure une institution incontournable dans le développement économique du Québec.

Comme prévu, les six comités mis sur pied en mai 2006 pour préciser les différents plans d'action qui concrétisent notre vision ont déposé leurs recommandations en décembre dernier. Voici un aperçu des principales recommandations de ces comités qui ont été entérinées par le comité de direction ainsi que par le conseil d'administration du Fonds et qui se déploieront au cours des prochaines années.

### **Être des partenaires à l'interne et axés sur le client**

Une définition de partenariat inclusive de tout le personnel a été adoptée. Tous les employés recevront une formation sur les comportements privilégiés pour être de meilleurs partenaires à l'interne. Des démarches structurées de qualité de service seront graduellement réalisées dans tous les secteurs du Fonds.

### **Accentuer le développement des employés**

Plusieurs études de balisage ayant pour but d'identifier les meilleures pratiques en matière de reconnaissance, d'évaluation de la performance et de développement des compétences ont été réalisées. Le travail se poursuivra afin d'en arriver à des pistes concrètes visant un meilleur développement.

### **Exploiter nos marchés à l'Investissement**

Le cœur des discussions de ce comité a porté sur le développement des produits et services du Fonds pour les PME, ainsi que sur la valorisation des entreprises en portefeuille. Le comité a retenu un certain nombre de produits et services qui seront revus ou créés de même que des approches visant la valorisation pour nous permettre d'être un partenaire encore plus actif dans le développement des entreprises dans lesquelles nous investissons.

Des actions visant à créer une synergie plus efficace entre les fonds régionaux de solidarité et le Fonds ont été identifiées. Le comité s'est aussi entendu sur des moyens de collaborer plus efficacement avec nos réseaux comme celui des gens d'affaires, de même que sur des approches efficaces pour tirer pleinement profit de nos règles d'investissement ouvrant sur les plus grandes entreprises.

La montée spectaculaire des pays émergents pose des défis importants aux PME québécoises, particulièrement celles du secteur manufacturier. Le Fonds, à l'instar d'autres acteurs économiques et sociaux, poursuit l'accompagnement de celles confrontées à ces défis et poursuivra sa réflexion à cet égard, afin de les aider à relever ces défis et à accroître leur productivité et leur compétitivité.

#### **Simplifier et rendre plus efficaces nos façons de faire**

Des comités d'amélioration des façons de faire seront mis sur pied à tour de rôle dans chacun des secteurs de façon à ce que nos processus demeurent les plus efficaces possibles. Un recueil d'informations communes et centralisées sera élaboré afin que nous disposions en temps opportun et de manière fiable des informations de gestion nécessaires à une prise de décision efficace et optimale.

#### **Communiquer efficacement à l'interne et à l'externe**

Le comité a recommandé de terminer l'exercice de *branding* du Fonds amorcé l'an dernier. Les travaux ont repris récemment avec la ferme intention de doter le Fonds et son réseau d'une image de marque forte et cohérente. Une table de concertation décisionnelle jouera par la suite le rôle de promoteur de cette image de marque à travers toute l'organisation.

#### **Le Fonds accentue et coordonne ses activités de vigie**

Une vigie encore plus structurée sera graduellement mise en place; elle suivra notamment les tendances et nouveautés touchant nos secteurs d'activités et qui identifiera les risques et les opportunités.

En somme, ces six comités sur la vision, composés d'employés du Fonds, ont réalisé au cours du dernier exercice un travail remarquable qui aura des impacts certains sur le développement du Fonds pour les prochaines années. Ils ont en effet identifié clairement ce vers quoi nous devons tendre afin d'affirmer et d'accentuer le rôle clé que nous jouons dans l'économie du Québec.

## **GESTION DES RISQUES**

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite du Fonds. Notre gestion du risque se fait à l'intérieur d'un cadre de gestion qui tient compte de la nature des activités du Fonds ainsi que de la quantité de risques qu'il est raisonnable d'assumer en tenant compte du rapport risque-rendement souhaité et des attentes de nos actionnaires. À cette fin, une démarche structurée de gestion du risque est utilisée afin de déterminer, de mesurer et de contrôler les risques importants avec lesquels le Fonds doit composer.

Nos actifs financiers sont gérés de façon intégrée et globale. Par l'optimisation du rapport risque-rendement, notre but est de permettre à nos actionnaires d'atteindre leurs objectifs en terme de rendement raisonnable escompté tout en respectant la mission du Fonds.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2007, notre approche de gestion du risque n'a pas subi de changements significatifs dans les principes. Dans la poursuite de ses activités, le Fonds s'expose à différents risques, dont les principaux sont présentés ci-après.

### **RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché est inhérent à la participation du Fonds aux marchés financiers et correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des cours des actions entraînent des pertes. De façon plus précise, ce risque varie en fonction de la conjoncture des marchés financiers et est lié à l'incidence négative que peut avoir l'état de ces marchés sur le bilan ou l'état des résultats, ainsi qu'aux variations de certains paramètres des marchés, telle la volatilité, qui peuvent causer des fluctuations à la baisse de la valeur des actifs financiers détenus par le Fonds. Les actifs financiers du Fonds sont surtout sensibles à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire et au cours des actions cotées. Puisque la grande majorité des activités du Fonds est effectuée en devise canadienne, son exposition directe au risque de change est relativement faible. Par ailleurs, des mécanismes de protection sont utilisés pour nos placements réalisés en devises étrangères.

Le Fonds gère le risque de marché en répartissant ses actifs financiers dans plusieurs catégories d'actifs (marché monétaire, obligations, fiducies de revenu, actions privilégiées, participation dans des sociétés privées, actions cotées, fonds de fonds de couverture, etc.) et en diversifiant les secteurs d'activité économique (sciences de la vie, services financiers, produits et services industriels, etc.) et géographique, dans la mesure permise par sa loi constitutive, dans lesquels il s'engage.

La politique de gestion globale des actifs financiers fixe les balises, les procédures et les contrôles qui permettent de s'assurer que le profil risque-rendement visé est respecté sur une base opérationnelle. Des analyses de sensibilité et des simulations sont utilisées et permettent d'informer la haute direction de notre niveau d'exposition au risque de marché.

## Sensibilité du rendement du Fonds au risque de marché

(en fonction de l'actif net aux 31 mai)

(en pourcentage)

	2007	2006
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire*	(1,2)	(0,9)
Diminution de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire*	1,2	0,9
Augmentation de 10 % des marchés boursiers	2,7	2,6
Diminution de 10 % des marchés boursiers	(2,7)	(2,6)

\* Depuis la fin de l'année 2004, le Fonds a implanté une stratégie de couverture à l'aide de produits dérivés visant à diminuer la sensibilité du rendement du Fonds aux mouvements de hausse des taux d'intérêt.

La stratégie de couverture préconisée nous a amenés à protéger en moyenne 1,3 milliard \$ d'obligations contre les conséquences d'une hausse des taux d'intérêt en 2006-2007. Étant donné la hausse des taux d'intérêt au cours de la deuxième moitié de l'exercice financier, la stratégie de protection mise en place a été fructueuse et a permis de réduire l'impact de la perte de valeur enregistrée sur le portefeuille obligataire conséquemment à cette hausse.

### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le Fonds est exposé au risque de crédit en raison, principalement, de ses activités dans le domaine du capital de développement lié à sa mission. En ce qui concerne les activités de placements, ce risque est moindre, les contreparties concernées présentant une solidité financière généralement supérieure (gouvernements, banques, etc.).

Le risque de crédit est lié à l'éventualité de subir une perte de valeur dans le cas où une entreprise partenaire, un émetteur ou une contrepartie à une transaction n'honorerait pas ses engagements contractuels ou verrait sa situation financière se dégrader. Le Fonds gère ce risque et assure une saine diversification de ses actifs grâce à la politique de gestion globale des actifs financiers, laquelle fixe des balises et des limites par catégorie d'actifs. La politique permet ainsi une gestion du risque de concentration lié à notre exposition à un émetteur ou à un groupe d'émetteurs présentant des caractéristiques communes (régions, secteurs d'activité, cotes de crédit).

Des cibles sectorielles sont approuvées sur une base annuelle pour le secteur des investissements. La détermination de ces cibles sectorielles se fait dans le cadre d'une gestion par enveloppe de risque. À partir d'un risque optimal défini pour l'ensemble du portefeuille d'investissement, la gestion par enveloppe de risque permet un suivi et un contrôle plus efficaces du profil et de la répartition sectorielle du portefeuille par niveau de risque. De cette façon, l'adéquation risque-rendement du portefeuille d'investissement se fait en favorisant une répartition sectorielle des enveloppes de risque qui vise à compenser le niveau de risque plus élevé de nos investissements dans certains secteurs.

Au cours des dernières années, le premier vice-président aux investissements a mis sur pied des équipes multidisciplinaires et un comité de vérification diligente qui veillent à ce que le niveau de risque de crédit soit acceptable pour le Fonds. Des outils spécialisés ont été acquis par le Fonds afin de calculer la probabilité de défaut de nos partenaires se finançant par dette, améliorant ainsi notre capacité à mesurer le niveau du risque de crédit pour ces instruments. De plus, dans le but de faire face aux situations plus difficiles, la vice-présidence principale au redressement et aux mandats spéciaux suit très étroitement les dossiers qui présentent des risques de crédit accrus, et ce, en collaboration avec la vice-présidence aux affaires juridiques.

Dans le cas du portefeuille de placement, des critères stricts, qui concernent la cote de crédit des émetteurs et des contreparties ainsi que des limites d'exposition par emprunteur ou contrepartie permettant une diversification prudente de nos actifs, nous prémunissent contre les risques qu'un défaut de paiement affecte de manière significative les résultats du Fonds.

## Exposition au risque de crédit et de contrepartie

(en pourcentage de l'actif net aux 31 mai)

	2007	2006
Poids des cinq plus importantes participations (investissements)	10,8	11,1
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties (placements)	27,4*	26,7*

\* De ce pourcentage, les gouvernements du Québec et du Canada représentaient 20,1 % et 22,6 % aux 31 mai 2007 et 2006, respectivement.

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Fonds doit honorer quotidiennement certaines sorties de fonds. Il y a sortie de fonds principalement au moment du rachat d'actions de catégorie A détenues par des actionnaires et au moment d'effectuer des investissements dans des entreprises. Le Fonds doit être en mesure d'obtenir les espèces et quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses engagements, et le risque de liquidité est donc lié à la possibilité de subir une perte si le Fonds n'est pas en mesure de respecter ceux-ci.

La loi constitutive du Fonds fait en sorte qu'une partie des actifs financiers peut être investie dans des titres négociables selon un marché organisé (offrant la possibilité d'obtenir facilement des liquidités). Par ailleurs, le Fonds dispose de marges de crédit bancaires lui accordant un accès supplémentaire à des sources de liquidités.

Au 31 mai 2007, le ratio d'actifs financiers liquides en pourcentage des actifs financiers était de 62,5 % (64,0 % au 31 mai 2006), démontrant que le Fonds dispose des liquidités nécessaires pour faire face à toutes ses obligations.

## **RISQUE OPÉRATIONNEL**

Le risque opérationnel est inhérent à toutes les activités du Fonds et correspond au risque de subir des pertes en raison de l'inadéquation ou de l'échec de certains processus ou systèmes mis en place, de facteurs humains ou d'événements externes. Ce risque comprend également le risque juridique.

Nous gérons le risque opérationnel en assurant la mise en place et l'efficacité des politiques, normes et procédures nécessaires. Dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, les principes et mécanismes de contrôle sont surveillés et révisés périodiquement. Les principes directeurs suivants appuient la gestion du risque opérationnel et l'efficacité du cadre de gestion dont s'est doté le Fonds :

- du personnel compétent et bien formé;
- une culture d'intégrité;
- la séparation des fonctions incompatibles et la délégation des pouvoirs décisionnels;
- l'encadrement du développement technologique et de la sécurité de l'information;
- un processus de planification de la reprise des activités advenant une interruption des affaires;
- une vigie de l'évolution de la législation, de la réglementation et des normes applicables ainsi que de notre conformité à leur égard;
- la détermination et l'évaluation des risques au moment de l'introduction de nouveaux produits ou de nouvelles activités.

Afin de diversifier sa gestion des actifs financiers, le Fonds fait aussi appel à des gestionnaires externes spécialisés et effectue des prises de participation dans des fonds spécialisés. Quand cela est approprié, le Fonds souscrit une assurance qui permet de transférer certaines composantes du risque opérationnel à des assureurs.

## **AUTRES RISQUES**

Le Fonds est également soumis à d'autres risques, tels le risque de réputation et le risque stratégique, qui peuvent aussi entraîner des incidences financières défavorables.

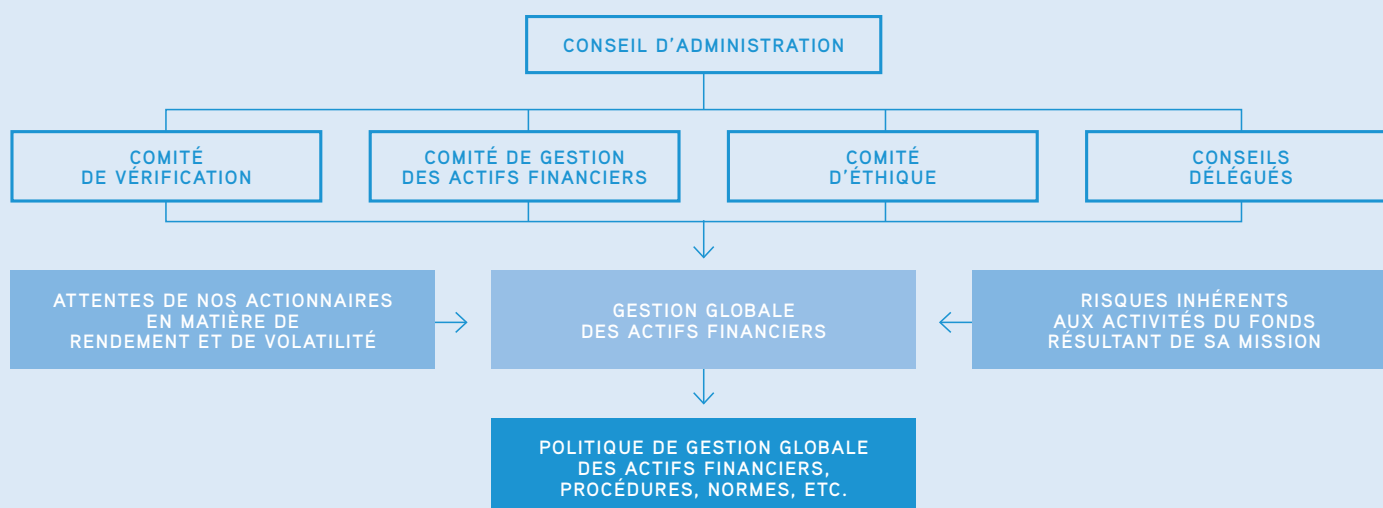
Le risque de réputation correspond à la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, entraîne ou puisse entraîner des pertes, une baisse de la liquidité ou un effritement de la clientèle. Le Fonds gère et contrôle son risque de réputation au moyen de l'appropriation du code d'éthique et de déontologie par l'ensemble des administrateurs, dirigeants et employés, ainsi que par des programmes de formation appropriés, de saines pratiques de gouvernance et l'application d'un ensemble de politiques et procédures. Le Fonds a pour pratique d'être un citoyen corporatif responsable en prenant en compte des considérations d'ordre éthique, social et environnemental dans ses décisions d'investissement. Il a aussi adopté une politique guidant l'exercice du droit de vote dans les entreprises partenaires ainsi qu'un code de conduite à l'international. Le Fonds veille également à ce que toute information financière communiquée à l'externe soit véridique et ait été préalablement validée.

Le risque stratégique, lequel comprend le risque de concurrence et le risque lié à des modifications de la réglementation, correspond à l'éventualité de subir une perte résultant de la mise en application de stratégies inefficaces, de l'absence de stratégies d'affaires intégrées ou de l'incapacité d'adapter les stratégies à l'évolution de la conjoncture des affaires. Ce risque est géré par l'entremise d'un processus de planification stratégique et opérationnelle faisant appel à tous les secteurs de l'organisation, des planifications ensuite approuvées par le conseil d'administration. Le comité de direction assure ensuite un suivi périodique des plans d'affaires de tous les secteurs. Toute décision stratégique ou modification aux orientations prises pouvant avoir un impact significatif pour le Fonds est préalablement autorisée par les instances appropriées, en fonction de leur autorité déléguée.

## **GOVERNANCE**

### **GOVERNANCE DES RISQUES**

La gouvernance des risques étant une composante essentielle de la gestion globale des actifs financiers, le Fonds s'est muni d'un cadre de gestion visant à assurer que l'application des stratégies de gestion et de contrôle des risques ainsi que les décisions opérationnelles qui en découlent tiennent compte du niveau du risque acceptable établi.



Notre structure de gouvernance, sur le plan des risques, comprend un ensemble de politiques approuvées par le conseil d'administration. Les politiques, normes et procédures sont régulièrement réévaluées afin d'y intégrer les meilleures pratiques qui soient. Fait à noter, les fonctions de président du conseil d'administration du Fonds et de président-directeur général sont séparées.

Parmi ces règles, l'une des plus importantes est la politique de gestion globale des actifs financiers. Cette politique définit la répartition cible des actifs financiers qui permet au Fonds de remplir sa mission tout en respectant le rapport risque-rendement souhaité grâce à une saine diversification. La politique fixe également les balises à l'intérieur desquelles les gestionnaires et les professionnels doivent exercer leurs fonctions pour bien remplir leur mandat.

Le conseil d'administration du Fonds est responsable, notamment, des décisions relatives aux investissements ainsi que de l'adoption des politiques qui visent la gouvernance des risques. Dans ce cadre, il délègue une partie de ses responsabilités aux comités suivants :

#### Comité de vérification

Ce comité est composé exclusivement de membres indépendants et recommande pour approbation par le conseil d'administration les états financiers vérifiés, s'enquiert des contrôles internes, du processus de conformité et de gestion des risques et formule des commentaires. Il s'assure de la conformité du Fonds aux lois, règlements et ententes régissant ses opérations qui ont une incidence financière significative.

#### Comité de gestion des actifs financiers

Ce comité est responsable de la mise en œuvre et du respect de la politique de gestion globale des actifs financiers. Son principal mandat est d'assurer la coordination et l'arrimage de la gestion de ces actifs. À ce titre, il recommande au conseil d'administration la vision financière et les orientations en matière de gestion des actifs financiers. Il s'assure également du suivi de la performance ainsi que de l'évolution du rapport risque-rendement.

#### Comité d'éthique

Ce comité veille à l'application du code d'éthique du Fonds. Ce code définit, entre autres, les règles de conduite des employés, des dirigeants et des administrateurs afin d'éviter, par exemple, les situations de conflit d'intérêts. Le code proscrit l'utilisation d'un avantage, d'une information ou d'un intérêt quelconques reliés au Fonds et qui seraient incompatibles avec leurs fonctions et responsabilités.

#### Conseils délégués

En plus du conseil d'administration, des conseils délégués (comme le comité exécutif, le comité d'orientation du portefeuille minier et des conseils sectoriels créés pour les secteurs du Redressement et des Investissements technologiques) assurent les décisions relatives aux investissements.

### GOVERNANCE FINANCIÈRE

Au cours du dernier exercice, le Fonds a poursuivi ses travaux visant l'élaboration d'un programme-cadre de conformité financière. Bien qu'il ne soit pas assujéti à l'application du règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières, le Fonds a choisi de s'inspirer des principes contenus dans ce règlement, exprimant ainsi sa volonté de respecter les meilleures pratiques en matière de gouvernance financière. Ce cadre vise les contrôles fournissant une assurance raisonnable que l'information financière produite et communiquée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au cours de l'exercice, le Fonds a complété la documentation des processus et contrôles liés à l'environnement général de contrôle ainsi qu'à la préparation et la communication de l'information financière, incluant les contrôles relatifs aux technologies de l'information. L'évaluation de la conception de ces contrôles ainsi que les validations afférentes seront complétées au cours du prochain exercice. Par la suite, les travaux se poursuivront en 2008-2009 afin d'évaluer l'efficacité de ces contrôles, visant la conformité du Fonds aux principes énoncés au règlement 52-109.

## ÉTATS FINANCIERS

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité du conseil d'administration, qui délègue à la direction la responsabilité de les préparer.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers surtout par l'entremise du comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs ne faisant pas partie du personnel du Fonds. Les vérificateurs mandatés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le comité de vérification, en présence ou non de la direction.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité concernant l'exactitude et la fiabilité de l'information financière, la direction dispose d'un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les informations financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour l'établissement des états financiers, et que les éléments d'actif du Fonds sont convenablement comptabilisés et préservés.

Ces états financiers, vérifiés par Samson Bélaïr/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L., comptables agréés, présentent l'information financière disponible au 21 juin 2007 et ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers du Fonds qui ont été approuvés par le conseil d'administration.

Le premier vice-président aux finances,



Michel Pontbriand, CA  
Montréal, le 21 juin 2007

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires du  
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.),

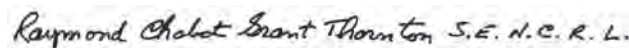
Nous avons vérifié les bilans du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) aux 31 mai 2007 et 2006 et les états des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mai 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Samson Bélaïr/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés



Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés

Montréal, le 21 juin 2007

# BILANS

AUX 31 MAI

(en milliers, sauf la valeur nette par action)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
<b>Actif</b>		
Investissements (note 4)	3 056 834	2 693 705
Autres placements (note 5)	4 476 784	4 175 267
Débiteurs et autres actifs	360 895	160 342
Encaisse	9 408	6 081
Immobilisations (note 7)	65 282	68 798
Impôts futurs (note 12)	720	9 345
	<b>7 969 923</b>	<b>7 113 538</b>
<b>Passif</b>		
Emprunts (note 8)	361 423	325 907
Créditeurs	347 546	158 002
Impôts sur les bénéfices	21 166	22 547
Impôts futurs (note 12)	740	—
	<b>730 875</b>	<b>506 456</b>
<b>Actif net</b>	<b>7 239 048</b>	<b>6 607 082</b>
Nombre d'actions catégorie A en circulation	284 628	277 466
<b>Valeur nette par action catégorie A</b>	<b>25,36</b>	<b>23,74</b>


Éventualités (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



Yvon Bolduc, administrateur



Henri Massé, administrateur

# RÉSULTATS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers, sauf le bénéfice par action)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
<b>Produits</b>		
Produits réalisés		
Intérêts (note 11)	197 800	189 121
Dividendes	49 706	42 190
Gain sur investissements et autres placements	171 922	11 153
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	169 445	220 878
	<b>588 873</b>	463 342
<b>Charges d'exploitation</b> (note 11)		
Frais corporatifs	30 579	26 793
Frais d'investissements et de placements	27 238	26 802
Frais de développement et d'administration de l'actionnariat et formation économique	30 919	29 106
Taxe sur le capital	4 096	4 782
Amortissement du développement informatique et des autres immobilisations	6 046	6 968
	<b>98 878</b>	94 451
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<b>489 995</b>	368 891
Impôts (note 12)	14 950	2 436
<b>Bénéfice net</b>	<b>475 045</b>	366 455
Nombre moyen pondéré d'actions catégorie A	282 335	271 462
<b>Bénéfice par action catégorie A</b>	<b>1,68</b>	1,35

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

## ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers)	Capital- actions (note 9)	Surplus d'apport (note 9)	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net
	\$	\$	Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	\$
<b>2007</b>						
<b>Solde au début déjà établi</b>	<b>6 065 763</b>	<b>368 883</b>	<b>104 091</b>	<b>68 345</b>	<b>172 436</b>	<b>6 607 082</b>
Modification de convention comptable (note 3a)				(11 483)	(11 483)	(11 483)
Modification de convention comptable (note 3b)			12 093	(12 093)	—	—
<b>Solde au début retraité</b>	<b>6 065 763</b>	<b>368 883</b>	<b>116 184</b>	<b>44 769</b>	<b>160 953</b>	<b>6 595 599</b>
Émissions d'actions	570 695					570 695
Variation nette des souscriptions d'actions	43					43
Bénéfice net réalisé			305 600		305 600	305 600
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée				169 445	169 445	169 445
Rachats d'actions	(366 360)		(35 974)		(35 974)	(402 334)
Virements (note 9)	100 000		(100 000)		(100 000)	—
<b>Solde à la fin</b>	<b>6 370 141</b>	<b>368 883</b>	<b>285 810</b>	<b>214 214</b>	<b>500 024</b>	<b>7 239 048</b>
<b>2006</b>						
Solde au début déjà établi	5 681 841	368 883	60 475	(155 996)	(95 521)	5 955 203
Modification de convention comptable (note 3b)			8 630	(8 630)	—	—
Solde au début retraité	5 681 841	368 883	69 105	(164 626)	(95 521)	5 955 203
Émissions d'actions	613 805					613 805
Souscriptions d'actions	346					346
Bénéfice net réalisé			145 577		145 577	145 577
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée				220 878	220 878	220 878
Rachats d'actions	(310 229)		(18 498)		(18 498)	(328 727)
Virements (note 9)	80 000		(80 000)		(80 000)	—
Solde à la fin	6 065 763	368 883	116 184	56 252	172 436	6 607 082

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Rentrées de fonds – produits de placements et autres	260 330	219 457
Sorties de fonds – fournisseurs et rémunération	(83 668)	(87 246)
Impôts encaissés (versés)	(12 768)	20 057
	<u>163 894</u>	<u>152 268</u>
<b>Activités de financement</b>		
Emprunts	119 083	111 363
Remboursement d'emprunts	(99 174)	(120 362)
Émissions et souscriptions d'actions	570 738	614 151
Actions rachetées	(400 033)	(324 437)
	<u>190 614</u>	<u>280 715</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de financement</b>	<u>354 508</u>	<u>432 983</u>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'investissements	(976 317)	(908 077)
Produits de cessions d'investissements	790 218	623 258
Acquisitions d'autres placements	(8 752 352)	(7 816 027)
Produits de cessions d'autres placements	8 589 800	7 668 033
Développement informatique	(1 126)	(2 218)
Autres immobilisations	(1 404)	(2 000)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<u>(351 181)</u>	<u>(437 031)</u>
<b>Augmentation (diminution) de l'encaisse</b>	<u>3 327</u>	<u>(4 048)</u>
<b>Encaisse au début</b>	<u>6 081</u>	<u>10 129</u>
<b>Encaisse à la fin</b>	<u>9 408</u>	<u>6 081</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

## 1. LOI CONSTITUTIVE

### Statuts et objectifs du Fonds

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le « Fonds »), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois ;
- b) de faire des investissements dans des entreprises dont l'activité, à l'extérieur du Québec, a un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec ;
- c) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique au Québec ;
- d) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises ;
- e) de favoriser le développement des entreprises québécoises en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements dans des placements non garantis, principalement dans des petites et moyennes entreprises (PME), en répondant prioritairement aux demandes provenant des entreprises dont les employés sont syndiqués affiliés à la FTQ et en élaborant des stratégies d'interventions sectorielles. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

### Norme de 60 %

Le Fonds peut faire des investissements dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds de l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent s'élève à 55,5 % (2006, 53,2 %).

Aux 31 mai 2007 et 2006, le Fonds ne respectait pas la norme de 60 %. Cette situation oblige le Fonds à limiter ses émissions d'actions pour l'exercice financier suivant à 75 % de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux conventions conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent. Pour l'exercice qui se terminera le 31 mai 2008, la norme de 60 % limite les émissions d'actions du Fonds à une valeur d'environ 534 millions \$.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds est une société de placement en vertu de la note d'orientation en comptabilité sur les *Sociétés de placement* (NOC-18) et applique, à cet égard, les principes comptables y afférents.

Le chapitre 1530 requiert la présentation du résultat étendu. Cet état n'est pas présenté, car il n'y a pas de différence entre le bénéfice net et le résultat étendu.

### Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'établissement de provisions et l'évaluation à la juste valeur des investissements et autres placements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

### Comptabilisation des instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à la date de transaction, et le coût représente le coût historique.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Évaluation des instruments financiers (voir note 3a)

Tous les investissements et autres placements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

#### a) Instruments financiers non cotés

Les instruments financiers non cotés sont constitués d'actions, de parts de sociétés, de prêts et avances, de garanties et cautionnements, d'obligations et de titres du marché monétaire. Ces instruments sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie. Les parts de fonds de fonds de couverture sont évaluées à la valeur établie par leurs administrateurs respectifs à la date la plus rapprochée de celle du bilan du Fonds.

#### b) Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont constitués d'actions, de parts de sociétés et d'obligations. Ces instruments sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés. Lorsque, exceptionnellement, ce cours ne reflète pas adéquatement la juste valeur d'un instrument, celui-ci est alors évalué selon des techniques d'évaluation appropriées dont les méthodes établies pour les instruments financiers non cotés.

#### c) Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités d'investissement et de placement, le Fonds utilise certains instruments financiers dérivés afin principalement de se protéger contre les risques liés aux variations des taux d'intérêt, des devises et des fluctuations boursières. Les instruments financiers dérivés autorisés en vertu de la politique de gestion globale des actifs financiers sont :

- options d'achat ou de vente ;
- contrats de swaps ;
- contrats à terme.

Ces instruments sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, des modèles d'évaluation d'options utilisant notamment le cours acheteur pour les actifs et le cours vendeur pour les passifs à la clôture des marchés.

Tous les autres actifs et passifs financiers sont aussi évalués à la juste valeur.

### Prêts de titres

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds effectue des opérations de prêts de titres sur son portefeuille de valeurs à court terme, d'actions et d'obligations. Ces produits sont présentés sous Produits d'honoraires et autres produits à la note 11.

### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable de vie utile selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux %
Bâtisses	linéaire	2,5
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0
Équipement informatique	linéaire	25,0
Développement informatique	linéaire	33,3

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

### Constatation des produits

#### Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration, et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### Constatation des produits (suite)

##### Gains et pertes sur investissements et autres placements

Les gains et les pertes résultant de cessions d'investissements et d'autres placements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous Gain sur investissements et autres placements et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen sans égard à la plus-value ou moins-value non réalisée comptabilisée au cours des exercices antérieurs, laquelle est renversée et prise en compte dans Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée.

##### Impôts sur les bénéfices

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont.

##### Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires et ceux comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

##### Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 10 et 14,5 années pour 2007 et 2006.

Le coût à l'instauration du régime d'assurance individuel est amorti, selon la méthode linéaire, sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

### 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Instruments financiers

Le 1<sup>er</sup> juin 2006, le Fonds a appliqué de façon anticipée et rétroactivement, sans retraitement des états financiers antérieurs, les exigences du chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation* du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. Le Fonds étant une société de placement, les modifications de conventions comptables découlant de l'application de ce chapitre sont alors restreintes à certains éléments.

Les instruments financiers cotés sont évalués à la juste valeur définie par le cours acheteur à la clôture des marchés. L'utilisation du cours acheteur pour les actifs et du cours vendeur pour les passifs à la clôture des marchés doit également servir dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers dérivés, s'il y a lieu. Auparavant, ces instruments étaient évalués en fonction des cotes de clôture. Au 1<sup>er</sup> juin 2006, l'impact de cette modification correspond à une réduction des Investissements de 5,8 millions \$ et des Autres placements de 5,7 millions \$.

Ces ajustements d'un montant total de 11,5 millions \$ sont comptabilisés comme redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis non réalisés.

Cette modification n'a pas d'impact significatif sur le bénéfice net et le bénéfice par action de l'exercice, ainsi que sur la valeur nette par action au 31 mai 2007.

#### b) Sociétés de placement

Le Fonds a appliqué de façon anticipée la Modification de la NOC-18, *Sociétés de placement* publiée en mars 2007. Celle-ci modifie les critères permettant d'identifier les participations dans des sociétés de placement qui doivent être consolidées. Ainsi, selon ces critères, les participations du Fonds dans des sociétés de placement sont évaluées et présentées à la juste valeur et non plus consolidées.

### 3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### b) Sociétés de placement (suite)

Les chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mai 2006 ont été retraités afin d'être sur la même base. Le retraitement a eu pour effet d'augmenter les investissements de 263 millions \$, les emprunts de 255 millions \$ et d'annuler les participations sans contrôle de 11 millions \$. Les autres postes d'actif et de passif sont diminués d'un montant net de 19 millions \$. Les produits et les charges, incluant les participations sans contrôle, sont diminués respectivement de 14,5 millions \$.

Aux 1<sup>er</sup> juin 2005 et 2006, le retraitement a eu pour effet de reclasser respectivement 8,6 millions \$ et 12,1 millions \$ des bénéfices non répartis non réalisés aux bénéfices non répartis réalisés.

Cette modification n'a aucun impact sur le bénéfice net et le bénéfice par action des exercices terminés les 31 mai 2007 et 2006, ainsi que sur la valeur nette par action aux 31 mai 2007 et 2006.

### 4. INVESTISSEMENTS

(en milliers)	2007		2006 retraité (note 3b)	
	Coût \$	Juste valeur \$	Coût \$	Juste valeur \$
Non garantis				
Actions et parts cotées	614 715	847 426	589 076	806 965
Actions et parts non cotées	1 457 019	1 413 497	1 497 330	1 262 492
Prêts et avances	826 251	776 137	647 889	601 314
Garantis				
Prêts et avances	26 641	13 624	33 027	13 551
	<b>2 924 626</b>	<b>3 050 684</b>	2 767 322	2 684 322
Instruments financiers dérivés	—	6 150	—	9 383
	<b>2 924 626</b>	<b>3 056 834</b>	2 767 322	2 693 705

La rubrique Investissements inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 209,8 millions \$ (2006, 160,2 millions \$).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

#### Risque de taux d'intérêt

Échéances (en milliers)	Prêts et avances à la juste valeur				Total \$
	Taux variables	Taux fixes		5 ans et plus \$	
	\$	Moins d'un an \$	De 1 à 5 ans \$		
<b>2007</b>					
Non garantis	1 281	260 003	132 073	382 780	776 137
Taux moyen effectif	6,3 %	1,8 %	9,5 %	9,0 %	
Garantis	2 252	5 850	4 827	695	13 624
Taux moyen effectif	7,9 %	10,9 %	11,2 %	8,0 %	
2006 retraité (note 3b)					
Non garantis	1 479	226 388	169 708	203 739	601 314
Taux moyen effectif	4,0 %	1,8 %	8,6 %	8,1 %	
Garantis	2 245	4 760	4 547	1 999	13 551
Taux moyen effectif	7,7 %	14,0 %	10,6 %	10,1 %	

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 4. INVESTISSEMENTS (suite)

#### Instruments financiers dérivés

Échéances (en milliers)	Moins de 6 mois \$	6 mois et plus \$	Total \$
<b>2007</b>			
Juste valeur <sup>1</sup>			
Contrats d'options sur actions			
Ventes d'options d'achat	(8 084)	(10 160)	(18 244)
Achats d'options de vente	36	1 344	1 380
Ventes d'options de vente	(6)	(347)	(353)
Contrats à terme sur obligations	4 770		4 770
	<b>(3 284)</b>	<b>(9 163)</b>	<b>(12 447)</b>
Valeur notionnelle			
Contrats d'options sur actions			
Ventes d'options d'achat	33 939	58 633	92 572
Achats d'options de vente	30 733	53 080	83 813
Ventes d'options de vente	25 575	43 260	68 835
Contrats à terme sur obligations	100 000		100 000
<b>2006 retraité (note 3b)</b>			
Juste valeur <sup>1</sup>			
Contrats d'options sur actions			
Ventes d'options d'achat	(472)	(2 020)	(2 492)
Achats d'options de vente	462	3 497	3 959
Ventes d'options de vente	1 068	(1 305)	(237)
Contrats d'options sur obligations			
Ventes d'options d'achat	(894)		(894)
Achats d'options de vente	3 815		3 815
Ventes d'options de vente	(381)		(381)
	3 598	172	3 770
Valeur notionnelle			
Contrats d'options sur actions			
Ventes d'options d'achat	23 953	21 131	45 084
Achats d'options de vente	19 911	17 912	37 823
Ventes d'options de vente	20 646	13 750	34 396
Contrats d'options sur obligations			
Ventes d'options d'achat	100 000		100 000
Achats d'options de vente	100 000		100 000
Ventes d'options de vente	100 000		100 000

1. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés est de -12,4 millions \$ (2006, 3,8 millions \$). La juste valeur de ces instruments pour lesquels la valeur est positive est de 6,2 millions \$ (2006, 9,4 millions \$) et est présentée aux Investissements. Ceux dont la valeur est négative est de 18,6 millions \$ (2006, 5,6 millions \$) et est présentée aux Crédeurs.

#### 4. INVESTISSEMENTS (suite)

##### Répartition des investissements par secteur d'activité et risque maximal

(en milliers)	Secteurs d'activité				Total \$
	Investissements technologiques \$	Manufacturier et primaire \$	Services et tourisme \$	Fonds régional ou local et immobilier \$	
<b>2007</b>					
Investissements au coût	803 456	576 375	925 301	619 494	2 924 626
Plus-value (moins-value) non réalisée	(208 623)	(49 230)	310 350	79 711	132 208
Juste valeur	594 833	527 145	1 235 651	699 205	3 056 834
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	8 062	56 728	36 667	(101 457)	—
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	257 440	144 819	197 743	56 427	656 429
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>		5 673	1 500	21 500	28 673
Risque maximal	860 335	734 365	1 471 561	675 675	3 741 936
2006 retraité (note 3b)					
Investissements au coût	736 903	535 494	904 251	590 674	2 767 322
Plus-value (moins-value) non réalisée	(110 727)	(190 496)	162 949	64 657	(73 617)
Juste valeur	626 176	344 998	1 067 200	655 331	2 693 705
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	9 576	58 413	32 707	(100 696)	—
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	280 164	103 071	178 635	50 692	612 562
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>		8 678	300	27 271	36 249
Risque maximal	915 916	515 160	1 278 842	632 598	3 342 516

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, lorsque le Fonds fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres placements.

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements qui ne comportent généralement pas d'échéances spécifiques et qui sont des engagements irrévocables du Fonds à effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé et aux fins suivantes :

(en milliers)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
Pour des emprunts sur des projets immobiliers	21 500	27 271
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – sans recours	7 173	8 978
Montant maximal	28 673	36 249

Au 31 mai 2007, il n'y a aucune moins-value non réalisée relativement aux garanties et cautionnements (2006, 3,6 millions \$ présenté aux Crédeurs).

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités sont habituellement en rapport avec les cessions d'investissements pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires. Cette dernière responsabilité est couverte par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations, en tenant compte des provisions constituées, occasionnent des charges importantes supplémentaires.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 5. AUTRES PLACEMENTS

(en milliers)	2007		2006 retraité (note 3b)	
	Coût \$	Juste valeur \$	Coût \$	Juste valeur \$
Actions et parts	1 048 467	1 219 156	841 786	992 843
Parts de fonds de fonds de couverture	93 917	102 411	98 117	98 861
Obligations	3 114 550	3 100 648	2 695 239	2 691 967
Titres du marché monétaire	7 810	7 829	359 720	359 760
	4 264 744	4 430 044	3 994 862	4 143 431
Instruments financiers dérivés	(984)	46 740	(3 174)	31 836
	4 263 760	4 476 784	3 991 688	4 175 267

La rubrique Autres placements inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 636,3 millions \$ (2006, 211,3 millions \$).

#### Répartition par échéance

##### Obligations

Échéances (en milliers)	Moins d'un an \$	De 1 à 5 ans \$	De 5 à 10 ans \$	De 10 à 20 ans \$	De 20 à 30 ans \$	30 ans et plus \$	Total \$
<b>2007</b>							
Juste valeur	560 520	1 124 392	764 701	206 795	384 842	59 398	3 100 648
Coût	567 155	1 139 283	776 162	204 421	369 011	58 518	3 114 550
Valeur nominale	558 245	1 113 804	754 042	190 256	338 558	54 118	3 009 023
Taux moyen effectif	4,3 %	4,5 %	4,8 %	5,3 %	5,6 %	5,1 %	4,8 %
Taux moyen nominal	5,7 %	5,1 %	5,1 %	6,0 %	6,2 %	5,6 %	5,4 %
<b>2006</b>							
Juste valeur	248 749	1 135 932	686 513	260 022	327 693	33 058	2 691 967
Coût	249 612	1 149 552	698 512	256 343	308 358	32 862	2 695 239
Valeur nominale	248 264	1 115 216	646 249	202 727	287 225	29 768	2 529 449
Taux moyen effectif	2,8 %	4,2 %	4,9 %	5,4 %	5,9 %	5,3 %	4,6 %
Taux moyen nominal	3,5 %	5,0 %	5,9 %	8,0 %	6,4 %	6,0 %	5,5 %

##### Titres du marché monétaire

Échéances (en milliers)	Moins d'un mois \$	De 1 à 6 mois \$	6 mois et plus \$	Total \$
<b>2007</b>				
Juste valeur	3 437	3 474	918	7 829
Taux moyen effectif	4,2 %	3,9 %	4,2 %	4,1 %
<b>2006 retraité (note 3b)</b>				
Juste valeur	334 993	23 799	968	359 760
Taux moyen effectif	4,1 %	4,3 %	4,1 %	4,1 %

## 5. AUTRES PLACEMENTS (suite)

### Répartition par échéance (suite)

#### Instruments financiers dérivés

Échéances (en milliers)	Moins d'un mois \$	De 1 à 6 mois \$	6 mois et plus \$	Total \$
<b>2007</b>				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats d'options sur obligations				
Ventes d'options d'achat		—	(13)	(13)
Contrats à terme sur obligations		1 321	35 498	36 819
Contrats d'options sur indices boursiers				
Ventes d'options d'achat		(6 017)	(2 544)	(8 561)
Achats d'options de vente		815	443	1 258
Ventes d'options de vente		(359)	(149)	(508)
Contrats à terme sur indices boursiers	—	(377)		(377)
Contrats de change sur devises	2 899	101		3 000
	<b>2 899</b>	<b>(4 516)</b>	<b>33 235</b>	<b>31 618</b>
Valeur notionnelle				
Contrats d'options sur obligations				
Ventes d'options d'achat		15 000	150 000	165 000
Contrats à terme sur obligations		485 735	945 000	1 430 735
Contrats d'options sur indices boursiers				
Ventes d'options d'achat		55 500	27 750	83 250
Achats d'options de vente		48 125	24 375	72 500
Ventes d'options de vente		42 500	21 250	63 750
Contrats à terme sur indices boursiers	40 627	25 000		65 627
Contrats de change sur devises	79 601	563 010		642 611
<b>2006</b>				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats d'options sur obligations				
Ventes d'options d'achat		(413)	(1 751)	(2 164)
Achats d'options de vente		2 708	6 347	9 055
Ventes d'options de vente		(935)	(2 139)	(3 074)
Contrats à terme sur obligations	(94)	1 063	9 325	10 294
Contrats à terme sur indices boursiers		1 409		1 409
Contrats d'options sur indices boursiers				
Ventes d'options d'achat	2 351			2 351
Achats d'options de vente	(3 085)			(3 085)
Ventes d'options de vente	1 417			1 417
Contrats de change sur devises	2 662	(18)		2 644
	<b>3 251</b>	<b>3 814</b>	<b>11 782</b>	<b>18 847</b>
Valeur notionnelle				
Contrats d'options sur obligations				
Ventes d'options d'achat		100 000	1 030 000	1 130 000
Achats d'options de vente		100 000	200 000	300 000
Ventes d'options de vente		200 000	600 000	800 000
Contrats à terme sur obligations	503 041	100 000	1 150 000	1 753 041
Contrats à terme sur indices boursiers		25 000		25 000
Contrats d'options sur indices boursiers				
Ventes d'options d'achat	75 000			75 000
Achats d'options de vente	75 000			75 000
Ventes d'options de vente	75 000			75 000
Contrats de change sur devises	426 806	149 204		576 010

1. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés est de 31,6 millions \$ (2006, 18,8 millions \$). La juste valeur de ces instruments pour lesquels la valeur est positive est de 46,7 millions \$ (2006, 31,8 millions \$) et est présentée aux Autres placements. Ceux dont la valeur est négative est de 15,1 millions \$ (2006, 13 millions \$) et est présentée aux Crédeurs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 5. AUTRES PLACEMENTS (suite)

#### Instruments financiers dérivés (suite)

La valeur notionnelle représente la valeur théorique déterminée d'un capital sous-jacent à un produit dérivé établie uniquement pour servir de référence à l'application d'un cours du change, d'un taux d'intérêt, d'un cours boursier ou de la valeur de l'indice. La valeur notionnelle ne reflète ni le risque de crédit ni le risque de marché inhérents aux contrats. Le risque de perte lié au crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements. Le Fonds réduit ce risque en traitant uniquement avec les institutions dont la cote de crédit est très bonne, et ce, tel que défini à la politique de gestion globale des actifs financiers approuvée par le conseil d'administration du Fonds. Le risque de marché est le risque de perte qui résulte des variations de taux d'intérêt, de taux de change et de fluctuations boursières. Afin de limiter ce risque, l'utilisation des instruments financiers dérivés est limitée à préserver la valeur des actifs, à faciliter les changements de répartition d'actifs, à gérer une partie du portefeuille de façon indiciaire, à faciliter la gestion des portefeuilles et à bonifier le rendement à l'intérieur des limites des risques allouées.

#### Répartition de la juste valeur par secteur d'activité<sup>1</sup>

(en milliers)	Actions et parts \$	Obligations \$	Titres du marché monétaire \$	Total \$
<b>2007</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 550 226	2 807	1 553 033
Institutions financières	38 640	1 031 616	4 913	1 075 169
Investissements technologiques	110 773	52 246		163 019
Manufacturier et primaire	781 286	201 523		982 809
Services et tourisme	390 868	265 037	109	656 014
	<b>1 321 567</b>	<b>3 100 648</b>	<b>7 829</b>	<b>4 430 044</b>
<b>2006 retraité (note 3b)</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 621 553	3 909	1 625 462
Institutions financières		539 611	355 751	895 362
Investissements technologiques	216	68 566		68 782
Manufacturier et primaire	776 967	192 948		969 915
Services et tourisme	314 521	269 289	100	583 910
	<b>1 091 704</b>	<b>2 691 967</b>	<b>359 760</b>	<b>4 143 431</b>

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés.

### 6. PRÊTS DE TITRES

Dans le cours normal des affaires, le Fonds effectue des opérations de prêts de titres afin de dégager des produits supplémentaires et obtient en échange des garanties ou des éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102 % et 115 % (2006, entre 102 % et 105 %), et la juste valeur de l'ensemble des titres prêtés s'établit à 379 millions \$ au 31 mai 2007 (2006, 536 millions \$).

## 7. IMMOBILISATIONS

(en milliers)	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
<b>2007</b>			
Bâtisses	66 767	8 416	58 351
Mobilier et équipement de bureau	16 213	12 918	3 295
Équipement informatique	7 361	4 832	2 529
Développement informatique	17 307	16 200	1 107
	<b>107 648</b>	<b>42 366</b>	<b>65 282</b>
2006 retraité (note 3b)			
Bâtisses	66 767	6 609	60 158
Mobilier et équipement de bureau	15 844	11 462	4 382
Équipement informatique	7 178	4 623	2 555
Développement informatique	16 181	14 478	1 703
	105 970	37 172	68 798

Le coût non amorti de la partie de la bâtisse destinée à la location est de 26,4 millions \$ (2006, 27,1 millions \$).

## 8. EMPRUNTS

Les intérêts sur les emprunts sont établis en fonction du taux de rendement des Autres placements et sont renouvelables mensuellement et remboursables sur demande. Ainsi la juste valeur de ces emprunts, effectués auprès de fonds régionaux et spécialisés, correspond à sa valeur comptable. Le taux d'intérêt au 31 mai 2007 est de 4,75 % (2006, 4,5 %).

De plus, le Fonds dispose de marges de crédit d'un montant de 40,0 millions \$ (2006 (note 3b), 40,0 millions \$). Tout emprunt bancaire relatif à ces marges de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Ces marges de crédit sont renouvelables annuellement. Aux 31 mai 2007 et 2006, ces marges ne sont pas utilisées.

## 9. ACTIF NET

### Capital-actions

#### Autorisé

##### Actions catégorie A

Nombre illimité d'actions catégorie A à être émises en séries 1 et 2, sans valeur nominale, avec droit de vote, rachetables et non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration.

Les actions catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

##### Actions catégorie G

Nombre illimité d'actions catégorie G, sans valeur nominale, sans droit de vote, sans droit au dividende, non transférables et non rachetables. En cas de déficit, les détenteurs d'actions de cette catégorie assument en priorité ce déficit jusqu'à concurrence de la contrepartie qu'ils ont versée sur ces actions et, advenant la dissolution, la liquidation ou toute autre disposition totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions de catégorie A ont été remboursés.

##### Actions catégorie B

Nombre illimité d'actions catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, non participantes, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions catégories A et G.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 9. ACTIF NET (suite)

#### Capital-actions (suite)

##### Souscrit

Le capital souscrit représente les sommes d'argent encaissées et pour lesquelles aucune action de catégorie A ne peut être émise en contrepartie en vertu de la politique d'achat de gré à gré. Ces sommes d'argent feront l'objet d'une émission d'actions de catégorie A au moment prévu dans la politique, au prix de l'action en vigueur à cette date.

##### Modalités de rachat

L'action catégorie A n'est généralement rachetable que si la personne qui l'a acquise du Fonds a atteint l'âge de 55 ans et s'est prévalué d'un droit à la préretraite ou à la retraite ou si elle a atteint l'âge de 65 ans. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

Les actionnaires peuvent également retirer leur mise de fonds dans un délai de 60 jours de la date de souscription ou de la date de la première retenue sur le salaire, au prix payé, mais ce rachat entraîne la perte du crédit d'impôt.

Le Fonds ne peut acheter de gré à gré une action catégorie A que dans la mesure et les cas prévus par la politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

##### Virements

Lors de l'assemblée annuelle des actionnaires tenue le 8 novembre 2003, les actionnaires ont ratifié le règlement n° 68, qui permet aux administrateurs, par simple résolution, d'augmenter ou de réduire le montant du capital-actions émis et payé afférent aux actions catégorie A, série 1, en circulation, et d'imputer tout surplus d'apport à la réduction ou à l'élimination du déficit.

Au cours de l'exercice, les administrateurs du Fonds ont approuvé des résolutions visant à augmenter le capital émis et payé des actions catégorie A, série 1, d'un montant de 100 millions \$ (2006, 80 millions \$) par virements des bénéfices non répartis.

Au 31 mai 2007, le Fonds avait procédé à des virements des bénéfices non répartis au capital-actions pour un montant cumulatif de 1 124 millions \$.

#### Capital émis et payé et souscrit

	Capital-actions							
	Émis				Souscrit		Total	
	Catégorie A		Catégorie G		Catégorie A			
	Série 1		Série 2					
(en milliers)	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre et \$	\$	\$	
<b>2007</b>								
<b>Solde au début</b>	<b>273 754</b>	<b>5 968 803</b>	<b>3 712</b>	<b>76 489</b>	<b>20 125</b>	<b>346</b>	<b>6 065 763</b>	
Émissions d'actions <sup>1</sup>	23 471	561 092	405	9 603			570 695	
Variation nette des souscriptions d'actions						43	43	
Rachats d'actions	(16 293)	(357 594)	(421)	(8 766)			(366 360)	
Virements		100 000					100 000	
<b>Solde à la fin</b>	<b>280 932</b>	<b>6 272 301</b>	<b>3 696</b>	<b>77 326</b>	<b>20 125</b>	<b>389</b>	<b>6 370 141</b>	
<b>2006</b>								
Solde au début	261 271	5 589 051	3 574	72 665	20 125		5 681 841	
Émissions d'actions <sup>1</sup>	26 559	602 744	491	11 061			613 805	
Souscriptions d'actions						346	346	
Rachats d'actions	(14 076)	(302 992)	(353)	(7 237)			(310 229)	
Virements		80 000					80 000	
<b>Solde à la fin</b>	<b>273 754</b>	<b>5 968 803</b>	<b>3 712</b>	<b>76 489</b>	<b>20 125</b>	<b>346</b>	<b>6 065 763</b>	

1. Les émissions comprennent 561 012 000 \$ (2006, 605 974 000 \$) d'actions donnant droit aux crédits d'impôt, respectant ainsi la limite imposée en vertu de la norme de 60% et 9 683 000 \$ (2006, 7 831 000 \$) d'actions émises principalement en remplacement des actions rachetées dans le cadre du Régime d'accession à la propriété.

## 9. ACTIF NET (suite)

### Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions.

## 10. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges. Le Fonds constitue des provisions lorsqu'il le juge nécessaire. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel, net des provisions comptabilisées, n'aurait pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

## 11. CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
Traitements et charges sociales	58 784	57 041
Frais d'occupation et loyers	11 027	8 608
Frais de publicité et d'information	9 278	8 558
Honoraires professionnels	8 906	6 468
Honoraires de gestion	5 427	5 219
Déplacements, voyages et représentation	2 805	2 393
Fournitures et matériel de bureau	2 425	2 262
Produits d'honoraires et autres produits	(6 588)	(4 484)
Produits de location	(3 328)	(3 364)
Taxe sur le capital	4 096	4 782
Amortissement du développement informatique	1 722	2 584
Amortissement des autres immobilisations	4 324	4 384
	<b>98 878</b>	94 451

Les intérêts sur les emprunts d'un montant de 15,6 millions \$ (2006 (note 3b), 15,0 millions \$) sont présentés en diminution des produits d'intérêts et sont capitalisés aux emprunts.

## 12. IMPÔTS

Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit:

(en milliers)	2007 \$	2006 \$
Exigibles	5 585	9 373
Futurs	9 365	(6 937)
	<b>14 950</b>	2 436

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 12. IMPÔTS (suite)

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si on appliquait le taux d'imposition de base combiné (provincial et fédéral) au bénéfice avant impôts. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers)	2007 \$	2006 retraité (note 3b) \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 45,7 % (2006, 45,1 %)	223 928	166 370
Dividendes non imposables	(11 949)	(13 315)
Gain ou perte en capital et variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		
Impôt provincial supplémentaire	18 394	16 991
Écart de taux et partie non déductible (non imposable)	(95 531)	(89 623)
Impôt fédéral remboursable	(44 512)	(43 795)
Déduction d'impôt provincial	(26 220)	(21 427)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(48 715)	(17 177)
Impôt des grandes sociétés	(1 519)	3 000
Autres éléments	1 074	1 412
	<b>14 950</b>	<b>2 436</b>

Les éléments donnant lieu aux actifs d'impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers)	2007 \$	2006 \$
Immobilisations	557	180
Investissements et autres	163	9 165
	<b>720</b>	<b>9 345</b>

Les éléments donnant lieu aux passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers)	2007 \$	2006 \$
Immobilisations	397	—
Investissements et autres	343	—
	<b>740</b>	<b>—</b>

Au fédéral, le Fonds est imposé selon les règles relatives aux sociétés de placement à capital variable. L'impôt payé sur les gains en capital est recouvrable à la suite de rachats d'actions ou par l'augmentation du capital versé lors des virements d'une partie des bénéfices non répartis au capital-actions émis et payé. Le solde de cet impôt d'un montant de 16,9 millions \$ (2006, 7,4 millions \$) est inclus dans Débiteurs et autres actifs.

Le Fonds, ayant un statut de société privée, a accès à l'impôt en main remboursable au titre de dividendes (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable par l'augmentation du capital versé lors de virements d'une partie des bénéfices non répartis au capital-actions émis et payé. De cet impôt de 33,6 millions \$ (2006, 30,3 millions \$), un montant de 33,3 millions \$ (2006, 26,7 millions \$) a été appliqué en réduction des impôts sur les bénéfices suite aux virements approuvés par les administrateurs au cours de l'exercice visant à récupérer cet impôt. Le solde est inclus dans Débiteurs et autres actifs.

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Les prestations déterminées de ces régimes de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 31 mars 2007. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit:

(en milliers)	2007		2006	
	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>				
Solde au début	46 176	1 741	34 049	1 361
Coût des services rendus	8 441	135	10 513	119
Intérêts débiteurs	2 769	98	2 190	85
Prestations versées	(1 233)	(6)	(1 407)	(4)
Coût (gain) des services passés		(1 049)	23	
Perte actuarielle	4 527	362	808	180
Solde à la fin	60 680	1 281	46 176	1 741
<b>Actifs des régimes</b>				
Solde au début	37 920		26 522	
Cotisations du Fonds	3 788	6	3 097	4
Cotisations des employés	3 221		5 855	
Prestations versées	(1 233)	(6)	(1 407)	(4)
Rendement réel des actifs des régimes	3 978		3 853	
Solde à la fin	47 674	—	37 920	—
<b>Rapprochement des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes</b>				
Situation de capitalisation – déficit	(13 006)	(1 281)	(8 256)	(1 741)
Obligation initiale non amortie				784
Perte actuarielle nette non amortie	6 637	572	3 485	213
Coût (gain) non amorti des services passés	61	(336)	67	
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>(6 308)</b>	<b>(1 045)</b>	<b>(4 704)</b>	<b>(744)</b>

Ce passif au titre des prestations constituées est présenté aux Crédoiteurs.

#### Informations complémentaires sur les actifs des régimes

Les actifs des régimes capitalisés sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante:

	2007 %	2006 %
Fonds commun d'actions	59,6	59,5
Fonds commun d'obligations	39,8	39,9
Encaisse et autres	0,6	0,6
	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES (SUITE)

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 13. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

#### Informations complémentaires sur les actifs des régimes (suite)

Les coûts constatés au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

(en milliers)	2007		2006	
	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$	Régimes de retraite \$	Régime d'assurance \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	5 220	135	4 658	119
Intérêts débiteurs	2 769	98	2 190	85
Rendement réel des actifs des régimes	(3 978)		(3 853)	
Coût (gain) des services passés		(1 049)	23	
Perte actuarielle	4 527	362	808	180
Coût avant ajustements pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	8 538	(454)	3 826	384
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes	1 360		1 867	
Écart entre le montant de la perte actuarielle constatée et le montant réel de la perte actuarielle sur l'obligation au titre des prestations constituées	(4 512)	(359)	(759)	(180)
Écart entre l'amortissement du coût ou du gain des services passés et les modifications effectives des régimes	6	1 049	(17)	
Amortissement de l'obligation initiale		71		71
<b>Coûts constatés de l'exercice</b>	<b>5 392</b>	<b>307</b>	4 917	275

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés se chiffre à 3,8 millions \$ (2006, 3,1 millions \$).

#### Principales hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer les obligations du Fonds au titre des prestations constituées et les coûts constatés des régimes sont les suivantes :

	2007		2006	
	Régimes de retraite %	Régime d'assurance %	Régimes de retraite %	Régime d'assurance %
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>				
<i>Taux à la fin de l'exercice</i>				
Taux d'actualisation	5,0	5,0	5,2	5,2
Taux de croissance des salaires	3,5		3,5	
<b>Coûts constatés au titre des prestations constituées</b>				
<i>Taux à la fin de l'exercice précédent</i>				
Taux d'actualisation	5,2	5,2	5,7 et 5,2	5,7
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,5		6,5	
Taux de croissance des salaires	3,5		3,5	

Au 31 mai 2007, le Fonds a déterminé le montant maximal annuel qu'il allait assumer par retraité en vertu du régime d'assurance. Cet engagement ne prévoit aucune augmentation dans le futur.

#### 14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des sociétés apparentées qui sont des entreprises contrôlées ou soumises à une influence notable. Plusieurs investissements du Fonds dans des entreprises sont considérés comme des sociétés apparentées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes sur les investissements et certaines charges d'exploitation, notamment de primes payées en vertu de régimes d'assurance.

Le Fonds, dont la majorité des administrateurs sont nommés par la FTQ, a versé annuellement 1,3 millions \$ à cette dernière pour les exercices terminés les 31 mai 2007 et 2006 en vertu d'un protocole et d'ententes pour rémunérer les services rendus principalement dans le cadre d'activités de formation économique, de bilans sociaux, de développement de l'actionnariat, de soutien et d'encadrement de certaines entités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec et il en nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds lui a consenti un prêt de 5 millions \$, taux d'intérêt variable et conditionnel, d'une juste valeur de 3,5 millions \$ (2006, 3,4 millions \$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts de 20 millions \$ d'une juste valeur de 17,9 millions \$ (2006, 17 millions \$) aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), entités apparentées car le Fonds nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Ces prêts sont présentés au bilan sous Débiteurs et autres actifs.

#### 15. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le relevé des investissements au coût ainsi que le répertoire des investissements au coût effectués par les fonds spécialisés sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site Internet à l'adresse [fondsftq.com](http://fondsftq.com) et sur SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com).

## RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs du  
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons vérifié le relevé des investissements au coût du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2007. La responsabilité de ces informations financières incombe à la direction du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces informations financières en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations financières sont exemptes d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les informations financières. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des informations financières.

À notre avis, ce relevé donne, à tous les égards importants, une image fidèle des investissements au coût du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2007 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Samson Bélaire/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés

Le 21 juin 2007

## RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT

AU 31 MAI 2007  
(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances	
1988	Fonds de développement emploi-Montréal inc.	F		1 338		1 338
	Fonds de revenu TransForce	S	18 839			18 839
	Les Nordiques de Québec 1988, société en commandite	S		1		1
1989	Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation	IT/M/P/S	286 493			286 493
	Investissements Mauricie – Bois-Francs – Drummond, société en commandite	F		1		1
1990	Bestar inc.	M	1 499		725	2 224
	Hyprescon inc.	M		3 002		3 002
	Transat A.T. inc.	S	6 020			6 020
1991	B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	S		750	215	965
	Société en commandite Baseball Montréal	S		7 000		7 000
	• Société en commandite immobilière Solim	I		28 975		28 975
	• SOLIDEQ, société en commandite	F		30 000		30 000
1992	Polycor inc.	P			13 071	13 071
1993	European Medical Ventures Fund S.C.A.	IT		68		68
	Groupe Datamark Systems inc.	M	7 470			7 470
	Groupe Robert inc.	S		10 975	8 500	19 475
	Le Devoir inc.	S		1 315		1 315
	Société d'investissements Capimont enr., société en commandite	F		1		1
	• Société en commandite immobilière Solim II	I		25 000		25 000
1994	SSQ, Société d'assurance-vie inc.	S		29 413	16 100	45 513
	Corporation Financière Brome inc.	S		1 591	3 000	4 591
	Groupe Pierre Belvédère inc.	S		313	1 400	1 713
	Labopharm inc.	IT	16 166			16 166
	Château M.T. inc.	S		3 000		3 000
1995	CryoCath Technologies inc.	IT	4 638			4 638
	• Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite	F		13 105		13 105
	• Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite	F		12 985		12 985
	• Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite	F		20 114		20 114
	• Fonds régional de solidarité Île-de-Montréal, société en commandite	F		25 090		25 090
	• Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite	F		12 587		12 587
	• Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite	F		21 532		21 532
	• Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite	F		18 524		18 524
	• Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite	F		12 708		12 708
	Jonview Canada inc.	S			3 156	3 156
	MethylGene inc.	IT	16 651			16 651
	Mines Virginia inc.	P	186			186
	RESO Investissements inc.	F		1 251		1 251
	Société en commandite de placements en logiciel Télésystème	IT		4 279		4 279
	1996	3552853 Canada inc. (Les Enductions Répulpables Rétec)	M		823	
• Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite		S		20 000		20 000
• Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite		F		13 160		13 160

## RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances	
1996	Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite	F	12 574			12 574
	Fonds régional de solidarité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite	F	12 573			12 573
	Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite	F	18 478			18 478
	Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite	F	30 478			30 478
	Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite	F	18 976			18 976
	Fonds régional de solidarité Saguenay-Lac-Saint-Jean, société en commandite	F	24 971			24 971
	Gestion Renaud-Bray inc.	S	1	2 923		2 924
	Groupe Bocenor inc.	M	24 337			24 337
	Groupe Solmax inc.	M		3 800		3 800
	Mines Richmond inc.	P	2 558			2 558
	Roctest ltée	M	4 124			4 124
	Stageline Scène Mobile inc.	M			1 033	1 033
	Systèmes médicaux LMS (Canada) ltée	IT	2 367			2 367
1997	Biorthex inc.	IT	12 392			12 392
	Corporation GMAT Capital	S		500		500
	ESI Ecosystem International ltée	S		200	200	400
	Fonds de capital de risque GeneChem Technologies, s.e.c.	IT		6 771		6 771
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.), société en commandite	I		2 170	52	2 222
	Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite	F		12 000		12 000
	Gespro Technologies inc.	IT		1 676		1 676
	Glendyne inc.	P		57	4 000	4 057
	GSM Capital Limited Partnership	IT		1 285		1 285
	Infosoft société en commandite d'investissement	IT		6 812		6 812
	Les Mines McWatters inc.	P	3 444		1 343	4 787
	Mines Aurizon ltée	P	305			305
	Oxford Bioscience Partners II L.P.	IT		1 416		1 416
Polyvalor, société en commandite	IT		5 082		5 082	
1998	3539491 Canada inc. (ADF industries lourdes)	M			1 788	1 788
	Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.	S		3 249		3 249
	Biotechnologies ConjuChem inc.	IT	2 579			2 579
	Corporation d'exploitation minière Globestar	P	309			309
	Corporation Eatsleepmusic.com	IT		3 000		3 000
	Exploration Azimut inc.	P	371			371
	Fonds régional de solidarité Centre-du-Québec, société en commandite	F		6 616		6 616
	Le Groupe Tecnum inc.	IT		1 750		2 003
	Madelimer inc.	M		522	1 177	2 163
	Mines Dynacor inc.	P	52			52
	Multi-Ind. Capital inc.	S		2		2
	Niocan inc.	P	339			339
	Société en commandite Manoir Richelieu	S		40 339		40 339
Tranzyme Pharma inc.	IT		6 585		6 585	
TSO3 inc.	IT	6 321			6 321	

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances		
1999	A. & R. Belley inc.	S		392	1 078	1 470	
	Advitech inc.	IT	1 904		375	2 279	
	Æterna Zentaris inc.	IT	30 488			30 488	
	• Capimex, société en commandite et autre	S		12 671	296	12 967	
	ForAction Chili inc.	M		1 304		1 304	
	Harmonium International inc.	IT		390	330	720	
	La Financière des entreprises culturelles (FIDEC), société en commandite	S		4 000		4 000	
	Le Groupe Cambium inc.	M			929	929	
	Les Systèmes de gestion Raymark Xpert inc.	IT		9 525	500	10 025	
	Manitoba Science & Technology Fund Limited Partnership	IT		900		900	
	Minéraux Maudore ltée	P	241			241	
	Osisko Exploration ltée	P	84			84	
	Réseaux Simpler inc.	IT		32 369		32 369	
	S N F inc.	S		20 950	9 000	29 950	
	Société en commandite ForAction Chili	M		8 357		8 357	
Targanta Thérapeutiques inc.	IT		6 083		6 083		
2000	Alliances ArtQuest International inc.	IT	3 100		1 010	1 517	
	• ARGO II : The Wireless-Internet Fund – Limited Partnership	IT		13 272		13 272	
	BioArtificiel Gel technologies (Bagtech) inc.	IT		1 678		1 678	
	Bioxel Pharma inc.	IT	4 918			4 918	
	Cronus BioPharma inc.	IT		250		250	
	De Marque inc.	S		768		768	
	FDJ Monde inc.	M		2 125	475	2 600	
	• Fonds de développement des exportations FODEX, société en commandite	S		41 950		41 950	
	Fonds de revenu Hélicoptères Canadiens	S	26 423			26 423	
	GeminX Biotechnologies inc.	IT		3 413		3 413	
	Genopole 1 <sup>er</sup> Jour S.A.	IT		136		136	
	Groupe Riotel Hospitalité inc.	S		405	316	721	
	GTV, société en commandite	IT		6 482		6 482	
	Les Biotechnologies Atrium inc.	IT	31 513		13 407	44 920	
	Les Entreprises Maska-Laforo inc.	M		5 000	3 000	8 000	
	Marketing Léger inc.	S		1 000		1 000	
	MSDS Solutions inc.	IT		2 060		2 060	
	Placements Accu-Sol inc.	S		1	11 705	11 706	
	Planchers des Appalaches ltée	M		751	210	961	
	ProVance Technologies inc.	IT		6 075	4 594	1 045	
	Réseau Gomedica inc.	IT		1	1 169	1 170	
	Ressources Majescor inc.	P	368			368	
	Ressources Strateco inc.	P	15			15	
	Simard-Beaudry Construction inc.	S		2 501	23 950	26 451	
	• Société en commandite GeneChem Thérapeutique	IT		9 866		9 866	
	Theratechnologies inc.	IT	1 390			1 390	
	Yamana Gold inc.	P	351			351	
	2001	Aégera Thérapeutique inc.	IT		5 120		5 120
		Capimont Technologies, société en commandite	IT		7 918		7 918
Cardianove inc.		IT		1 434	900	2 334	
Cleyn & Tinker inc.		M		6 678		6 678	
Corporation DataCom Wireless		IT		5 150	500	5 650	
• Fonds Bio-Innovation, société en commandite		IT		10 900		10 900	

## RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances	
2001	GSM Capital Annex Fund, L.P.		948			948
	Investissement Premières Nations du Québec, société en commandite	F		1 660		1 660
	Kruger Wayagamack inc.	M			11 500	11 500
	Les Ressources Campbell inc.	P	1 421			1 421
	Nanox inc.	IT		2 100		2 100
	• Novacap II, société en commandite	S		14 701		14 701
	Partenaires MidCap	S		1 106		1 106
	SBV Venture Partners L.P.	IT		6 805		6 805
	• SIDEX, société en commandite	P		15 000		15 000
	Sofame Technologies inc.	M	275			275
	SolaCom Technologies inc.	IT		750	2 500	3 250
	T <sup>2</sup> C <sup>2</sup> /Bio2000, société en commandite	IT		8 159		8 159
	Venture Coaches Fund LP	IT		3 870		3 870
2002	Axcan Pharma inc.	IT	9 742		22 110	31 852
	BioAxone Thérapeutique inc.	IT		3 000	3 750	6 750
	Enerkem Technologies inc.	S		4 252		4 252
	FinTaxi, s.e.c.	S		6 800	27 200	34 000
	• Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ inc.	I		1	227 364	227 365
	Hydro Mobile inc.	M		2 500		2 500
	Investissements BioCapital, société en commandite	IT		2 004		2 004
	Junex inc.	P	636			636
	Le Holding Angelcare inc.	S			167	167
	LxSix Photoniques inc.	IT		4 877		4 877
	MC2 Entertainment	IT		6 005		6 005
	• MDS Fonds de technologies des sciences de la vie II Québec société en commandite	IT		20 849		20 849
	nStein Technologies inc.	IT	13 000			13 000
	Produits Intégrés Avior inc.	M		1 250	938	2 188
	Réseaux Versatel inc.	IT		6 000		6 000
	S.G.D.L. Systèmes inc.	IT		1 500		1 500
	Technologies LTRIM inc.	IT		3 302	1 667	1 000
	Thermetco inc.	M		1 800	1 500	3 300
	Topigen Pharmaceutiques inc.	IT		7 400		7 400
	TORR Canada inc.	IT				500
Tricot Richelieu inc.	M		2 000	1 133	3 133	
• Vimac Early Stage Fund L.P.	IT		10 331		10 331	
2003	9096-2952 Québec inc. (Magnov)	M		1	27	28
	Enobia Pharma inc.	IT		5 600		500
	Hexago inc.	IT		4 100		4 100
	IatroQuest Corporation	IT		3 786		3 786
	Joseph Ribkoff inc.	M		15 627		15 627
	• Le Fonds Entrepia Nord, s.e.c.	IT		9 624		9 624
	Mines de la Vallée de l'or ltée	P	246			246
	Planchers Ancestral inc.	M		400	536	936
	Ressources Plexmar inc.	P	135			135
	Solutions originales inc.	IT		2 325		2 325
	Sonaca Amérique du Nord inc.	M		1		1
	Stella-Jones inc.	M	5 347		14 667	20 014
	Technologies Harfan inc.	IT		2 000	1 000	3 000
	Technologies Microbridge Canada inc.	IT		4 309		4 309

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances		
2003	TelcoBridges inc.		1 125	2 550		3 675	
	Tranzyme, inc.		1			1	
	Vimac Milestone Medica Fund North L.P.		1 992			1 992	
2004	3091779 Compagnie Nouvelle-Écosse (Laura Secord)	S		2 000	5 000	7 000	
	4262280 Canada inc. (Jonview Canada)	S		4 647		4 647	
	4268822 Canada inc. (Astroflex)	M		1		1	
	9143-4423 Québec inc. (Gestion MSBI)	IT		154		154	
	Advantech technique de pointe pour faisceaux hertziens inc.	IT			12 844	4 000	16 844
	Alexis Minerals Corporation	P	115		300		415
	Bois B.S.L. Matane inc.	M			1 610		1 610
	Constructions C.D.P. inc.	S			219		219
	Création VISU inc.	M		600	690		1 290
	De Ball inc.	M			3 848		3 848
	DK-SPEC inc.	M		3 150	3 156		6 306
	Fonds Brightspark II, s.e.c.	IT		3 951			3 951
	• Fonds d'investissement en développement durable (FIDD), s.e.c.	S		1 718			1 718
	• Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	IT		4 914			4 914
	FRV Média inc.	S	2 000		552		2 552
	Genizon Biosciences inc.	IT		4 750			4 750
	Groupe de scieries G.D.S. inc.	M		10 001		6 827	16 828
	Groupe LAR inc.	M			4 000		4 000
	Groupe Plafolift inc.	M		169	500		669
	GrowthWorks Atlantic Ltd	S			76		76
	ISACSOFT inc.	IT	2 775				2 775
	Le Groupe Blue Mountain Wallcoverings inc.	M		11 000	13 149		24 149
	Le Groupe Cegerco inc.	S			2 325		2 325
	Les Gestions Gastier inc.	S			1 750		1 750
	Manac inc.	M		6 250	20 998		27 248
	Matamec Explorations inc.	P	158				158
	Octasic inc.	IT		1 242	5 567		6 809
	Omni-Med.com inc.	IT		2 647	986		3 633
	ORTHOsoft inc.	IT	2 000				2 000
	Ressources Metco inc.	P	194				194
	Sciences de la vie Bioniche inc.	IT		12 000			12 000
	Sécurité Above inc.	IT		2 250			2 250
	Simpler Networks Corp.	IT		1			1
Trencap s.e.c.	S		132 250			132 250	
Vimac ESF Annex Fund L.P.	IT		1 194			1 194	
ViroChem Pharma inc.	IT		6 949			6 949	
Wavesat inc.	IT		3 144			3 144	
2005	3149773 Canada inc. (Les Cafés Vittoria)	M		1 517		1 517	
	• A.M. Pappas Life Science Ventures III, LP	IT		2 322		2 322	
	Accovia inc.	IT		1 487	1 386	2 873	
	Addenda Capital inc.	S	14 655			14 655	
	Air Data inc.	IT		3 500	1 500	5 000	
	Allianz Madvac inc.	M		1 200	7 800	9 000	
	Bluestreak Network, inc.	IT		1		1	
	Camoplast inc.	M		32 950		32 950	
	Canadian Royalties inc.	P	472			472	

## RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS AU COÛT (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances		
2005	Château Bonne Entente inc.	S	3 200		331	3 531	
	• FIER Partenaires, société en commandite	F		2 990		2 990	
	• Fonds d'opportunités canadiennes HRS, s.e.c.	S	28 000			28 000	
	Groupe C.N.P. inc.	M			1 500	1 500	
	Groupe Canatal inc.	M		1 501	1 625	3 126	
	IRphotonique inc.	IT		2 500		2 500	
	Les Biotechnologies Océanova inc.	IT		111	888	999	
	Les Réseaux Accedian inc.	IT		2 347		2 347	
	Mecachrome international inc.	M		50 001		50 001	
	Média Groupe inc.	S		1 000	1 000	2 000	
	Metro inc.	S			99 930	99 930	
	• ProQuest Investments III, L.P.	IT		5 633		5 633	
	• Rho Fund Investors 2005, L.P.	IT		1 337		1 337	
	Ski-Mode Bernard Trottier inc.	S		1 000	3 750	4 750	
	Targanta Therapeutics Corporation	IT		1		1	
	Technologie Bluestreak (Canada) inc.	IT		8 562		8 562	
	Technologies Microbridge Canada inc.	IT		2		2	
	Technologies Positron inc.	M		8 001		8 001	
2006	2023671 Ontario inc. (Acier Pointe-Claire)	M			4 500	4 500	
	6513557 Canada inc. (Fournitures d'hôtellerie Pascal)	S			1 675	1 675	
	6550568 Canada inc. (ConjuchemBio)	IT		1		1	
	6569293 Canada inc. (Maison des Futailles)	M		6 598	15 000	21 598	
	9166-1165 Québec inc. (Maison des Futailles)	M		1		1	
	9178-6590 Québec inc. (Excavation René-St-Pierre)	S		25		25	
	BioSyntech, inc.	IT	4 000			4 000	
	Bois B.S.L. Énergie inc.	M			650	650	
	Boullart inc.	M		371	1 667	2 038	
	Boutique Linen Chest (Phase II) inc.	S			3 000	3 000	
	Capital Financière Agricole inc.	S		2 366		2 366	
	Corporation développement Knowlton inc.	M		9 249	13 873	23 122	
	Corporation Financière L'Excellence ltée	S		6 500	12 000	1 500	20 000
	Coveo Solutions inc.	IT		2 000		2 000	
	Dismed inc.	S		3 352		3 352	
	Emerald Technology Ventures II	IT		1 251		1 251	
	Entreprises SMD ltée	S		3 500		3 500	
	Équipements Comact inc.	M		500	3 000	3 500	
	Éthanol Greenfield inc.	M			50 000	50 000	
	Excavation René St-Pierre inc.	S			4 000	4 000	
	Exploration Dios inc.	P			200	200	
	• FCPR Aerofund	S		4 533		4 533	
	• Fiducie du chantier de l'économie sociale	S		1		1	
	• Fonds CTI Sciences de la vie, s.e.c.	IT		477		477	
	Fonds ID s.e.c.	IT		1 700		1 700	
	Fonds Propulsion III s.e.c.	IT		2 150		2 150	
	• Garage Technologie Capital-Risque Canada, s.e.c.	IT		2 188		2 188	
	Gestion Rivière du Diable inc.	S		1 995	900	2 895	
	Groupe CVTech inc.	S			9 000	9 000	
	Groupe environnemental Labrie inc.	M		10 000	5 000	15 000	
	Innodia inc.	IT			1 500	1 500	
	J.L. Albright IV Venture Fund L.P.	IT		1 018		1 018	

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	
		Actions et parts cotées	Actions et parts non cotées	Prêts et avances	Prêts et avances		
2006	Lab Recherche inc.	IT	9 543			9 543	
	Les Aciers Blais Québec inc.	M		3 000	3 000	6 000	
	Les investissements IKE inc.	M		1 500	500	2 000	
	Les meubles Poitras (2002) inc.	M		350	650	1 000	
	Métal Perreault inc.	M		490	530	1 220	
	OZ (USA), inc.	IT		1		1	
	Oz Communications inc.	IT		5 965		5 965	
	Promobois G.D.S. inc.	M			1 043	1 043	
	Ressources Cadiscor inc.	P	63			63	
	Ressources Cartier inc.	P	400			400	
	• Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.	IT		3 100		3 100	
	• Soccrent 2006, société en commandite	F		5 017	2 200	7 217	
	• Société en commandite AgeChem	IT		3 000		3 000	
	SolVision inc.	M			3 000	3 000	
	Sonaca S.A.	M			5 950	5 950	
	• VantagePoint Venture Partners 2006 (Q), L.P.	IT		1 148		1 148	
2007	6705341 Canada inc. (North Country Slate)	P			1 950	1 950	
	9182-2031 Québec inc. (Fonds d'acquisition de Montréal)	I		1		1	
	Cellfish Media LLC	IT		11 785		11 785	
	Envivio inc.	IT		4 735		4 735	
	Exploration Midland inc.	P	400			400	
	Fonds d'acquisition de Montréal, société en commandite	I		5 000		5 000	
	GO Capital s.e.c.	IT		90		90	
	Groupe Bikini Village inc.	S			2 500	2 500	
	Groupe Investissement Responsable inc.	S			400	400	
	Investissements Astra inc.	S		1 500	500	2 000	
	Les Industries Spectra Premium inc.	M		10 000	10 000	20 000	
	MMV Financial inc.	S		5 685	22 740	28 425	
	Nexsan Corporation	IT		8 687		8 687	
	Portes et Fenêtres Lumico inc.	M		75	325	400	
	• ProQuest Investments IV, L.P.	IT		739		739	
	Réseaux Trelia inc.	IT		2 363		2 363	
	Stedfast inc.	M			2 500	2 500	
	Thallion pharmaceutiques inc.	IT	8 275			8 275	
	• Vertex III (C.I.) Fund L.P.	IT		3 471		3 471	
	Victhom Bionique Humaine inc.	IT	5 000			5 000	
	11 commandités de sociétés en commandite	S		1		1	
<b>Total</b>			<b>614 715</b>	<b>1 457 019</b>	<b>826 251</b>	<b>26 641</b>	<b>2 924 626</b>

• La liste des investissements effectués par ces fonds spécialisés est présentée au Répertoire des investissements au coût effectués par les fonds spécialisés.

Ce relevé des investissements au coût total de 2 924 626 000 \$ fournit le détail par société des sommes investies par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers du Fonds au 31 mai 2007.

#### Légende:

F : Fonds régional ou local

I : Immobilier

M: Manufacturier (bois et papier, alimentation et boisson, acier, textile, autres)

P: Primaire

S: Services et tourisme

IT: Investissements technologiques (technologies de l'information, télécommunications, sciences de la vie, innovations industrielles et bioalimentaire)

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-12-06 A.M. Pappas Life Science Ventures III, LP</b>	<b>11,8</b>			
Anthera Pharmaceuticals, inc.		2 194		2 194
BioSyntech, inc.		1 679		1 679
BrainCells, inc.		678	1 341	2 019
CeNeRx BioPharma, inc.		1 631		1 631
Cequent Pharmaceuticals, inc.		2 194		2 194
Cerexa, inc.		2 084		2 084
CoLucid Pharmaceuticals, inc.		2 743		2 743
MethylGene inc.		1 426		1 426
Spherics, inc.		1 783	483	2 266
Syndax Pharmaceuticals, inc.			388	388
		16 412	2 212	18 624
<b>31-12-06 Argo II: The Wireless-Internet Fund-Limited Partnership</b>	<b>3,7</b>			
Amperion, inc.		382		382
ArgNor Wireless Ventures B.V.		14 779		14 779
Bytemobile, inc.		9 377		9 377
Calypso Wireless, inc.		40		40
Casero, inc.		4 174		4 174
Chinatron Group Holdings Limited		13 245	4 181	17 426
Digital Bridges Limited		20 542		20 542
Empower Interactive Group Limited		11 345		11 345
inCode Telecom Group, inc.		268		268
Innotech Industries Limited		577		577
IPeria, inc.		11 818		11 818
Narad Networks, inc.		11 610	2 697	14 307
Neomedia Technologies, inc.		4 660		4 660
NT Cubed Limited		38 846		38 846
OnMobile Systems, inc.		12 761		12 761
Q-go.com B.V.		4 875		4 875
RV Technology Limited		462	586	1 048
SurfKitchen, inc.		6 892	1 044	7 936
Sylantro Systems Corporation		7 761		7 761
uReach Technologies, inc.		12 715		12 715
Volubill SA		7 973		7 973
World Wide Packets, inc.		10 007		10 007
		205 109	8 508	213 617
Fonds engagés mais non déboursés				3 188
				216 805
<b>30-11-06 Capimex, société en commandite</b>	<b>50,0</b>			
Cadim Servotech B.V.			400	400
Kanada Polska Kabaty S.P.Z.O.O.			2 427	2 427
Orkiestra Development S.P.Z.O.O.			3 469	3 469
PIGC Empreendimentos Imobiliarios S.A.		637		637
		637	6 296	6 933
<b>Cornerstone Capital Fund I, L.P.</b>	<b>30,0</b>			
1 <sup>er</sup> exercice financier				

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-12-06 FCPR Aerofund</b>	<b>20,0</b>			
Alyotech		176	2 021	2 197
JPR CAP		924	614	1 538
PIB Holding		3 849		3 849
Recaero		1 211	1 480	2 691
		6 160	4 115	10 275
Fonds engagés mais non déboursés				5 495
				15 770
<b>Fiducie du chantier de l'économie sociale</b>	<b>0,0</b>			
1 <sup>er</sup> exercice financier				
<b>31-12-06 FIER Partenaires, société en commandite</b>	<b>27,8</b>			
Fonds Brightspark II, s.e.c.		1 201		1 201
Fonds CTI Sciences de la vie, s.e.c.		239		239
Fonds Propulsion III s.e.c.		1 150		1 150
Garage Technologie Capital-Risque Canada, s.e.c.		607		607
Société en commandite AgeChem		500		500
		3 697	—	3 697
Fonds engagés mais non déboursés				66 303
				70 000
<b>31-03-07 Fonds Bio-Innovation, société en commandite</b>	<b>93,6</b>			
Ambrilia Biopharma inc.		353	300	653
Asmacure ltée		1 415		1 415
Biogentis inc.			65	65
CO <sub>2</sub> Solution inc.		23		23
Créa Biopharma inc.			338	338
KCLM Recherche en Nutrition inc.			400	400
Les Biotechnologies Océanova inc.		56	444	500
Les Produits pharmaceutiques Ulysses inc.		1 000		1 000
Pegase Médical inc.		600		600
Planteck inc.		650	400	1 050
Prognomix inc.		251		251
Prophagia inc.		300		300
PureCell Technologies inc.			125	125
		4 648	2 072	6 720
Fonds engagés mais non déboursés				1 637
				8 357
<b>31-12-06 Fonds CTI Sciences de la vie, s.e.c.</b>	<b>28,2</b>			
Aucun investissement				
<b>31-12-06 Fonds de développement des exportations FODEX, société en commandite</b>	<b>100,0</b>			
Alex Pneu et Mécanique (Canada) inc.		1 000	1 425	2 425
Bioetik inc.		150		150
Busch Marine inc.		500	175	675
Champlain Capital Partners LP		8 911		8 911
Corporation Nuvolt inc.			500	500
Groupe Pierre Belvédère inc.			1 200	1 200
Recy-Clone inc.			150	150
TDM International inc.		250	250	500
		10 811	3 700	14 511
Fonds engagés mais non déboursés				6 468
				20 979

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite</b>	<b>66,7</b>			
9052-0651 Québec inc. (Logistik 22)		125	623	748
9068-3848 Québec inc. (Les Productions Danse Sing)			133	133
9089-1193 Québec inc. (Caméra E-Motion)			34	34
9168-1478 Québec inc. (Laboratoire GSS)		500	500	1 000
Attraction Média inc.			750	750
Caméra E-Motion inc.			125	125
De Marque inc.		760		760
Distribution CMP Magada International inc. et Production Magada International inc.			465	465
Divertissements Séville inc.		700	200	900
Édifice Club Soda inc.		200	7	207
Éditions FICC s.e.n.c. (Viamédias)		100	280	380
FRV Média inc.		400	350	750
Groupe Phaneuf inc.		198	400	598
Groupe Star Suites inc.			218	218
Guides de Voyages Ulysse inc.		427		427
GVGS inc.		200	336	536
In Extremis Images inc.		426		426
ISACSOFT inc.		1 482		1 482
Jeux Alary inc.			313	313
LC Média inc.		290	460	750
Motorisés Star Suites inc.			130	130
Ryshco Média inc.			500	500
Sarbakan inc.			320	320
Toon Boom Animation inc.		100		100
Tribal Nova inc.			200	200
Vivavision inc.		525	225	750
Wilson & Lafleur, limitée		625		625
Fonds engagés mais non déboursés		7 058	6 569	13 627
				15 307
<b>31-12-06 Fonds d'investissement en développement durable (FIDD), s.e.c.</b>	<b>23,9</b>			
Bioetik inc.		150		150
Busch Marine inc.		500	175	675
Chiiwedjin Shu Énergie Éolienne inc.		500		500
CO <sub>2</sub> Solution inc.		150		150
TORR Canada inc.		500	500	1 000
Vaperma inc.		625		625
Fonds engagés mais non déboursés		2 425	675	3 100
				1 210
				4 310

Extraits des rapports financiers annuels du		Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-05-06</b>	<b>Fonds d'investissement MSBI, société en commandite</b>	<b>32,0</b>			
	Callio Technologies inc.		548	273	821
	CarboPur Technologies inc.		1 099		1 099
	DFT Microsystems inc.		842	362	1 204
	Iaculor Injection inc.			1	1
	LegiTime Technologies		1		1
	Médical Resonant inc.		1 851		1 851
	Milestone Pharmaceutiques inc.		2		2
	Mimetogen Pharmaceutiques inc.		308		308
	MOXXI Médical inc.		791	127	918
	QuantuModeling inc.			118	118
	Réflex Photonique inc.		770	170	940
	Silk Displays inc.			516	516
	SiXtron Matériaux Avancés inc.			205	205
			6 212	1 772	7 984
	Fonds engagés mais non déboursés				3 466
					11 450
<b>31-12-06</b>	<b>Fonds d'opportunités canadiennes HRS, s.e.c.</b>	<b>99,9</b>			
	Amethyst Arbitrage Fund		2 289		2 289
	CC&L Multi-Strategy Fund		2 621		2 621
	Emerald Canadian Equity Market Neutral Fund		2 814		2 814
	Epic Limited Partnership		1 500		1 500
	Flatiron Market Neutral LP		1 750		1 750
	Jemekk Long Short Fund Limited Partnership		1 200		1 200
	Le Fonds Goodwood		1 853		1 853
	LODH Opus Canadian Long/Short Equity Pooled Fund		1 129		1 129
	Marret High Yield Hedge Limited Partnership		2 100		2 100
	Parkwood Limited Partnership Fund		1 100		1 100
	Rosseau Société en commandite		997		997
	Sprott Opportunities Hedge Fund		1 550		1 550
	Stornoway Recovery Fund		750		750
	Vertex Fund		1 628		1 628
	Waterfall Vanilla LP		1 300		1 300
			24 581	—	24 581
<b>31-03-07</b>	<b>Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
	9026-0357 Québec inc. (Société de gestion Mario Massé)			500	500
	9074-1133 Québec inc. (Mécanicad)			100	100
	9118-5066 Québec inc. (Les Ateliers Val d'Or)			450	450
	Alexis Minerals Corporation		29	200	229
	Bellerose Capital inc.		75		75
	Corporation minière Rocmec inc.			200	200
	Entretien M. Perron inc.			282	282
	Entretien M. Perron inc. et 9165-6942 Québec inc.			662	662
	Exploration Azimut inc.		17		17
	Exploration Dios inc.		49		49
	Exploration Fieldex inc.		11		11
	Exploration Typhon inc.		150		150
	Forage G4 ltée			525	525
	Gestion C.I.A. inc. et Centre d'informatique Abitibi inc.			287	287
	Golden Valley Mines ltée		124		124
	Groupe Canexfor inc. et 2734-1197 Québec inc.			62	62
	Groupe Sogitex inc.			450	450

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite (suite)</b>				
Industries Lignico inc.			92	92
J.Y. Moreau Électrique inc.			100	100
Les équipements de forage VersaDrill inc.			550	550
Machines Roger International inc.		200	611	811
MasséNor inc.		50	801	851
Palmapor inc.		150	146	296
Ross Finlay 2000 inc.		387		387
		1 242	6 018	7 260
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
9003-4349 Québec inc. (Mode Ézé Plus)		50		50
AMH Canada Ltée		418	145	563
Distributions Jacques-Cartier inc.		283	61	344
Érablières des Alléghany inc.			300	300
Gagnon Image inc. et 9067-9408 Québec inc.			193	193
Gestion H. Dickner Ltée		50	220	270
Glendyne inc.		14		14
Lang 2000 inc. et 9166-6743 Québec inc.			150	150
Le Groupe Cambium inc.			189	189
Menuiserie Roland Perreault inc.			300	300
Sanibelle inc. et Groupe Envirex inc.			1 000	1 000
St-Noël Express inc.			100	100
Topocom Technologie inc. et Asselin et Asselin, S.N.C.			129	129
		815	2 787	3 602
Fonds engagés mais non déboursés				200
				3 802
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
9069-4654 Québec inc. (Supervac 2000)			34	34
9075-5349 Québec inc. (Fenêtres Météo)			147	147
Acier Picard inc.			67	67
Compositech inc.			155	155
Ébénisterie de la Chaudière inc.			130	130
Équipements récréatifs Jambette inc. et Gestion ParceQue inc.			360	360
Garage Redmond inc.			310	310
Gestion SIM inc.			300	300
Les Images Turbo inc.			142	142
Les Productions Horticoles Demers inc.		150	250	400
Menuiserox inc.		460		460
Métal Bernard inc.			1 237	1 237
Quartz Industrie inc.			133	133
Structures AmeriCan Industries inc.			205	205
		610	3 470	4 080
Fonds engagés mais non déboursés				200
				4 280

Extraits des rapports financiers annuels du		Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07</b>	<b>Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
	2947-5399 Québec inc. (Boutique Mobilité B-C)			164	164
	6328989 Canada inc. et Boudreau Électrique ltée			678	678
	9031-9898 Québec inc. (Micro Experts Canada)			96	96
	9058-2222 Québec inc. (Club Cap Natashquan)		78	33	111
	Air Saguenay (1980) inc.		433		433
	Croisière 2001 inc.		100	17	117
	Équipement et Outillage Côte-Nord inc.		25	300	325
	Gestion S.S.G. inc.		125		125
	Hôtel du Havre inc.			3	3
	Lajoie Réfrigération inc.			95	95
	Les Pétroles Paul Larouche inc.			264	264
	Maintenance Sept-îles inc.			87	87
	Pec-Nord inc.		300		300
	Rechapage Longue-Rive inc.			121	121
	Ressources Metco inc.		150		150
	Scierie Norbois inc.		602	58	660
			1 813	1 916	3 729
<b>31-03-07</b>	<b>Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
	Ani-Mat inc.			367	367
	Beckwith Bemis inc.			416	416
	Café Faro inc.			400	400
	Caoutchouc Pro-Flex inc.			389	389
	Fontaine-Alliance inc.			500	500
	Gestion Pro-Conversion inc.		1		1
	GPM Ripe inc., Les Entreprises Martin Lajeunesse inc. et 6458408 Canada inc.			750	750
	Groupe Lachar inc.			500	500
	Kemestrie inc.		600		600
	Les Industries Touch inc.			670	670
	Motrec inc.			185	185
	Polycor inc.		211		211
	Remises Réal Lamontagne inc.			383	383
	Signalisation de l'Estrie inc.			650	650
	Stedfast inc.			875	875
	Tekna Systèmes Plasma inc.			440	440
			812	6 525	7 337
	Fonds engagés mais non déboursés				1 150
					8 487

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
9011-6641 Québec inc. (Riôtel Percé)			250	250
9089-9238 Québec inc. (Pétoncles 2000)		33	64	97
Atkins et frères inc.		176		176
B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.		524		524
Construction L.F.G. inc.			129	129
Fabrication Delta inc.			300	300
Gaspésie Diésel inc.			731	731
Junex inc.		213		213
Les entreprises Léo Leblanc & fils inc.			282	282
Les Moules de Culture des îles inc.		61		61
Les Reboiseurs de la Péninsule inc.		60	25	85
Madelimer inc.		157	443	600
Pêcheries Vilo inc.		15		15
Philippe Day inc.			177	177
Serres Jardins-Nature inc.		278	250	528
		1 517	2 651	4 168
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Île de Montréal, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
BGT Biographic Technologies inc.			43	43
Cardianove inc.		722		722
Dynamiques Cowan inc.			70	70
Dynapix Intelligence Imaging inc.			250	250
Ferox inc.			190	190
Groupe de mode Inizio inc.			300	300
Impression Paragraph inc.		488		488
Les Industries Flexipak inc.			181	181
Niram-Fab inc.			150	150
Prochaps équipement équestre inc.			250	250
Serti informatique inc.			213	213
Unitrail inc.			200	200
		1 210	1 847	3 057
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
2954-7490 Québec inc. (Excel Technologies)		71	77	148
2973-8648 Québec inc. (Le Groupe R.G.F.M.)			461	461
9111-5675 Québec inc. et Écono-Porte inc.			60	60
9177-0651 Québec inc. (Enceintes acoustiques Unisson)			25	25
Centre de transformation de véhicules Lanaudière inc.			215	215
Champions Consultants inc.		75	15	90
Les Emballages Trium inc.			200	200
Les Industries Harnois inc.		12	230	242
Triotech Amusement inc.			84	84
		158	1 367	1 525

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
119803 Canada inc. (BMI Canada)			108	108
2959-8828 Québec inc. (Palettes St-Janvier)			417	417
Aéroport International de Mont-Tremblant inc.			250	250
Boulangerie Les Moulins La Fayette inc.		250	303	553
Centre d'équipement orthopédique St-Eustache inc.			313	313
Complexe Hôtelier St-Jovite/Mont-Tremblant inc.		750		750
Fondrinor inc. et Fonderie des Appalaches inc.			587	587
Groupe Star Suites inc.			218	218
La Petite Bretonne inc.			165	165
Le Groupe Logitrans inc.			333	333
Le Maître Saladier inc.			83	83
Les Entreprises d'hôtellerie Duquette inc.			73	73
Motorisés Star Suites inc.			124	124
Papiers Domco inc. et 9115-1589 Québec inc.			47	47
Placements les Mélèzes inc.			180	180
Placements Yves St-Onge inc.			1 300	1 300
Service Alimentaire Desco inc.			500	500
Ventilex inc.			417	417
Vision Villégiature inc.		300		300
		1 300	5 418	6 718
Fonds engagés mais non déboursés				400
				7 118
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
6545921 Canada inc. (Les Bouteilles Recyclées du Québec (B.R.Q.))		1		1
Aliments Imex inc. et 4169794 Canada inc.			316	316
Auvents Multiples (2002) inc.		100	1 520	1 620
CVC / RDS inc. et 9136-7748 Québec inc.			163	163
Europe Cosmétiques inc., Europelab inc. et 4190777 Canada inc.			441	441
Globale Géomatique inc.			338	338
Gomark Corp.			102	102
Le Paradis des Orchidées inc.		70	11	81
Les Bouteilles Recyclées du Québec (B.R.Q.) inc.		1 000		1 000
Les Productions Diamant ltée			490	490
S.R.A.D. Communications inc., 9047-6227 Québec inc., Basicom inc., Gestion Lessard Samson inc. et Numéricom inc.			220	220
Stylo Bankers (1991) inc.			475	475
		1 171	4 076	5 247
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.		672		672
Produits Pylex inc., Pylex International inc. et 9143-8010 Québec inc.			500	500
Tuyauterie Borgia ltée			533	533
		672	1 033	1 705

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
3523462 Canada inc. (Délices de la forêt)			400	400
Acier Picard inc.			67	67
Atelier d'usinage Quenneville inc.			310	310
Audisoft Technologie inc.		725		725
Bousquet Frères Limitée, B.M.B. Technologie du bâtiment inc. et Technologies échangeurs gaz-air (TEGA) inc.			900	900
Colorex inc. et 171279 Canada inc.			130	130
Esthétique sans frontières inc., Distri-Pro inc. et 6257917 Canada inc.			925	925
Geo-3D inc.			29	29
Gestion Nouveau Départ inc.			225	225
LC Média inc.		290	460	750
Les armoires de cuisines Denis Couture (2002) inc.			324	324
Les Brosses Lacasse inc.			353	353
Les installations sportives Defargo inc.			700	700
M.G.B. Électrique inc. et Gestion M.G.B. inc.			233	233
Martin inc.			224	224
Multi-Portions inc.		250		250
Plombco inc.			483	483
Réseau Telmatik inc.			151	151
Secco Plastique inc.			102	102
Service sérigraphique professionnel S.S.P inc.			213	213
Soya Excel inc.		195	68	263
Techno P.O.S. inc.			500	500
TelcoBridges inc.		375	300	675
Transformateur Bemag inc.			117	117
Transport Ray-Mont (1992) inc.			500	500
Transport S.R.S. inc. et Les Placements Maudrey inc.			550	550
		1 835	8 264	10 099
Fonds engagés mais non déboursés				300
				10 399
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
Air Saguenay (1980) inc.		433		433
Allégorie Marketing inc.			82	82
Blais & Langlois inc.			300	300
Cogitore Resources inc.		135		135
Exploration Azimut inc.		130		130
Exploration Dios inc.		135		135
Forage Eenou inc.			110	110
Les Consultants de l'Arctique inc.			100	100
Les Ressources d'Arianne inc.		93		93
Lucien Senneville (2002) inc.			165	165
Mines Virginia inc.		91		91
Pourvoirie Mirage inc.		390	340	730
Ressources Beaufield inc.		218		218
Ressources Everton inc.		114		114
Ressources Metco inc.		101		101
Ressources MSV inc.			667	667
Ressources Sirios inc.		96		96

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite (suite)</b>				
Ressources Strateco inc.		14		14
St-Félicien Diesel (1988) inc.			459	459
Superior Diamonds inc.		131		131
		2 081	2 223	4 304
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
3484734 Canada inc. (Les Pâtisseries de l'Outaouais)			83	83
9052-2756 Québec inc. (ProVance Technologies)		250		250
Aupel inc. et Reliure Unirel inc.			231	231
Cactus Commerce inc.		1 000	500	1 500
Corporation EEDO Knowledgeware			500	500
iMPath Networks inc.		550		550
Les Aliments Chebly inc.			250	250
Multicorpora R&D inc.		926		926
ProVance Technologies inc.		750	750	1 500
Restaurations Sélect inc. et Steamatic of Ottawa-Carleton Ltd			450	450
Services de Pneus Lavoie Outaouais inc.			457	457
SiteBrand.com inc.		500		500
SolaCom Technologies inc.		500	500	1 000
Tomoye Corporation		550	200	750
Zeligsoft inc.		1 250		1 250
		6 276	3 921	10 197
Fonds engagés mais non déboursés				100
				10 297
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
9099-7768 Québec inc. (E.B.M. Laser)		200	69	269
Aéro Technique Canadien R.M. inc.		150		150
Aventures Norpaq inc.		150		150
Connexion Technic inc.			220	220
Corporation Eatsleepmusic.com		460		460
DK-SPEC inc.		150	600	750
Gentec Électro-Optique inc.		400	165	565
Groupe C.D.P. inc. et Transport C.D.P. inc.			1 619	1 619
Groupe Qualinet inc.			426	426
Les Vêtements Perlimpinpin inc.		100	93	193
Load Systems International inc.			367	367
Métafab (1996) inc.			400	400
Mode Avalanche inc.		319		319
Novik inc.			187	187
Polycor inc.		208		208
Pro Aviation inc.		307		307
Réfrigération Noël inc. et 2422-8827 Québec inc.			383	383
Savard Ortho confort inc. et Gestion Anira inc.			417	417
Service Acier Inoxydable C. inc.			500	500
Systèmes de Rechapage Ardon Canada inc.		190	294	484
Systèmes Pran inc.		200	67	267
Usital Canada inc.		300	240	540
		3 134	6 047	9 181
Fonds engagés mais non déboursés				200
				9 381

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-03-07 Fonds régional de solidarité Saguenay-Lac-Saint-Jean, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
2861-0467 Québec inc. (Notre Hôtel)		260	96	356
9052-0651 Québec inc. (Logistik 22)		75	54	129
Air Saguenay (1980) inc.		433		433
Cam-Trac Sag-Lac inc.		300	9	309
Centre de Suspension des Routiers inc.			221	221
Excavation Michel Paradis inc.			392	392
Gro-Mec inc.			546	546
Groupe E.D.S. inc.			150	150
Industrie Bois Lamontagne inc.			403	403
Isumi Précision ltée		58		58
Les Canneberges St-Augustin inc.		242	85	327
Les Jardins du Saguenay inc.			158	158
Les Pétroles R.L. inc.			600	600
Les Placements G.M.R. Maltais inc.		345	246	591
Les Séchoirs Ste-Monique inc.			903	903
Nolicam Location de camions inc.		460	375	835
Novabrik International inc.		900	389	1 289
Oxygène Dolbeau inc.			500	500
Pétrolex St-Félicien inc.			195	195
Précicast ltée		559	88	647
Remac innovateurs industriels inc.			351	351
Scierie Thomas-Louis Tremblay inc.			2 100	2 100
SCP 89 inc.		297		297
Société de gestion Trois-Trois-Trois inc.		350		350
Tuyauterie LG.4 inc.			58	58
		4 279	7 919	12 198
<b>31-11-06 Garage Technologie Capital-Risque Canada, s.e.c.</b>	<b>40,0</b>			
Aucun investissement				
<b>31-12-06 Le Fonds Entrepia Nord, s.e.c.</b>	<b>36,2</b>			
Achronix Semiconductor Corporation		1 154		1 154
ArchPro Design Automation, inc.		1 384		1 384
Aura Communications Technology, inc.		1 384	123	1 507
Business Search Technologies Corporation		1 541		1 541
Corporation Vantrix		1 384		1 384
HelloSoft, inc.		1 038		1 038
Net Intégration Technologies (Québec) inc.			1 384	1 384
NetContinuum, inc.		1 422		1 422
SolVision inc.		760	1 384	2 144
StrataLight Communications, inc.		2 077		2 077
World Wide Packets, inc.		2 105		2 105
		14 249	2 891	17 140

Extraits des rapports financiers annuels du		Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-12-06</b>	<b>MDS Fonds de technologie des sciences de la vie II Québec société en commandite</b>	<b>90,9</b>			
	ActivBiotics, inc.		1 858		1 858
	Alexza Molecular Delivery Corp.		783		783
	Alveolus inc.		2 005		2 005
	Archemix Corp.		1 201		1 201
	Guava Technologies, inc.		1 053		1 053
	KAI Pharmaceuticals inc.		1 617		1 617
	Mako Surgical Corp.		1 317		1 317
	Médical Resonant inc.		1 172		1 172
	Morphotek, inc.		2 057		2 057
	Pharmasset inc.		2 063		2 063
	RenaMed Biologics inc.		1 418		1 418
	Replidyne inc.		1 850		1 850
	Saegis Pharmaceuticals inc.		1 211		1 211
	Spinal Kinetics inc.		1 825		1 825
	TransMolecular, inc.		872		872
	U-Systems, inc.		295		295
			22 597	—	22 597
<b>31-12-06</b>	<b>Novacap II, société en commandite</b>	<b>9,6</b>			
	Corporation de Développement MCL inc.		970	18 950	19 920
	Corporation de Développement Tradition inc.		11 250	2 250	13 500
	Corporation Développement Knowlton inc.		23 284	11 127	34 411
	Développement Demers Ambulances inc.		4 644		4 644
	Groupe CorActive inc.		2 000		2 000
	Groupe Emballages Rosmar inc.		1 119	26 868	27 987
	Groupe Royal Mat inc.		680	15 400	16 080
	Holding LiquidXStream inc.		100		100
	Les Systèmes LiquidXStream inc.			2 328	2 328
	Octasic inc.		1 340	7 390	8 730
	Paul Demers & Fils inc.			1 000	1 000
	Pneumat inc.			1 500	1 500
	Royal Mat inc.			400	400
	Ryma Solutions Technologiques inc.		2 987		2 987
	Scies B.G.R. inc.		2 593		2 593
	Tenrox inc.		4 578		4 578
	ViXS Systems inc.		6 819		6 819
			62 364	87 213	149 577
	<b>Novacap Industries III, s.e.c.</b>	<b>10,0</b>			
	1 <sup>er</sup> exercice financier				
	<b>Novacap Technologies III, s.e.c.</b>	<b>8,0</b>			
	1 <sup>er</sup> exercice financier				

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-12-06 ProQuest Investments III, L.P.</b>	<b>5,0</b>			
Agile Therapeutics, inc.		6 992		6 992
Aires Pharmaceuticals, inc.		3 496		3 496
BioSyntech, inc.		6 093		6 093
Cadence Pharmaceuticals, inc.		14 064		14 064
Cytogen Corporation		5 720		5 720
Gloucester Pharmaceuticals inc.		8 157	2 816	10 973
Mersana Therapeutics, inc.		3 787		3 787
MethylGene, inc.		8 049		8 049
NovaDel Pharma inc.		5 408		5 408
Palkion, inc.		725		725
Sopherion Therapeutics, inc.		5 826		5 826
Tragara Pharm, inc.			3 496	3 496
Ziopharm Oncology, inc.		5 827		5 827
		74 144	6 312	80 456
<b>ProQuest Investments IV, L.P.</b>	<b>3,3</b>			
1 <sup>er</sup> exercice financier				
<b>31-12-06 Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.</b>	<b>30,9</b>			
AlleWin Technologies inc.		713		713
HR Alloy (USA), inc.		723		723
Lasers Pyrophotonics inc.		2 598		2 598
		4 034	—	4 034
Fonds engagés mais non déboursés				1 216
				5 250
<b>31-12-05 Rho Fund Investors 2005, L.P.</b>	<b>9,2</b>			
Columbia Capital Equity Partners IV (QP), L.P.		557		557
HealthCare Ventures VIII, L.P.		66		66
		623	—	623
Fonds engagés mais non déboursés				28 063
				28 686
<b>31-03-07 SIDEX, société en commandite</b>	<b>30,0</b>			
Titres de sociétés minières canadiennes		16 311	510	16 821
		16 311	510	16 821
<b>31-12-06 Soccrent 2006, société en commandite</b>	<b>30,0</b>			
2064812 Canada inc. (Groupe Spectal-Spectube)		7 271	100	7 371
2846-3065 Québec inc. (Giroux-Maçonnex)		43	54	97
3886298 Canada inc. (Usine de congélation de Newport)		595		595
9120-7993 Québec inc. (Groupe Sotrem-Maltech)		3 199		3 199
9143-8945 Québec inc. (Giroux-Maçonnex)		2 316		2 316
Bleuetière Nord-Est inc.			100	100
Dynaplast Extruco inc.		149	270	419
Industries Spectal inc.			250	250
Intercalaire Inex inc.		1 081		1 081
Les Conseillers Trigone inc.		111	124	235
Les Consultants Olympe inc.		89	157	246
Les Fruits Bleus inc.		6 795		6 795
Les Industries G.R.C. inc.		682		682
Les Ressources d'Arianne inc.		105		105
Novabrik International inc.		259	222	481

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-12-06 Soccrent 2006, société en commandite (suite)</b>				
Produits Alba inc.		1 692		1 692
Services Nolitrex inc.		644		644
Société Partition Manufacturiers Associés (PMA) inc.			13	13
		25 031	1 290	26 321
<b>31-12-06 Société en commandite AgeChem</b>	<b>30,5</b>			
Aucun investissement				
<b>31-12-06 Société en commandite GeneChem Thérapeutique</b>	<b>11,0</b>			
Aégera Thérapeutique inc.		5 071		5 071
Ambit Biosciences Corp.		3 626		3 626
Argos Therapeutics, inc.		3 133	245	3 378
Avalon Pharmaceuticals, inc.		6 652		6 652
BioVex Ltd		6 869	321	7 190
Chromos Molecular Systems inc.		4 460		4 460
Cyclacel Pharmaceuticals inc.		5 521		5 521
Kiadis Pharma Canada inc.		4 893		4 893
Koronis Pharmaceuticals inc.		4 492		4 492
LymphoSign inc.		7 139		7 139
Osprey Pharmaceuticals Limited		3 055	2 121	5 176
Paratek Pharmaceuticals, inc.		4 784		4 784
Scion Pharmaceuticals inc.		3 353		3 353
Xanthus Life Sciences inc.		6 594		6 594
		69 642	2 687	72 329
Fonds engagés mais non déboursés				1 398
				73 727
<b>31-08-06 SOLIDEQ, société en commandite</b>	<b>99,9</b>			
SOLIDE Ahuntsic-Cartierville			10	10
SOLIDE Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal			10	10
SOLIDE Chibougamau			5	5
SOLIDE Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce			10	10
SOLIDE de Gatineau			10	10
SOLIDE de la Basse Côte-Nord Kégaska-Blanc-Sablon			10	10
SOLIDE de la MRC d'Abitibi			169	169
SOLIDE de la MRC d'Abitibi-Ouest			10	10
SOLIDE de la MRC d'Acton			10	10
SOLIDE de la MRC d'Argenteuil			20	20
SOLIDE de la MRC d'Avignon			130	130
SOLIDE de la MRC de Beauce-Sartigan			225	225
SOLIDE de la MRC de Beauharnois-Salaberry			10	10
SOLIDE de la MRC de Bécancour			95	95
SOLIDE de la MRC de Bellechasse			30	30
SOLIDE de la MRC de Bonaventure			10	10
SOLIDE de la MRC de Caniapiscau			10	10
SOLIDE de la MRC de Charlevoix			55	55
SOLIDE de la MRC de Charlevoix-Est			202	202
SOLIDE de la MRC d'Autray			10	10
SOLIDE de la MRC de Desjardins			10	10
SOLIDE de la MRC de Drummond			310	310
SOLIDE de la MRC de Francheville			250	250

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-08-06 SOLIDEQ, société en commandite</b> (suite)				
SOLIDE de la MRC de Joliette			10	10
SOLIDE de la MRC de la Côte-de-Beaupré			112	112
SOLIDE de la MRC de la Haute-Côte-Nord			10	10
SOLIDE de la MRC de la Jacques-Cartier			10	10
SOLIDE de la MRC de la Matapédia			40	40
SOLIDE de la MRC de la Mitis			112	112
SOLIDE de la MRC de la Nouvelle-Beauce			25	25
SOLIDE de la MRC de la Rivière-du-Nord			110	110
SOLIDE de la MRC de la Vallée-du-Richelieu			250	250
SOLIDE de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est			92	92
SOLIDE de la MRC de l'Amiante			425	425
SOLIDE de la MRC de l'Île d'Orléans			10	10
SOLIDE de la MRC de L'Islet			10	10
SOLIDE de la MRC de Lotbinière			180	180
SOLIDE de la MRC de Maria-Chapdelaine			250	250
SOLIDE de la MRC de Maskinongé			60	60
SOLIDE de la MRC de Matane			470	470
SOLIDE de la MRC de Mékinac			370	370
SOLIDE de la MRC de Memphrémagog			250	250
SOLIDE de la MRC de Minganie			10	10
SOLIDE de la MRC de Montmagny			60	60
SOLIDE de la MRC de Nicolet-Yamaska			50	50
SOLIDE de la MRC de Pontiac			10	10
SOLIDE de la MRC de Rimouski-Neigette			85	85
SOLIDE de la MRC de Rivière-du-Loup			10	10
SOLIDE de la MRC de Roussillon			125	125
SOLIDE de la MRC de Sept-Rivières			185	185
SOLIDE de la MRC de Témiscamingue			10	10
SOLIDE de la MRC de Val-d'Or			223	223
SOLIDE de la MRC des Basques			10	10
SOLIDE de la MRC des Collines-de-l'Outaouais			10	10
SOLIDE de la MRC des Etchemins			92	92
SOLIDE de la MRC des Îles-de-la-Madeleine			99	99
SOLIDE de la MRC des Jardins-de-Napierville			10	10
SOLIDE de la MRC des Laurentides			10	10
SOLIDE de la MRC des Pays-d'en-haut			110	110
SOLIDE de la MRC du Bas-Richelieu			110	110
SOLIDE de la MRC du Domaine-du-Roy			270	270
SOLIDE de la MRC du Fjord-du-Saguenay			165	165
SOLIDE de la MRC du Haut-Saint-François			100	100
SOLIDE de la MRC du Rocher-Percé			10	10
SOLIDE de la MRC du Val-Saint-François			10	10
SOLIDE de la MRC Le Centre-de-la-Mauricie			90	90
SOLIDE de la MRC Les Maskoutains			40	40
SOLIDE de la Ville de Longueuil			325	325
SOLIDE de Laval			80	80
SOLIDE de Lebel-sur-Quévillon			5	5
SOLIDE de l'Est de la Ville de Québec			10	10
SOLIDE de Lévis			100	100
SOLIDE de l'Ouest de la ville de Québec			5	5
SOLIDE de Matagami			5	5

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Actions et parts \$	Prêts et avances \$	Total \$
<b>31-08-06 SOLIDEQ, société en commandite (suite)</b>				
SOLIDE de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve			10	10
SOLIDE de Rosemont/Petite-Patrie			177	177
SOLIDE de Villaray/St-Michel/Parc-Extension			10	10
SOLIDE du Centre de la ville de Québec			10	10
SOLIDE du Sud-Ouest de Montréal			115	115
SOLIDE Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles			140	140
SOLIDE Ville-Marie			10	10
		—	7 313	7 313
Fonds engagés mais non déboursés				16 162
				23 475
<b>31-12-06 VantagePoint Venture Partners 2006 (Q), L.P.</b>	<b>2,0</b>			
Chemrec AB		1 641		1 641
Cobalt Technologies, inc.		1 748		1 748
I/PRO Corporation		2 331		2 331
Mascoma Corporation		3 496		3 496
VantagePoint International SRL		3 059		3 059
VP Alpha 2006, L.L.C.		2 335		2 335
Zvents, inc.		5 477		5 477
		20 087	—	20 087
<b>Vertex III (C.I.) Fund, LP</b>	<b>5,8</b>			
1 <sup>er</sup> exercice financier				
<b>31-12-06 Vimac Early Stage Fund L.P.</b>	<b>9,4</b>			
Atlantis Components, inc.		7 265		7 265
Corporation DataCom Wireless		1 600	100	1 700
GEOCOMtms, inc.		2 324		2 324
iMPath Networks inc.		951	50	1 001
Megawheels Technologies inc.		4 103	43	4 146
MessageOne inc.		1 698		1 698
Natural Convergence, inc.		3 884		3 884
Net Integration Technologies inc.		574		574
Pragmatech Software, inc.		3 653		3 653
Seniorlink inc.		6 678	15	6 693
Signiant inc.		5 028		5 028
Spectalis Corp.		3 081		3 081
TKS, inc.		9 336		9 336
webHancer Corp.		84		84
		50 259	208	50 467

## RÉPERTOIRE DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS (NON VÉRIFIÉ) (SUITE)

AU 31 MAI 2007  
(en milliers)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Quote-part dans des propriétés immobilières et propriétés en voie d'aménagement \$
<b>31-12-06 Fonds immobilier du Fonds de solidarité FTQ inc.</b>	<b>100,0</b>	
875 Charest s.e.c.		2 702
Bio Sherbrooke Phase I s.e.c.		13 547
Brossard-sur-le-Fleuve s.e.c.		10 876
Centre de développement des Biotechnologies de Laval s.e.c.		16 975
Condominiums Le George V s.e.c.		8 242
Côte de Terrebonne s.e.c.		2 588
Développements Wilfrid-Carrier s.e.c.		8 442
Les Condos Laurin/St-Louis s.e.c.		21 343
Montée des Pionniers Phase I s.e.c.		2 257
Montée des Pionniers Phase II s.e.c.		4 264
SEC Laurin/St-Louis		6 918
Société en commandite 1111 Saint-Laurent		2 776
Société en commandite 668 De Courcelle		1 024
Société en commandite Angus s.e.c. Phase II		33 698
Société en commandite Bourassa-Pelletier		18 873
Société en commandite C.V.L.		3 210
Société en commandite Château Hymus		13 570
Société en commandite Clairevue		504
Société en commandite Condos Laurin St-Louis		627
Société en commandite Édifice Le Soleil		26 030
Société en commandite Héritage Pointe-Claire		16 766
Société en commandite Le Sanctuaire de la Rive		1 192
Société en commandite Rose de Lima		6 666
Société en commandite Viau Ontario		9 141
		232 231
Le total des sommes déboursées par la société pour ces investissements est de 168 335 773 \$.		
<b>31-12-06 Société en commandite immobilière Solim</b>	<b>99,9</b>	
C.C.L.II, Société en commandite		1 615
C.C.L. Société en commandite		1 306
Centre de Ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain inc.		2 700
Édifice 255 Saint-Jacques Société en commandite		968
Édifice 261 Saint-Jacques Société en commandite		2 023
La société en commandite Godefroy de Lintôt		516
Société en commandite Alphonse T. Lépine		1 729
Société en commandite Claude Baillif		3 511
Société en commandite de La Dauversière		6 551
Société en commandite Inspecteur-William		3 990
Société en commandite Les Tours des Terrasses du Golf		238
Société en commandite Milton		2 037
Société en commandite Place Dunant		2 393
Terrains de stationnement de Montréal		3 524
		33 101
Le total des sommes déboursées par la société pour ces investissements est de 23 962 437 \$.		

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation du Fonds %	Quote-part dans des propriétés immobilières et propriétés en voie d'aménagement \$
<b>31-12-06 Société en commandite immobilière Solim II</b>	<b>99,9</b>	
Hôtel Particulier: Le Ste-Hélène s.e.c.		2 672
Immeuble 9001 L'Acadie, Société en commandite		11 327
Société en commandite 75 boulevard Québec		1 006
Société en commandite African		871
Société en commandite Cavelier de LaSalle		6 013
Société en commandite CDTI de Hull		1 458
Société en commandite du 1400		1 802
Société en commandite JBSL		3 606
Société en commandite Mansfield		2 047
Société en commandite RMI		216
Trois A, Société en commandite		2 718
		33 736
Le total des sommes déboursées par la société pour ces investissements est de 20 564 162 \$.		

Ce répertoire, non vérifié, détaille les investissements effectués par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) a investi plus de 10 millions \$.

# FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil d'administration de la  
Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons vérifié les bilans de la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) aux 31 mai 2007 et 2006 et les états des résultats et des évolutions des actifs nets pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation aux 31 mai 2007 et 2006 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.*

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.  
Comptables agréés

Le 21 juin 2007

## BILANS

AUX 31 MAI

	2007 \$	2006 \$
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	233 136	293 999
Débiteurs	286 600	159 559
	<u>519 736</u>	<u>453 558</u>
Placements (note 3)	5 157 516	5 125 137
Immobilisations (note 4)	3 158	3 947
	<u>5 680 410</u>	<u>5 582 642</u>
<b>Passif</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	358 643	223 432
Autres	111 762	149 205
	<u>470 405</u>	<u>372 637</u>
Emprunt – Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (note 5)	5 000 000	5 000 000
	<u>5 470 405</u>	<u>5 372 637</u>
<b>Actifs nets</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	3 158	3 947
Actifs nets non affectés	206 847	206 058
	<u>210 005</u>	<u>210 005</u>
	<u>5 680 410</u>	<u>5 582 642</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Denis Leclerc, administrateur

# FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.) (SUITE)

## RÉSULTATS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

	2007 \$	2006 \$
<b>Produits</b>		
Contributions financières	921 914	868 594
Intérêts		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	121 512	122 957
Obligations d'organismes gouvernementaux et autres	149 232	141 391
Autres	19 562	26 066
	<u>1 212 220</u>	<u>1 159 008</u>
<b>Charges</b>		
Charges d'éducation et de formation		
Éducation et formation – entreprises	765 735	713 241
Éducation et formation – autres	19 658	73 701
	<u>785 393</u>	<u>786 942</u>
Charges d'administration		
Traitements et charges sociales	48 202	42 281
Loyer et frais d'occupation	10 920	10 920
Frais de publicité et d'information	2 033	—
Honoraires professionnels	70 122	72 822
Déplacements, voyages et représentation	6 089	5 130
Fournitures et matériel de bureau	4 364	3 539
Éducation et formation	—	2 520
Amortissement des immobilisations	789	987
	<u>142 519</u>	<u>138 199</u>
Charges de financement		
Intérêts sur emprunt (note 5)		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	284 308	233 867
	<u>1 212 220</u>	<u>1 159 008</u>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<u>—</u>	<u>—</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

## ÉVOLUTIONS DES ACTIFS NETS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

	Actifs nets investis en immobilisations \$	Actifs nets non affectés \$	Total \$
<b>2007</b>			
<b>Solde au début</b>	<b>3 947</b>	<b>206 058</b>	<b>210 005</b>
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	(789)	789	—
<b>Solde à la fin</b>	<b>3 158</b>	<b>206 847</b>	<b>210 005</b>
<b>2006</b>			
Solde au début	4 934	205 071	210 005
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	(987)	987	—
Solde à la fin	3 947	206 058	210 005

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.) (SUITE)

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2007 ET 2006

### 1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Fondation, constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour but de recueillir et d'administrer les contributions financières de divers groupes socio-économiques afin de favoriser l'éducation et la formation économique des travailleurs et travailleuses du Québec.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### Évaluation des placements

Le billet à demande est comptabilisé au coût et la juste valeur est comparable à sa valeur comptable en raison d'un taux d'intérêt que la société pourrait actuellement obtenir pour des placements comportant des conditions et des échéances semblables.

Les obligations sont inscrites au coût non amorti et évaluées au cours de clôture des marchés.

#### Immobilisations

Le mobilier et l'équipement de bureau sont comptabilisés au coût et amortis en fonction de leur durée probable de vie utile selon la méthode de l'amortissement décroissant à un taux constant de 20,0%.

#### Constatation des produits

##### Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les placements à échéance déterminée sont amortis à titre de produits selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance.

##### Contributions financières

Les contributions financières sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

### 3. PLACEMENTS

	2007 \$	2006 \$
Billet à demande au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), au coût	2 673 548	2 602 035
Obligations d'organismes gouvernementaux, au coût non amorti	2 425 288	2 464 422
	<b>5 098 836</b>	5 066 457
Intérêts courus	58 680	58 680
	<b>5 157 516</b>	5 125 137

Les intérêts sur le billet à demande renouvelé mensuellement à taux variable sont établis en fonction du taux de rendement de Autres placements du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Au 31 mai 2007, le taux d'intérêt est de 4,75% (2006, 4,50%) et les intérêts s'élèvent à 121 512 \$ (2006, 122 957 \$). Le taux moyen de l'exercice est de 4,58% (2006, 4,84%).

Les obligations d'organismes gouvernementaux, dont le taux nominal moyen et le rendement à l'échéance sont respectivement de 8,23% et de 5,52% en 2007 (2006, 8,23% et 5,49%), échoient à différentes dates entre 2012 et 2035. Au 31 mai 2007, la juste valeur des obligations est de 2 634 577 \$ (2006, 2 633 470 \$).

#### 4. IMMOBILISATIONS

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût non amorti \$
<b>2007</b>			
Mobilier et équipement de bureau	19 092	15 934	3 158
2006			
Mobilier et équipement de bureau	19 092	15 145	3 947

#### 5. EMPRUNT – FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

L'emprunt auprès du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) remboursable à demande comporte un intérêt égal au taux de base de la Banque Laurentienne tel qu'il est déterminé de temps à autre, plus deux pourcent (2 %). En aucun temps, le paiement dudit intérêt ne devra entraîner un excédent des charges sur les produits.

#### 6. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer est comparable à la valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de l'emprunt ne peut être déterminée, car les modalités de remboursement ne sont pas fixées.

#### 7. FLUX DE TRÉSORERIE

Les états des flux de trésorerie n'ont pas été préparés, car l'information requise concernant les flux de trésorerie est évidente à la lecture des autres états financiers et des notes complémentaires.

#### 8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) nomme les membres du conseil d'administration et gère les placements de la Fondation.

La majorité des charges engagées et des autres produits de la Fondation le sont auprès du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ces transactions sont mesurées à la valeur d'échange qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

#### 9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

## GLOSSAIRE

### **Actif moyen (ou actif net moyen)**

Total des moyennes de l'actif (ou de l'actif net) du début et de la fin de chaque semestre, divisé par deux.

### **Actif sous gestion et actif moyen sous gestion**

L'actif sous gestion correspond à la juste valeur de l'actif géré par les secteurs des investissements et des placements ayant servi à générer les produits présentés aux résultats du Fonds. L'actif moyen sous gestion représente le total des moyennes de l'actif sous gestion du début et de la fin de chaque semestre, divisé par deux.

### **Contrat à terme**

Engagement à vendre ou à acheter une valeur mobilière (titre à court terme, obligation, action, indice boursier ou devise) à une date et à un prix déterminé à l'avance.

### **Emplois directs**

Emplois occupés par des travailleurs œuvrant directement dans les entreprises partenaires du Fonds, des fonds régionaux et locaux ou des fonds spécialisés, ainsi que dans leurs filiales.

### **Emplois indirects**

Emplois reliés aux retombées économiques engendrées par les entreprises partenaires du Fonds situées au Québec. Le nombre d'emplois indirects est calculé à partir des emplois directs auxquels est appliqué un facteur basé sur le coefficient d'emplois indirects par secteur productif publié par l'Institut de la statistique du Québec. Le facteur dépend du secteur d'activité économique dans lequel l'entreprise partenaire évolue.

### **Emplois induits**

Emplois qui sont créés, maintenus ou sauvegardés par l'effet des dépenses de consommation effectuées par les travailleurs occupant des emplois de catégories directes et indirectes. Le calcul des dépenses de consommation tient compte de la perception fiscale et du niveau d'épargne des travailleurs. Le nombre d'emplois induits est fonction du revenu personnel disponible et consommé auquel s'applique un ratio de 904 emplois pour 100 millions \$, basé sur le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec.

### **Fiducie de revenu**

Structure juridique permettant à une entreprise de recueillir des capitaux en offrant au public des parts de fiducie. La fiducie de revenu est un mécanisme de transfert généralement structuré de manière à ce que son revenu soit attribué aux détenteurs de parts, de sorte que la fiducie ne paie aucun impôt sur ses bénéfices. Par ailleurs, les montants attribués aux détenteurs de parts sont assujettis à l'impôt. Il est à noter que le gouvernement fédéral a annoncé des modifications au traitement fiscal des fiducies de revenu le 31 octobre 2006.

### **FIER**

Fonds d'intervention économique régional (FIER) mis sur pied par le gouvernement du Québec, le Fonds de solidarité FTQ, Fondation et Desjardins. Les sommes pour ce Fonds au montant de 180 millions \$ sont dédiées à la création de fonds sectoriels, au financement de projets structurants et à la création de fonds d'amorçage.

### **Fonds de couverture**

Fonds d'investissement constitué de positions acheteur et vendeur sur des titres, des marchés, etc. Ces positions reflètent l'opinion de leur administrateur quant à la tendance probable de la valeur de ces titres ou marchés. Un fonds de fonds de couverture est un fonds constitué principalement de participations dans des fonds de couverture.

### **Fonds déboursés**

Investissements pour lesquels les sommes autorisées et engagées ont été versées à une entreprise partenaire. Les fonds déboursés excluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

### **Fonds engagés mais non déboursés**

Investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées mais non encore déboursées.

### **Fonds spécialisé ou privé**

Société de placement dans laquelle le Fonds investit à titre de commanditaire ou actionnaire. Le commandité ou les administrateurs de ces sociétés gèrent les sommes qui leur sont confiées pour le compte des commanditaires ou actionnaires.

### **Gestion globale des actifs financiers**

Principe de gestion des actifs financiers dont l'objectif est la diversification des risques encourus par le Fonds, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission.

### **Instrument financier dérivé ou produit dérivé**

Instrument financier dont le prix ou le rendement est lié à un produit sous-jacent. Les plus connus sont les swaps, les contrats à terme et les options. Ils sont utilisés de façon à limiter le risque de marché et à préserver la valeur des actifs, à faciliter les changements de répartition des actifs, à gérer une partie du portefeuille de façon indicielle, à faciliter la gestion des portefeuilles et à bonifier le rendement à l'intérieur des limites allouées de risques.

### **Investissement**

Acquisition de titres ou engagement à en faire l'acquisition, généralement auprès de PME québécoises et dans le cadre de la mission du Fonds. La grande majorité des investissements sont admissibles à la norme de 60 % selon la loi constitutive du Fonds.

### **Option**

Contrat qui confère à son détenteur le privilège d'acheter ou de vendre une valeur mobilière à un prix prédéterminé (titre à court terme, obligation, action, indice boursier, devise ou contrat à terme). Le vendeur d'une option a l'obligation d'acheter ou de vendre une valeur mobilière si le détenteur de l'option exerce son privilège.

**Placements ou autres placements**

Capital investi composé essentiellement de titres de grande capitalisation acquis sur des marchés organisés, soit les titres du marché monétaire, les obligations, les actions acquises dans le cadre de la stratégie sectorielle, les fonds de fonds de couverture et le portefeuille de titres à revenu élevé (actions privilégiées, actions à dividendes élevés et parts de fiducies de revenu).

**Plus-value (moins-value)**

La plus-value (moins-value) représente l'accroissement (la réduction) de la valeur d'un actif ou d'un portefeuille par rapport à sa valeur de référence.

**Prêt Croissance**

Prêt sans garantie d'un maximum de 500 000 \$, disponible en tout temps, qui est flexible, rapide et simple d'utilisation, puisqu'il nécessite un délai de traitement de seulement 15 jours ouvrables, et qui vise à appuyer le fonds de roulement ou à compléter une phase de financement. Ce prêt est offert à des taux concurrentiels.

**Prêt Équité**

Prêt sans garantie pouvant atteindre 2 millions \$ et qui est considéré comme de la quasi-équité par la plupart des institutions financières. Ce prêt est offert selon une structure de taux d'intérêt fixe ou variable et n'exige pas de remboursement de capital pour une période de 3 à 5 ans.

**Prêt Marque de commerce**

Prêt sans garantie d'un montant minimal de 2 millions \$, à taux concurrentiel, visant le soutien d'une marque de commerce ou l'élaboration et la mise en application d'un plan de commercialisation.

**Prêt Productivité**

Prêt sans garantie d'un montant minimal de 2 millions \$, à taux concurrentiel, visant à soutenir des entreprises ayant des projets d'amélioration de la productivité, des projets d'implantation ou de développement de systèmes d'information de gestion ou, finalement, des projets visant la mise en œuvre de systèmes pour obtenir et maintenir une certification ou pour se conformer à diverses normes réglementaires.

**Rendement du Fonds**

Résultat du calcul du rendement moyen de chacune des catégories d'actif, pondéré pour tenir compte de leur poids relatif par rapport à l'actif moyen sous gestion, duquel on déduit le rapport des charges d'exploitation, impôts et taxe sur le capital sur l'actif net moyen.

**Responsable locale et responsable local (RL)**

Dans les syndicats affiliés à la FTQ (et dans les syndicats avec lesquels le Fonds a conclu des ententes), le Fonds a formé un réseau de RL qui œuvrent, bénévolement, à la promotion du Fonds dans leur milieu de travail. Ces RL travaillent principalement à expliquer les objectifs du Fonds et à promouvoir la souscription d'actions auprès des membres de ces syndicats.

**Société en commandite**

Société composée de deux catégories d'associés, soit les commanditaires et le commandité. Le commandité est la seule personne autorisée à administrer et à représenter la société. En tant qu'administrateur, sa responsabilité est illimitée à l'égard des dettes et des obligations de la société envers des tiers. Les commanditaires, pour leur part, apportent le capital nécessaire à la société pour effectuer ses opérations et sont responsables des dettes jusqu'à concurrence des sommes engagées et à déboursier envers la société. Il s'agit d'une structure juridique qui répond à des besoins spécifiques et qui permet de séparer l'investissement de la gestion de la société.

**Stratégie de couverture**

Stratégie dont l'application permet d'atténuer les variations du rendement du Fonds à la suite de mouvements des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours boursiers.

**Swap**

Entente utilisée pour échanger un titre, un revenu ou une devise par un autre titre, un autre revenu ou une autre devise à des conditions déterminées à l'avance pour une durée donnée. Les parties signent une convention qui respecte les normes internationales en vigueur pour ce type de transaction.

**Titre à revenu fixe**

Titre offrant de façon contractuelle un revenu déterminé à l'avance jusqu'à son échéance. Les titres à revenu fixe regroupent principalement les obligations, les hypothèques, les actions privilégiées et les titres du marché monétaire.

**Titre du marché monétaire**

Titre dont le rendement est déterminé à l'avance et dont l'échéance est de moins de un an. Ces titres sont facilement négociables et procurent à l'investisseur une liquidité supérieure. On y retrouve principalement les bons du Trésor, les acceptations bancaires et le papier commercial.

**Titre privé**

Investissement direct auprès d'une entreprise dont les titres ne sont pas cotés sur les marchés boursiers ou dont les titres sont cotés, mais pour lesquels la cote, exceptionnellement, n'est pas représentative de leur juste valeur au moment de leur évaluation.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 31 MAI 2007



### DE GAUCHE À DROITE

#### MICHEL ARSENAULT<sup>F</sup>

Directeur, Syndicat des Métallos, et vice-président FTQ

#### RÉJEAN PARENT

Président, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

#### LOUISE ST-CYR<sup>A, B</sup>

Titulaire, Chaire de développement et de relève de la PME, HEC Montréal

#### RENÉ ROY<sup>A, C</sup>

Secrétaire général, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et secrétaire du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

#### MICHEL POIRIER

Directeur québécois, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), et vice-président FTQ

#### HENRI MASSÉ<sup>A, D</sup>

Président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et président du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

#### YVON BOLDUC<sup>A, E</sup>

Président-directeur général, Fonds de solidarité FTQ

#### DENISE MARTIN<sup>A, B, D</sup>

Vice-présidente et directrice générale, McMahon Distributeur pharmaceutique inc., et vice-présidente du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

#### JEAN LAVALLÉE

Directeur général et secrétaire financier, Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité (FIPOE), et vice-président FTQ

#### ROLAND ROBICHAUD<sup>B, E</sup>

Administrateur d'entreprises

#### ALAIN DEGRANDPRÉ

Président du Conseil conjoint 91, Teamsters Canada, et vice-président FTQ

#### PIERRE-MAURICE VACHON<sup>B, D</sup>

Administrateur d'entreprises

#### JÉRÔME TURCQ

Vice-président exécutif régional – Québec, Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), et vice-président FTQ

#### RAYMOND FORGET<sup>E</sup>

Président, Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES), section locale 298, et vice-président FTQ

### ABSENTS LORS DE LA PHOTO, DE HAUT EN BAS

#### LOUIS BOLDUC<sup>D</sup>

Adjoint exécutif au directeur national des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), et vice-président FTQ

#### LUC DESNOYERS

Directeur québécois, Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), et vice-président FTQ

#### MICHEL OUMET

Vice-président exécutif – Québec, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), et vice-président FTQ

A MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF

B MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

C MEMBRE DU CONSEIL SECTORIEL INVESTISSEMENTS TECHNOLOGIQUES

D MEMBRE DU CONSEIL SECTORIEL REDRESSEMENT

E MEMBRE DU COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

F MEMBRE DU COMITÉ D'ORIENTATION DU PORTEFEUILLE MINIER

## LE COMITÉ DE DIRECTION

AU 31 MAI 2007



DE GAUCHE À DROITE

### GAÉTAN MORIN<sup>B</sup>

Premier vice-président aux investissements

### MARIO TREMBLAY

Vice-président aux affaires publiques et communications

### JANIE C. BÉIQUE

Vice-présidente aux affaires juridiques et secrétaire corporative

### YVON BOLDOC<sup>A, B</sup>

Président-directeur général

### DANNY LE BRACEUR

Vice-président aux ressources humaines

### DENIS LECLERC

Premier vice-président à l'actionnariat et président-directeur général de la Fondation de la formation économique

### MICHEL PONTBRIAND<sup>B</sup>

Premier vice-président aux finances

A MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF

B MEMBRE DU COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

## LES CONSEILS SECTORIELS

AU 31 MAI 2007

### INVESTISSEMENTS TECHNOLOGIQUES

#### Administrateur et conseillers du Fonds

René Roy (président), Jean Martin, Jean Perron

#### Représentants externes

J.V. Raymond Cyr, président du conseil Polyvalor inc. et administrateur d'entreprises

Gilles Mourette, premier vice-président, Technologies, SSQ Groupe financier

Jacques Simard, professeur titulaire, Département d'anatomie et physiologie, Université Laval, et directeur, Laboratoire de génomique des cancers du Centre de recherche du CHUQ/CHUL

André Monette, conseiller en gestion

### REDRESSEMENT

#### Administrateurs et conseiller du Fonds

Henri Massé (président), Louis Bolduc, Denise Martin, Jean Martin, Pierre-Maurice Vachon

#### Représentant externe

Michel M. Lessard, administrateur d'entreprises

## LES COMITÉS

AU 31 MAI 2007

### COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

#### Administrateurs, dirigeants et conseiller du Fonds

Yvon Bolduc (président), Raymond Forget, Pierre Genest, Gaétan Morin, Michel Pontbriand, Roland Robichaud

#### Représentants externes

Michel Thérien, conseiller stratégique et administrateur d'entreprises

Nycole Turmel, administratrice d'entreprises

### COMITÉ D'ORIENTATION DU PORTEFEUILLE MINIER

#### Administrateur

Michel Arsenaault (président)

#### Représentants externes

Pierre Boudreault, conseiller stratégique

Michel Gauthier, conseiller stratégique

## LE SYNDICAT

AU 31 MAI 2007

Le personnel syndiqué du Fonds de solidarité FTQ est membre de l'Union des employés et employés de service, section locale 800 (FTQ).

### EXÉCUTIF SYNDICAL

Guy Trépanier, président

Marie-Claude Rouleau, première vice-présidente

Robert Charpentier, second vice-président

David Boucher, trésorier

Julie Proulx, secrétaire

### CONSEIL SYNDICAL ET DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

Louise Bergeron, Nathalie Bilodeau, Gilles de Montigny, Linda Di Quinzio, Michel Desjardins, Johanne Dupont, Daniel Gilbert, Jacques Grégoire, Claude Grenier, Marie-Thérèse Hébert, Valérie Morin, Michèle Péloquin, Danielle Pigeon, Pierre Thompson

## LE PERSONNEL PERMANENT DU FONDS

AU 31 MAI 2007

Nathalie Albert / Daniel Allaire / Claudette Allard / Jean Archambault / Luc Archambault / Dominique Arsenault / Pierre Arsenault / Danielle Asselin / Raynald Aubin / Louis Aubuchon / Danielle Auclair / Gilles Audette / Bruno Baril / Michel A. Bastien / Georges Bazinet / Annie Beaudry / Johanne Beauparlant / Rosage Beauzil / Monique Bédard / Steves Bégin / Janie C. Béique / Nicole Béland / Christian Bélanger / Normand Bélanger / Suzanne Benoit / Louise Bergeron / Luc Bergeron / Marie Bergeron / Conrad Bernadel / Natacha Bernier / Délicia Berthelot / France Berthiaume / Josée Bilodeau / Nathalie Bilodeau / Nathalie Bilodeau / Pierre Blaising / Simon Blanchard / Josée Bolduc / Julie Bolduc / Yvon Bolduc / Philippe Bonin / Fabien Bouchard / David Boucher / André Bougie / Claudine Boulais / Normand Boulay / Daniel Bourcier / Sylvie Boutet / Charles Boutin / Guy Boutin / Jean-Claude Brault / Hélène Brien / Guylaine Brousseau / François Brulotte / François Caisse / Linda Call / Johanne Carignan / Lise Carignan / Hubert Carrier / Robert Charpentier / Frédérique Chatain-Collinet / Normand Chouinard / Marie-Claude Clermont / Mireille Cliche / Mathieu Cloutier / Richard Cloutier / Ina Corbin / Jean-Sébastien Cossette / Gilles Côté / Line Côté / Lise Côté / Michel Coulombe / Roland Courtois / Louise Cousineau / Manon Cousineau / Éric Coutu / Luc Couture / Guy Croteau / Aubin D'Amours / Tania D'Anjou / Jocelyne Dansereau / Joanne Daviault / Daniel David / Danielle Day / Anne De Bellefeuille / Gilles de Montigny / Denis Dean / Claude Delège / Nathalie Denommée / Yves Derosby / Martine Desforges / Maryse Deshaies / Marie-Josée Desjardins / Michel Desjardins / Nathalie Desjardins / Sylvie Deslières / Alain Desrochers / Lisette Dezainde / Chantal Dionne / Linda Di Quinzio / Chantal Doré / Michel Dorion / Sylvie Drouin / Diane du Tremble / Louise Dubreuil / Jean-Denis Dufort / Isabelle Duguay / Karyn Duguay / Isabelle Duhaime / Hélène Dumont / France Dumontier / Jocelyne Dupont / Johanne Dupont / Francine Dupuis / Roch Dutil / Roxanne Émond / Ricardo Espera / Chantale Favreau / Christian Fecteau / Sylvain Flynn / Alain Foisy / Carole Forget / Daniel Fortier / Manon Fortier / André Fortin / Hélène Fortin / Martin Fournier / Louise Fréchette / Danny Gagné / Gérard Gagné / André Gagnon / Jocelyne Gagnon / Lucie Gagnon / Mireille Gagnon / Véronique Gagnon / Louise Galipeau / Nathalie Gallant / Christiane Gamache / Marie-Josée Gamache / Benoît Gariépy / Ginette Gaudreau-Lessard / Alain Gauthier / Serge Gauthier / Louis Gendron / Gilles Genest / François Geoffrion / Jean Germain / Carole Gignac / Carole Giguère / Guylaine Giguère / Alain Gilbert / Daniel Gilbert / Louise Gingras / François Girard / Manon Girard / Dominique Glass / Diane Gosse / Marie-Hélène Gosse / Nancy Goudreau / Louis Gourdeau / Gaëtan Gravel / Jacques Grégoire / Claude Grenier / Suzanne Grenier / Francine Grenon / Jean-Pierre Guay / Marie-Noëlle Guertin / Gilles Guilbault / Louise Hamel / Suzanne Hamel / Lucie Hamiaux / Louise Harvey / Daniel Hébert / Éric G. Hébert / Marie-Thérèse Hébert / Daniel Hinse / Alain Houle / Angèle Houle / Camyl Huot / Claude Jarret / Guy Jasmin / Sylvie Jeannotte / Gilles Jolivet / Patrice Jolivet / Colette Julien / Sophie Julien / Jean-Pierre Khlot / Michel Kirouac / René Kurth / Marc La Grenade / Linda Lachance / Josée Lachapelle / Josée Lachapelle / Diane Lacharité / Jodi A. Lackman / Hugues Lacroix / Diane Ladurantaye / Sylvie Laferrière / Daniel Lafrenière / Josée Lagacé / Michel Lagueux / Dominic Laine / Alain Lamanque / Marie-Josée Lamarque / Pascal Lamarque / Michel Lambert / Odile Landry / Véronique Landry / Yvan Landry / Gaëtan Langlois / Julie Langlois / Monique Langlois / Denis Lapalme / Jean-François Laplante / Serge Lapointe / Daniel Laporte / Martin Latreille / Michèle Laurion / Michel Lauzon / Réjean Lavigne / Hubert Lavigne / France Le Bourdais / Danny Le Brasseur / Éric Lebel / Lucie Lebeuf / Réjean Leblanc / Anne Leclerc / Chantal Leclerc / Denis Leclerc / Diane Lecompte / Ginette Lecours / Chantal Leduc / Liette Leduc / Chantal Lefebvre / Hélène Lefebvre / Jean-François Legault / Josée Legault / Sylvain Lemarbre / Christian Lemay / Claudine Lemay / Sylvie Lemay / Fabiola Lépine / Martin Lépine / Élise Lessard / Jocelyne Levasseur / Sonia Lévêque / Mario Lévesque / Michel Lévesque / Michèle Lévesque / Rollande Lévesque / François L'Heureux / Stéphane Lortie / Sylvie Losier / Hafida Lounis / Manon Lussier / Yves Mackay / Grazia Maion / André Mallet / Madeleine Manseau / Diane Marcotte / Suzel Marcotte / Carole Marcoux / Nathalie Marino / Stéphan Marois / Jean Martel / Benoit Martin / Nathalie Martin / Mélanie Martineau / Sylvain Masse / Thierry Masse / André McDonald / Louise McQuillan / Chantal Ménard / Éline Ménard / Marie-Claude Ménard / Pascale Ménard / Frédéric Mercier / Michel Messier / Steve Messier / Marie-Claude Michaud / Serge Michaud / Julie Migneault / Paul-André Moisan / Chantal Mongeau / Lyne Mongeau / Robert Montpetit / Nathalie Morand / Jocelyn Moreau / Thérèse Morel / Gaëtan Morin / Jean Morin / Normand Morin / Guylaine Morneau / Richard Moss / Noël Nadeau / François Nadon / Gabriel Nadon / Jean-Claude Nadon / Yvan Nantel / Diane Nother / Martin Ostiguy / Chantal Ouellet / Georges Panitchersky / Annick Paquet / Laurent Paquette / Luce Paquette / Monique Paquette / Lyne Paquin / Antoinette Paradis / Robert Paradis / Sylvain Paré / Carole Parent / Daniel Pelletier / Dany Pelletier / Nathalie Pelletier / Michèle Péloquin / Lise Perreault / Marie-Noëlle Perrier / Brigitte Perron / Joan Pierre / Danielle Pigeon / Gisèle Pigeon / Claire Pitre / Michel Pontbriand / Nicole Potvin / Julie Poudrette / Gilles Poulin / Marco Poulin / Martine Pratte / Julie Proulx / Steve Rayes / André Raymond / Isabelle Raymond / Marie-Josée Reed / Johanne Rémillard / Mario Renaud / Claire Richard / Manon Riendeau / Suzanne Rippeur / Marie-Claude Rivest / Martin Rivest / Sylvie Robitaille / Nicole Rochon / Éric Roger / Marie-Claude Rouleau / Suzanne Roussel / Lise Routhier / André Roy / Colette Roy / Sébastien Roy / Sylvain Roy / Manon Royal / André Rudnicki / Carole Ruel / Michel Sabourin / Nathalie Sabourin / Guy Sanscartier / Lorraine Saumure / Sébastien Sauvageau / Louise Sauvé / Renée Sauvé / Lina Scarpellini / Daniel Schneider / Patrick Schumann / Carmen Shaw / Dany Sirois / Pierre Soulière / Annie St-Arnaud / Patricia Ste-Marie / Éric St-Jacques / Manon St-Jean / Roch St-Louis / Miville St-Onge / Mélanie St-Pierre / Julie Marie Strutt / Pierre Surprenant / André Sylvain / Jean Sylvestre / Geneviève Tanguay / Michel Taylor / Pierre Tellier / Laurent Themens / Francine Théorêt / Johanne Thériault / Josée Thériault / Denis Thibault / Johanne Thibault / Jean Thifault / Pierre Thompson / Éric Tourangeau / Quang Xuan Tran / Bruce Tremblay / Élyse Tremblay / Jean-Denis Tremblay / Mario Tremblay / Monique Tremblay-Côté / Guy Trépanier / Louise Trudeau / Sylvie Trudeau / Christine Turcotte / Céline Turgeon / Michèle Vachon / Yolande Vaillancourt / Nathalie Vallières / Hélène Valois / Gilles Veilleux / Mireille Verret / Hélène Vézina / André Viau / Madeleine Vignola / Jean-Marc Wassef / Jean Wilhelmy / Joanne Zakaïb.

Ont aussi contribué au succès du Fonds de solidarité FTQ les employés temporaires, les anciens employés et tous les collaborateurs externes.

### RESPONSABLES

Suzanne Hamel  
André McDonald

### RÉDACTEURS

Suzanne Hamel  
Sylvain Paré

### COLLABORATEURS

Roch Dutil  
Sylvain Masse  
Louise Sauvé

### DESIGNER ET RÉALISATEUR

Gauthier Designers

### PHOTOGRAPHES

Jean-François Bérubé  
Jean-Sébastien Cossette  
Harold Fortin  
Tango photographie

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la production de ce document.

Imprimé par des travailleuses et travailleurs syndiqués de komunikdatamark sur du papier fabriqué au Québec par Cascades, à partir d'énergie biogaz, certifié Éco-Logo et contenant des fibres recyclées post-consommation.



Dépôt légal – 3<sup>e</sup> trimestre 2007 Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

*This document is also available in English.*

B-08-00-0188

## DES EFFORTS POUR NEUTRALISER LE CARBONE

À l'occasion de son assemblée générale annuelle et de la rencontre nationale de ses responsables locaux qui la précède, le Fonds de solidarité FTQ a décidé de se conformer aux principes d'une conférence favorisant les initiatives de réduction des émissions polluantes. Ainsi, afin de réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES) sur notre environnement, nous avons encouragé les participants à ces rencontres à privilégier le transport en commun.

Par ailleurs, le Fonds a engagé l'organisme sans but lucratif Planetair, qui calculera les émissions de GES générées par la tenue de ces deux rencontres (transport, préparation des repas, etc.). Une fois les résultats établis, le Fonds remettra à Planetair un montant compensatoire correspondant aux normes en application. Par la suite, cette somme sera investie dans des projets d'énergie renouvelable ou d'efficacité énergétique qui réduiront les émissions de GES à la source dans des pays en développement.



BUREAU 200  
545, BOUL. CRÉMAZIE EST  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2M 2W4  
TÉLÉPHONE : 514 383-8383  
TÉLÉCOPIEUR : 514 383-2502  
SANS FRAIS : 1 800 361-5017  
[www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com)